

enquête

PHOENIX, AMÉRIQUE 1985

Samedi soir, avec lune

par BERNARD GUETTA

(Suite de la première page.)

On vient ici de partout, avant tout des froids et tempérés États du Centre et du Nord, mais beaucoup aussi de la Californie et d'autres régions du Sud où le prix des terrains et le montant des loyers commencent à faire réfléchir les investisseurs. Juste au nord du Mexique et à l'est de la Californie, l'Arizona est perçu comme un État de cette « ceinture ensoleillée », le Sun Belt, où se concentrent depuis bientôt vingt ans l'essentiel du développement démographique et industriel américain. Contrairement à son voisin de l'Ouest, à la Floride ou au Texas, l'Arizona a cependant conservé une identité de pays neuf, le charme d'une Amérique de bandes dessinées et une transparence des rapports sociaux et des jeux politiques qui donne des joies d'archéologue.

A Phoenix, un gratin-chef pousse chaque nuit la tête hors du coussin-coussin et l'indianisme n'est qu'à peine forcé puisque la rumeur des grands ensembles de bureaux à plus de dix étages (de 204 à 513) en fait une ville qui n'est pas une ville. Ici, en fait, c'est l'Arizona — plus nombreux dans cet État que dans aucun autre de l'Union — qui constitue quelque 6 % de la population de l'Arizona, dont les contours plus d'un quart des terres.

La lune est pleine, mais la lune sur Phoenix s'élève de la terre sur la lune tout cette ville est une lune, passé et futur à la fois, jette comme des dés dans une vallée creusée de montagnes, et si aride, malgré l'irrigation, qu'on dirait un cratère. Où que vous cherchiez un repère, il n'y a que des mêmes crêtes, sèches et creuses, et le seul quartier immédiatement comble est au Sud, où vivent, comme presque partout en Amérique, les pauvres — les Hispaniques, en l'occurrence, minorité pluriethnique et acrobate à l'autre Amérique, la leur, seulement distante de cent

cinquante minutes de voiture, de l'autre côté d'une frontière-passeiro.

Pour les distinctions plus subtiles, il faut à l'œil le temps d'accommoder sur un paysage américain, dont le seul caractère est cette haute arête de verre et de béton que bordent de minces pistes longeant aux lignes lourdes : Central Avenue. Pour un premier jour, on s'en contente d'autant plus aisément que c'est donc sa-

medi et que le « cruising » (de to cruises : croiser, rouler) y bat son plein.

Certains se sont gâtés perpendiculairement à l'avenue, phare sur elle, et, par elle, passer le trafic. C'est là que sont les solitaires, plutôt silencieux et difficiles à aborder, sauf lorsqu'ils ont — discrètement (on voit dire à la discussion) — levé le capot. D'autres — rouleurs, c'est le cas de la dire, de mécaniques — descendent, remontent et s'arrêtent, en colonnes, toutes vitres ouvertes, ralentissant pour lancer ou recevoir une collation.

Et puis, si l'on met à part les aristocrates comme Cliff, il y a Arby's, dont le néon scintille et proclame que son « Roast Beef Sandwich », Arby's, c'est un toit en accent circonflexe inversé, une lutte de verre au-dessous, un énorme parking tout autour, et quelques tables fixées aux parois de la terrasse. Sur cette terrasse, c'est une survivance, mais, derrière leur comptoir de fornication, les serveurs à petits chapeaux de papier débattant le Pepsi à la pression comme à Munich. À gauche du bâtiment, il y a les

25-40 ans, à droite les 15-25, et sur plusieurs files les voitures sont rangées, patiemment à l'attente de se faire — sans se toucher bien sûr.

Pour drague, la formule rituelle est : « D'où est-ce que je vous connais, déjà ? », mais les filles sont réservées car, chacun vous le dira, un petit ami, c'est normal, mais l'on se perd de réputation à trop en essayer avant le mariage. Non, on parle bagnoles : de moteurs de points, des milliers de dollars que tout cela coûte — de mythes puisque aucune voiture, sur ce parking, ne peut s'approcher des records dont on parle comme si on les avait battus la veille.

Le prix de l'ambition

C'est le Midi, et si le Méditerranéen des pauvres arpente ses samedi soir à pied ou en scooter, ici, c'est en quatre roues — symbole de l'âge adulte dans une civilisation où l'on ne peut être autonome sans conduire et où parents et banquier vous encouragent à emprunter et travailler pour démanteler et apprendre le prix de l'ambition. Cliff, qui est ancien mineur de cuivre et aujourd'hui professeur de mécanique : « Le cruising, c'est le plaisir d'avoir à montrer quelque chose de plus beau que les autres, qu'ils admirent, qu'ils voient votre personnalité, vous fasse connaître et impressionner. »

Les plus mal élevés, autour d'Arby's, rient très bruyamment ou font marcher à fond leur radio, et la plupart d'entre eux sont des enfants de la classe moyenne ou de cols bleus. Ils vont au cinéma en semaine : « parce que c'est moins cher », n'aiment pas les fils à papa qui rôdent en Mercedes et n'ont, eux, que des Coccinelles au moteur démonté dénué, des ruines enjolivées ou, au mieux, des tout-



ÉTATS-UNIS
PHOENIX
ARIZONA

terrain rehaussés de pneus gigantesques. Un sondage (sans prétention scientifique) donne 100 % d'électeurs à M. Reagan, surtout parmi les plus jeunes, qui n'arrivent pas à comprendre qu'un arrêté municipal vienne de leur intérêt les membres d'un grand centre commercial que son superbe parking les avait fait passionnément aimer.

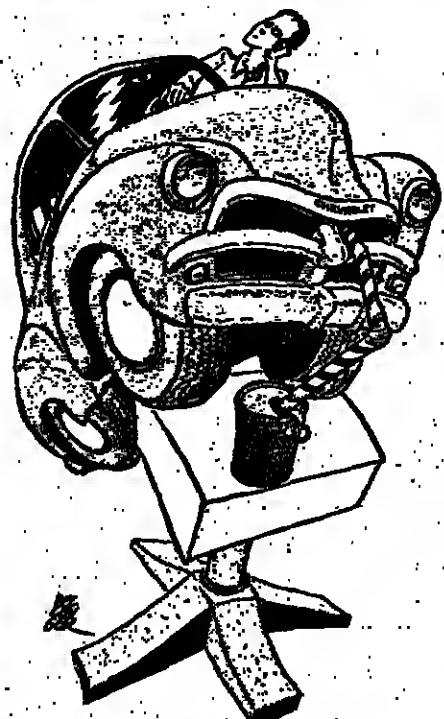
La raison en est pourtant simple : généralement bien admis aux États-Unis, le « cruising » se fait souffrir à Phoenix et fait fuir les embouteillages, dit-on les clients. Phoenix n'a pas trente et un ans de moyenne d'âge, c'est une ville neuve et jeune, le Far West par bien des aspects, mais elle est, justement, à peu près aussi permissive qu'un chariot de pionniers, et sa vie nocturne est aussi pauvre que sa vie culturelle balbutiante. Il faut avoir vingt et un ans pour boire de l'alcool ; se faire interpellé en train de suivre une dame monnayable vous vaudra les humeurs du quotidien local, et les « gays » sont, à l'exception des « gays », assez populaires, dit l'un d'eux, que la Corée du Nord.

Phoenix est une petite ville de province, mais Cliff, qui n'a rien de plus la forme et le bon pas, ne s'en plaindrait pas bien au contraire. Non, ce qu'il trouve déplorable, c'est que Phoenix n'ait pour ainsi dire toujours pas de voies rapides.

Mais ça, c'est la suite de l'histoire, où l'on verra plutôt et décliné le pouvoir des pères fondateurs.

Prochain article :

L'AVOCAT, LE JOURNALISTE ET LE BANQUIER



Dessin de JACQUES BELLEGER

COURRIER DES LECTEURS

L'article de Bruno Frappat, « Le moral des Français. Le crépuscule des solidarités » (Le Monde du 21-22 juillet 1985), commentant une récente enquête de l'INSEE, a suscité de nombreuses lettres. Nous en citons deux :

Intérêt mal compris

J'ai lu avec intérêt et tristesse l'article de Bruno Frappat. Je voulais justement de connaître, longuement avec une amie philologue, qui avait séjourné plus d'un an à Paris, en 1969-1970. Je lui demandais ses impressions de retrouvailles : « Les Français sont tristes, ils ont l'air frustrés. Ils étaient intello avant ! »

La solidarité, et c'est malheureusement ce que l'on refuse d'admettre, c'est d'abord l'intérêt personnel bien compris. Qu'on le veuille ou non, on est solidaire de la bête et des défunts des autres, dans la mesure où l'on s'indifférencie les conséquences de leur conduite. Aux Français qui pensent que les chômeurs n'ont qu'à se débrouiller, j'ai envie de dire que, dans leur propre intérêt, ils feraient mieux de se préoccuper de la question, car ces Français-là recherchent sans doute, et avec raison, la paix sociale : ils redoutent la délinquance (des grèves, des émeutes, etc.) Or le désespoir qui guette les chômeurs ne peut être bon conseil.

J. FERRERAS, maître de conférence à Paris-X.

Chewing-gum

Vous interprétez comme une crise de la solidarité l'augmentation du nombre des gens qui refusent l'augmentation des cotisations et des impôts comme de ceux qui croient qu'il faut diminuer le nombre et l'importance des allocations de chômage.

Cela ne traduit peut-être pas une régression du sentiment de la solidarité, mais la transformation d'une attitude, qui conduit à penser que ces mesures sont devenues inefficaces et que, peut-être, elles ne se contentent pas d'être inefficaces (ce qui ne serait qu'un moindre mal), mais qu'elles seraient, en plus, nuisibles : elles seraient génératrices d'un accroissement du chômage.

Depuis des générations, on a permis une immense progression sociale par la conquête de droits et de protections pour les travailleurs et, en fait, effectivement, un bien. Mais il arrive un moment où cet excès de bien, confronté à une débauche du contexte général, contribue à créer et à aggraver des maux au lieu de les prévenir ou de les guérir.

Je pense, par conséquent, que l'inconscient collectif est très en

avance par rapport aux élites de la politique économique et sociale qui s'épuisent à triturer des concepts périmés (...).

L'inconscient collectif, qui s'exprime par ses silences et par quelques sondages, est dans l'impasse qu'on lui propose la formation de ce qu'il ne sait pas exprimer, pour pouvoir enfin se reconnaître dans quelques ambitions d'avenir crédible. Pour l'instant, on ne lui propose que de lui enlever l'âme avec du chewing-gum déjà sucré et resucé depuis longtemps.

On pourrait espérer que la presse ne soit pas de connivence avec ces machoirs de chewing-gum et qu'elle ne soit pas dupe des apparences en confondant le refus de solutions inefficaces — ce qui est sain — avec le refus de la solidarité — ce qui est dramatique.

JEAN AMADIO (Paris).

Le Conseil d'Etat et les époux surveillés

Denis Langlois parle du possible coup de boomarang du slogan favorable à la police (Le Monde du 19 juillet 1985).

En l'utilisant, les socialistes perdraient plus de voix qu'ils n'en gagneraient. Possible. Mais, après tout, un peu plus en moins un peu moins en moins... ces calculs sont bien dérisoires !

Plus sérieusement, Denis Langlois rejette la police... qui protège, par crainte du policier qui tient des fichiers, suspecte, surveille, entre par effraction insidieusement dans l'existence des gens. Mais la sécurité existe-elle en préjudice de la liberté ? L'un des deux doit céder comme il lui plaît. Au juge de trancher le débat. Ce qu'a fait le Conseil d'Etat en décidant que « ni les rapports d'enquête relatifs au comportement des époux X... datés des 23 octobre 1976, 3 octobre et 10 décembre 1979 et adressés par un inspecteur au commissaire de police de... ni la note du 11 décembre 1979, par laquelle le préfet de police a invité ce fonctionnaire à « tenir les intérêts en observation » très attentive » (...), n'ont constitué des décisions susceptibles de faire grief aux intéressés » (1).

« La haute juridiction administrative a donc adopté une position claire : les époux X... ne peuvent se plaindre d'avoir été surveillés, fichés. Fichage, surveillance ne sont pas en eux-mêmes une menace pour les administrés. La sécurité concourt à la liberté sans lui être dommageable. »

ÉRIC PEUCHOT, avocat des facultés de droit (Paris).

(1) Conseil d'Etat, 1^{er} mars 1985, époux X... n° 48893.

La Ve République en danger

par MAURICE DUVERGER

La France pratique depuis cinquante ans la meilleure des Constitutions qu'elle ait connues depuis 1789, après en avoir expérimenté plus d'une quinzaine. Pour la première fois depuis deux siècles, le régime politique fait l'objet chez nous d'un consensus à peu près général. En apparence, la Ve République est donc solide. En réalité, elle se trouve en danger de mort.

On ne parle pas ici du rétablissement de la proportionnelle, qui tend à ramener la nation dans le marais d'instabilité et d'impotence où elle a paté de 1875 à 1958. Ce risque là ne se développera sans doute qu'à long terme, au bout d'une ou deux législatures. Il laisse donc espérer, à dix ans de répit, pendant lesquels le retour au scrutin majoritaire reste possible. Un péril immédiat et irréductible menace plus gravement nos institutions. Si l'opposition l'emporte en 1986, elle pourra ébranler le triangle des Bernadettes.

La contradiction entre une majorité de droite et un président de gauche n'empêcherait pas le régime de fonctionner si chacun des partenaires se conformait aux règles de la Constitution. Dirigant le gouvernement, disposant du pouvoir exécutif et du pouvoir réglementaire, contrôlant l'Assemblée nationale, le nouveau premier ministre serait à peu près dans la même situation que M. Thatcher ou le chancelier Kohl. Obligé de promettre toutes les lois votées, François Mitterrand n'aurait pas les moyens d'empêcher la droite d'appliquer sa politique. Les institutions ne seraient pas moins efficaces qu'elles l'ont été jusqu'ici.

Elles seraient seulement un peu plus démocratiques. Depuis 1962, leur application présente un défaut incontestable : la formidable concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'Etat. Investi par la nation elle-même, orientant l'élection des députés, maître de la majorité parlementaire, bénéficiant de prérogatives juridiques importantes, celui-ci dispose d'une puissance dont aucun pays d'Occident ne connaît l'équivalent. S'il n'en a point abusé jusqu'ici, c'est par l'effet de sa modération personnelle et du pluralisme de la société. La Constitution ne méconnaît pas le principe posé par Montesquieu : « Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. » Mais la disposition des choses qu'elle établit se trouve en échec par la conjonction du président et de la majorité.

Certes, l'existence d'une majorité disciplinée affaiblit aussi la séparation entre les régimes parlementaires. A Londres ou à Bonn, l'autorité du premier ministre sur le parti ou la coalition qui domine l'Assemblée fait tomber le législatif sous la coupe de l'exécutif. Mais le chef du gouvernement n'est pas tout à fait libre de ses mouvements. Il reste surveillé par un chef de l'Etat dont l'autorité symbolique pourrait mobiliser

un peu plus difficile qu'aujourd'hui et hier. Mais cela renforcerait la démocratie. Et surtout, les institutions seraient sauvées.

Les intégrités de la République gaullienne — vont-elles se détruire en voulant la maintenir ? Qu'on ne se y trompe pas : si un président de la République était accusé à « se soumettre ou se démettre » après des élections législatives contraires, tous ses successeurs se trouveraient désormais paralysés par l'Assemblée nationale. Leur désignation par le suffrage universel ne le mettrait pas à l'abri de la dévalorisation qu'on subit nos chefs d'Etat après l'élection de Mac-Mahon. En Autriche, en Irlande, en Islande, le président est élu directement par les citoyens, comme chez nous. A Vienne et à Reykjavik, ses prérogatives constitutionnelles sont plus importantes qu'à Paris. Mais il n'a presque aucune influence dans ces trois pays, parce que l'habitude de son effacement s'y est établie.

Quel qu'il soit, le successeur d'un François Mitterrand démis par une majorité parlementaire tiendrait son pouvoir des députés plutôt que du

peuple. Ils sauraient d'autant mieux lui faire sentir leur suprématie qu'ils correspondraient à une tradition enracinée depuis la Convention. Ses anciens bénéficiaires plaindraient d'impudence de la voir restaurée. Ils y parviendraient si l'on admettait que la légitimité du président de la République soit remise en cause par chaque élection législative.

Passons sur le fait que le général de Gaulle tenait les députés pour émanant de « compétitions locales », le président seul recevant à ses yeux un « mandat national » : ces formules sont contestables. Il reste qu'aucune des deux institutions ne peut remettre l'autre en cause, parce que chacune est limitée au domaine que la Constitution lui attribue. Les élections à l'Assemblée nationale désignent des législateurs et des contrôleurs du gouvernement. Les élections présidentielles investissent un chef d'Etat chargé de fonctions très différentes. Au lendemain de son avènement, ce dernier peut renvoyer les députés devant le pays, en décidant la dissolution. Conférer à ceux-ci un pouvoir symétrique serait violer la Constitution sur un point fondamental et détruire le régime qu'elle établit.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75402 PARIS CEDEX 09
Tél. : 46 34 60 00
Tél. : 46 34 60 01
Tél. : 46 34 60 02
Tél. : 46 34 60 03
Tél. : 46 34 60 04
Tél. : 46 34 60 05
Tél. : 46 34 60 06
Tél. : 46 34 60 07
Tél. : 46 34 60 08
Tél. : 46 34 60 09
Tél. : 46 34 60 10
Tél. : 46 34 60 11
Tél. : 46 34 60 12
Tél. : 46 34 60 13
Tél. : 46 34 60 14
Tél. : 46 34 60 15
Tél. : 46 34 60 16
Tél. : 46 34 60 17
Tél. : 46 34 60 18
Tél. : 46 34 60 19
Tél. : 46 34 60 20
Tél. : 46 34 60 21
Tél. : 46 34 60 22
Tél. : 46 34 60 23
Tél. : 46 34 60 24
Tél. : 46 34 60 25
Tél. : 46 34 60 26
Tél. : 46 34 60 27
Tél. : 46 34 60 28
Tél. : 46 34 60 29
Tél. : 46 34 60 30
Tél. : 46 34 60 31
Tél. : 46 34 60 32
Tél. : 46 34 60 33
Tél. : 46 34 60 34
Tél. : 46 34 60 35
Tél. : 46 34 60 36
Tél. : 46 34 60 37
Tél. : 46 34 60 38
Tél. : 46 34 60 39
Tél. : 46 34 60 40
Tél. : 46 34 60 41
Tél. : 46 34 60 42
Tél. : 46 34 60 43
Tél. : 46 34 60 44
Tél. : 46 34 60 45
Tél. : 46 34 60 46
Tél. : 46 34 60 47
Tél. : 46 34 60 48
Tél. : 46 34 60 49
Tél. : 46 34 60 50
Tél. : 46 34 60 51
Tél. : 46 34 60 52
Tél. : 46 34 60 53
Tél. : 46 34 60 54
Tél. : 46 34 60 55
Tél. : 46 34 60 56
Tél. : 46 34 60 57
Tél. : 46 34 60 58
Tél. : 46 34 60 59
Tél. : 46 34 60 60
Tél. : 46 34 60 61
Tél. : 46 34 60 62
Tél. : 46 34 60 63
Tél. : 46 34 60 64
Tél. : 46 34 60 65
Tél. : 46 34 60 66
Tél. : 46 34 60 67
Tél. : 46 34 60 68
Tél. : 46 34 60 69
Tél. : 46 34 60 70
Tél. : 46 34 60 71
Tél. : 46 34 60 72
Tél. : 46 34 60 73
Tél. : 46 34 60 74
Tél. : 46 34 60 75
Tél. : 46 34 60 76
Tél. : 46 34 60 77
Tél. : 46 34 60 78
Tél. : 46 34 60 79
Tél. : 46 34 60 80
Tél. : 46 34 60 81
Tél. : 46 34 60 82
Tél. : 46 34 60 83
Tél. : 46 34 60 84
Tél. : 46 34 60 85
Tél. : 46 34 60 86
Tél. : 46 34 60 87
Tél. : 46 34 60 88
Tél. : 46 34 60 89
Tél. : 46 34 60 90
Tél. : 46 34 60 91
Tél. : 46 34 60 92
Tél. : 46 34 60 93
Tél. : 46 34 60 94
Tél. : 46 34 60 95
Tél. : 46 34 60 96
Tél. : 46 34 60 97
Tél. : 46 34 60 98
Tél. : 46 34 60 99
Tél. : 46 34 60 00

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAK VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAIS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans les délais) : voir notice.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

Les abonnements sont payables par mandat postal ou par chèque.

صك: من الأهل

ANNIVERSAIRE

Il y a quarante ans, Hiroshima

A l'occasion du quarantième anniversaire du lancement de la bombe atomique sur Hiroshima, le premier ministre japonais, M. Nakasone, doit présider le mardi 6 août, devant le mémorial de la paix de la ville-martyr, un rassemblement au cours duquel les noms de 25 000 victimes récemment identifiées (s'ajoutant aux deux cent mille déjà connues) seront inscrits sur le cimetière.

Dimanche, à Washington, quinze mille personnes ont encerclé symboliquement le Pentagone, la Maison Blanche et plusieurs autres bâtiments officiels d'un «*rassemblement de la paix*» long d'une vingtaine de kilomètres et composé de plus de vingt-quatre mille pièces de tapisseries venant des 50 Etats américains.

Dans les deux articles ci-dessous, Michel Tatu et Jacques Isnard font le point sur les conséquences militaires de l'entrée dans l'ère nucléaire qu'ont représentée, il y a quarante ans, les bombes sur Hiroshima et Nagasaki. Michel Tatu retrace l'évolution des réflexions stratégiques, à l'Est comme à l'Ouest. D'abord considérée comme une arme d'appoint, l'arme nucléaire, par sa seule existence, finit par imposer le concept de dissuasion, fondement de l'équilibre de la terreur. Jacques Isnard, pour sa part, décrit la formidable puissance de destruction qui se trouve aujourd'hui dans les arsenaux des Etats nucléaires, ainsi que les modalités de la modernisation de l'arme atomique au cours des dernières décennies.

Un pavé dans la mare des stratégies

par MICHEL TATU

La bombe d'Hiroshima n'a pas seulement porté le coup de grâce au Japon et causé le choc que l'on sait pour l'opinion mondiale qui croyait pourtant être parvenue au bout de l'horreur avec les destructions des années précédentes. Elle était aussi un pavé dans la mare des stratégies qui avaient à l'adapter à cette nouvelle conquête de la science; une conquête révolutionnaire certes, mais qui ne se présentait pas moins au départ comme un instrument de combat après tant d'autres. Celui-ci allait-il rendre les guerres non seulement plus meurtrières, mais plus probables, ou au contraire les empêcher à jamais? Les deux points de vue se firent jour à tour de rôle.

Car la première réaction de très nombreux chefs militaires de l'époque fut de couler l'arme atomique dans le moule des conceptions familières, celles qui avaient présidé à la conduite de la seconde guerre mondiale dans ses dernières années; notamment aux «*bombardements stratégiques*» qui avaient contribué - mais pas tout seuls - à mettre à genoux l'Allemagne. La bombe est «*commode*» pour remplir ces missions à moins de frais, mais elle n'en change pas la nature. On calcule qu'après tout il aurait fallu quatre cents bombes atomiques du type de celle d'Hiroshima pour infliger à l'Allemagne les destructions (mais pas les pertes en vies humaines) qui lui ont été causées par les raids «*classiques*» entre 1942 et 1945.

Or on ne dispose pas d'une telle quantité de bombes. En 1945, les Etats-Unis avaient en tout et pour tout les deux bombes qui ont été lancées sur le Japon. Ils en auront treize en 1947, déjà cinquante un an plus tard, au moment du blocus de Berlin. Mais l'on pensa alors que la rareté des matières fissiles et la puissance des installations nécessaires pour leur traitement empêcheraient durablement de constituer un arsenal très important.

Pour toutes ces raisons, les plans d'attaque mis au point par les Etats-majors contre l'Union soviétique - devenue avec la guerre froide le seul adversaire potentiel - s'appuyèrent encore largement de ce qui a été préparé et mené à bien contre l'Allemagne. L'arme atomique n'est qu'un appoint aux moyens classiques, avec lesquels elle se combine dans des «*campagnes*» de bombardements mixtes de longue durée. Le plan «*Charlester*», élaboré en décembre 1947 par le Pentagone, prévoyait l'emploi en un mois de 133 bombes A sur les villes soviétiques (dont 8 sur Moscou et 7 sur Leningrad) suivi dans les deux années suivantes de 200 autres, mais aussi de 250 000 tonnes d'explosifs classiques... Accroître l'effet des premiers effets de ces plans sera de pousser les Etats-Unis à multiplier leur réseau de bases à l'étranger: la seule bombardier dont le Pentagone dispose en 1947, le B-29, a un rayon d'action de 7 000 kilomètres, insuffisant pour atteindre l'URSS et en revenir. Il faudra attendre l'apparition, en 1948, du B-36 (à plus de 15 000 km) et surtout du B-52, né en 1955 et toujours opérationnel aujourd'hui avec quelques modifications, pour que ce problème devienne moins aigu.

Des femmes et des enfants désarmés

Mais si les militaires poursuivaient imperturbablement leurs calculs d'état-major, les politiciens eux, ont davantage les yeux sur terre et ne rendent compte à quel point la situation est transformée. Pour Truman, «*il faut comprendre que cette chose n'est pas une arme militaire. Elle sert à détruire des femmes, des enfants et des gens désarmés, non à des emplois militaires. C'est pourquoi il nous faut la traiter autrement que les canons, fusils et autres choses ordinaires du même genre*» (1). Churchill voit les choses un peu différemment, non pas comme quelqu'un à qui l'emploi de la bombe fait peur (il n'a pas cette responsabilité encore), mais comme celui qui bénéficie de cette peur: «*Il est certain, dit-il, que l'Europe aurait été communiste, et la Grande-Bretagne aurait été une quelconque temps sans la dissuasion que la bombe atomique représente dans les mains des Etats-Unis*».

Le mot «*dissuasion*» (deterrent) est lancé, et d'ailleurs pour la première fois, mais d'autres ont encore du mal à y croire. Dès septembre 1944, des savants atomistes travaillant sur le projet Manhattan ont développé le concept en affirmant dans un mémoire que le résultat premier de la bombe sera de créer «*la certitude qu'une soudaine*

destruction de New-York ou de Chicago entraînera en riposte le lendemain une dévastation encore plus radicale des villes de l'agresseur, et que l'espérance de la crainte de ces représailles paralysera l'agresseur». Mais c'est pour ajouter aussitôt que cet espoir est vain: «*Toute l'histoire de l'humanité enseigne que cet espoir est très incertain: les armes de destruction accumulées explosent tôt ou tard, même si cela conduit à une absurde destruction mutuelle*». Clement Attlee, premier ministre britannique, pense de même.

Les quarante années de paix en Europe ont tranché le débat, encore que le provisoire qui dure n'en reste pas moins du provisoire. Mais il est vrai que, à l'origine, on peut se poser des questions. Ainsi, le rapport des scientifiques déjà cité voit dès 1944 dans la future arme l'instrument idéal d'une attaque surprise: un pays ayant un comportement parfaitement amical pourrait y recourir pour détruire soudain une autre puissance, comme par un coup de tonnerre dans un ciel bleu.

An lieu d'être «*dissuadée*», la guerre deviendrait au contraire plus probable. Il faudra attendre d'autres réflexions, notamment celles du stratège Bernard Brodie, pour substituer la notion de représailles à celle de victoire. Notant que «*le principe de la surprise pourrait être moins important qu'on ne le croit généralement*», ce dernier écrit en mai 1947: «*Jusqu'à présent le but premier de tout appareil militaire a été de gagner des guerres. A partir de maintenant son but premier doit être de les prévenir. Il ne peut pas avoir d'autre objectif utile*». Le principe de la dissuasion était posé, encore que Brodie y joignit un autre principe, totalement inversé depuis: celui de l'autonomie des chefs militaires dans la décision d'emploi de la nouvelle arme (puisque l'il fallait riposter instantanément, fallait-il valoir, tout commandant local pouvait recourir à l'atome).

Beaucoup de bêtises ont été dites à l'Ouest, mais ce fut également le cas à l'Est. Staline est évidemment mécontent de voir le rival américain disposer de l'arme suprême. Il va déclencher une intense campagne de dissuasion morale contre la bombe atomique américaine (ce sera l'appel de Stokholm et ses centaines de millions de signataires en 1950). Mais ses militaires ne savent pas très bien comment expliquer le changement à leurs troupes. Comme souvent en pareil cas, ils décident qu'il n'y a pas de changement. Tournant en dérision ce qu'il n'obtient pas à qualifier de «*soi-disant guerre atomique*» et «*soi-disant guerre presse-boutons*», le maréchal Ver-

chinski, qui devait faire une belle carrière à la tête de l'armée de l'air sous Khrouchchev, écrit en 1949 qu'il est tel concept «*réflectant l'opinion complètement erronée selon laquelle l'issue d'une guerre pourrait être décidée par une seule type d'arme*». L'histoire a prouvé le contraire plus d'une fois. Bien sûr, cela n'empêche pas Staline de mettre les bouchées doubles pour avoir la bombe (il y parviendra en 1949), et aussi pour penser aux nouveaux moyens de l'acheminer. Tout indique aujourd'hui que le programme de construction de missiles balistiques intercontinentaux a été mis en route en URSS en 1947, bien avant les programmes américains correspondants.

Le débat n'est pas pour autant fini aux Etats-Unis, et il faudra attendre les années 50 pour voir une doctrine clairement émerger. D'une part, la guerre froide, les actions de Staline à Berlin et en Europe de l'Est font de l'URSS une puissance radicalement hostile, aux desseins agressifs soigneusement dissimulés. Se mettre à l'abri de toute surprise est devenu encore plus nécessaire, maintenant que ce pays a la bombe A. Une des premières directives présidentielles qui suivent cet événement (la NSC 68), proclamée en avril 1950: «*Nous n'avons pas d'autre choix que d'accroître nos armements atomiques aussi rapidement que ce sera possible au vu des autres considérations*».

L'impuissance de l'atome

Mais, en même temps, les crises qui se multiplient dans le monde démontrent l'impuissance de l'atome. Celui-ci n'a empêché ni la satellisation de l'Europe de l'Est, ni le blocus de Berlin, ni la comminatio de la Chine, ni le début de celle de l'Indochine. Le déclenchement de la guerre de Corée en juin 1950 par le régime communiste du Nord n'a pas entraîné la riposte américaine, et l'effort de renforcement sans précédent depuis la seconde guerre mondiale (sur le plan nucléaire, ce sera la décision de développer la bombe H, mille fois plus puissante que celle d'Hiroshima, et que l'on appelle la «*super-bombe*»). Mais elle va aussi confirmer que l'atome reste taut: les gouvernements européens, déjà, sont les premiers à se précipiter à Washington pour retenir Truman par les basques à la moindre allusion de sa part à un éventuel emploi de la bombe contre les «*sauveteurs chinois*».

C'est tout de même cet épisode qui va endormir Eisenhower à Dulles à préciser, au début de 1953, que l'on a appelé, un peu à tort, la doctrine des «*représailles massives*». Sa formulation la plus forte est probablement celle qu'en donne Richard Nixon, alors vice-président, dans un entretien avec James Reston publié en mars 1954: «*Plus que toute autre chose, les communistes nous épouvent à mort dans de petites guerres menées dans le monde entier, nous nous appuyerons à l'avenir sur notre capacité massive de représailles mobiles, dont nous usons à discrétion contre la principale source de l'agression, aux endroits et aux moments que nous choisissons*». On y trouve le mot «*massif*», mais aussi l'idée qui va être explicitée beaucoup plus clairement la même année par le secrétaire d'Etat Dulles. Contrairement à ce qui en sera dit par la suite, ni Nixon ni Dulles ne préconisent l'emploi de tous les armements nucléaires américains contre l'URSS en un seul «*assommoir*» cataclysmique. Il s'agit d'éviter la situation des six ou sept années précédentes, lorsque le camp communiste choisissait dans le secret, et imposait à l'Occident, le lieu et le moment de la prochaine bataille. Les Etats-Unis ripostent dorénavant avec une plus grande liberté, et pas forcément sur le terrain de la «*petite guerre*» en cours. C'est donc bien d'une escalade qu'il est question, mais ce n'est pas une plus le «*tout ou rien*».

En réalité, il en ira de cette doctrine comme des autres concepts (refoulement, puis endiguement) proclamés parallèlement pour définir la politique d'ensemble menée envers l'URSS: elle ne sera pas appliquée. Il y a bien eu escalade américaine dans certains conflits (comme au Vietnam avec les attaques contre le Nord et le mineage des ports), mais aucune de ces escalades n'a étendu les hostilités aux sauveurs soviétiques ou même chinois, aucune n'a comporté un recours à l'arme atomique. La crise de Cuba a confirmé un peu plus tard, mais dans l'autre sens, le caractère sacré de cette arme: on ne peut pas s'en servir, même après l'avoir brandie.

Aussi bien, toutes les évolutions doctrinales enregistrées par la suite, qu'il s'agisse des «*représailles graduées*» ou de la «*réponse flexible*» de McNamara, les actions «*antiforces limitées*» de son successeur Schlesinger, n'auront été que des tentatives d'aménager cette impasse fondamentale. Il faut tout l'optimisme de Ronald Reagan et sa croyance en un monde «*débarrassé des armes nucléaires*» par son initiative de défense stratégique pour tenter d'ébranler ces murailles. Et l'on est encore très loin du compte...

(1) Dans une conversation avec le stratège britannique, cité par Lawrence Freedman, dans *The Evolution of Nuclear Strategy*, McMillan (Londres), 1981. Nous avons emprunté à cet ouvrage plusieurs autres citations reproduites ici.

En 1985, au moins 500 000 bombes chez les Deux Grands

Des centaines de milliers de bombes de la puissance de celle d'Hiroshima. La planète recèle, quarante ans après la destruction de la ville japonaise par un seul bombardier américain, de quoi rééditer plus de 500 000 Hiroshima d'un coup. Encore cette évaluation ne tient-elle compte que du seul arsenal stratégique, additionné, des Etats-Unis et de l'Union soviétique en 1985, c'est-à-dire que ce sont pas inclus les stocks d'armes nucléaires tactiques de ces deux mêmes pays, ni les armes nucléaires, stratégiques et tactiques, de la Grande-Bretagne, de la France et de la Chine populaire. Mais cette estimation donne une idée de la terrifiante épée de Damoclès qui est suspendue sur le monde.

En quarante ans, on a assisté à une formidable extension, sur l'ensemble de la planète, de l'apocalypse nucléaire: des quantités exponentielles d'armes, de plus en plus perfectionnées dans leurs effets et transportées par des moyens de plus en plus rapides et de plus en plus discrets. On est loin de la bombe A Little Boy, d'une quinzaine de kilomètres, et du somme toute modeste B-29 Superfort qui lâchèrent, au petit matin, mille soleils de feu et de sang au-dessus d'Hiroshima.

Depuis 1945, le bombardier n'est plus le seul «*vecteur*» de l'arme nucléaire. Certes, un continue d'utiliser parce qu'il demeure un outil de démonstration pour qui voudrait jouer avec la dissuasion: le bombardier a l'avantage de pouvoir être rappelé en vol et de revenir à son point de départ, comme pour signifier à l'adversaire éventuel qu'il a à se tenir sur ses gardes avant d'entreprendre quoi que ce soit. Mais, depuis, on a fait mieux. Les avions de combat de la puissance de celle d'Hiroshima, et l'Union soviétique n'est pas en peine de pouvoir aligner environ 4 664 mégatonnes, soit sensiblement 310 900 bombes d'Hiroshima.

Cette puissance, tout à fait extraordinaire, de destruction massive est représentée par environ 10 000 têtes explosives (les charges nucléaires) dans la paupiette américaine et par environ 9 000 dans l'arsenal soviétique les uns et les autres de puissance variable. Le tout est embarqué à bord de bombardiers, de missiles intercontinentaux et de sous-marins. Chacun de ces

«*vecteurs*» emporte plusieurs têtes explosives comme, par exemple, le missile intercontinental soviétique SS-18 (qui en achemine 10 à lui seul), le missile américain Poseidon (10, encore) ou le bombardier B-52 américain (capable de larguer jusqu'à 12 missiles de croisière ALCM à charge nucléaire). Au total, donc, un déluge de feu qui équivaut à plus de 500 000 bombes d'Hiroshima.

A cet arsenal stratégique de la terreur, il faut ajouter, chez les deux Grands, toutes leurs armes nucléaires dites «*de théâtre*», celles dont les portées ne sont pas intercontinentales mais continentes ou appliquées au champ de bataille, depuis les missiles tactiques jusqu'aux mines, en passant par les avions, les mortiers et les canons d'artillerie. L'éventail de telles armes est si diversifié, leur quantité tellement incalculable qu'il est difficile d'en évaluer l'impact global de destruction rapportée à la puissance de la bombe d'Hiroshima. Deux seuls exemples, néanmoins: le missile soviétique SS-12 porte à 1 000 kilomètres de distance une arme vingt-trois fois plus puissante que la bombe d'Hiroshima, et un bombardier américain F-111 peut larguer, à 4 700 kilomètres de sa base en Europe, l'équivalent de cent-quarante «*Hiroshima*».

Des armes miniaturisées

Enfin, la Grande-Bretagne, la France et la Chine populaire ne sont pas en reste: 64 têtes explosives pour l'une, 212 pour la seconde (sans compter les armes nucléaires tactiques) et 580 pour la dernière (y compris ses armes tactiques), de quoi aligner des charges de destruction dont le modèle le plus puissant représenterait cinquante Little Boy.

Depuis Hiroshima, l'arme nucléaire n'a pas seulement proliféré. Elle s'est aussi modernisée et affiné, s'est raffinée, pour dire, elle s'est compliquée et perfectionnée sans cesse. Grâce à des expérimentations diverses dans des centres d'études et des laboratoires, les savants et les techniciens du monde entier l'ont «*améliorée*». Des calculs effectués à septembre 1984 témoignent qu'il y a eu, depuis 1945, un total de 1 517 expériences nucléaires, aériennes et souterraines, qui ont dégagé une énergie de 750 mégatonnes (l'équivalent de 50 000 bombes d'Hiroshima).

En quarante ans, les savants et les techniciens ont cherché à économiser la matière première, c'est-à-dire à mieux contrôler les phénomènes de physique nucléaire qui aboutissent à l'explosion, pour produire des armes de plus en plus miniaturisées, de plus en plus sûres ou fiables (évitant le déclenchement intempestif), de plus en plus précises et ayant, aussi, une efficacité sur le terrain de mieux en mieux garantie d'évance.

On est passé ainsi des fortes puissances (la mégatonne, voire la dizaine de mégatonnes), qui faisaient des armes volumineuses, à des puissances mieux maîtrisées. De cette façon, un gazpiller moins la matière explosive qui revient cher à fabriquer, sans pour autant diminuer la capacité théorique de destruction de l'arme. Aujourd'hui, on privilégie les faibles puissances et les armes miniaturisées. Leurs ordres sont comparables, sinon plus réduites encore. On en embarque davantage sur une même «*vecteur*», la précision d'impact (à moins de 300 mètres de l'objectif) et la vitesse d'arrivée sur la cible interdisant toute parade. On peut concevoir aussi des «*géométries*» de l'arme qui, comme l'arme à rayonement renforcée autrement baptisée «*bombe à neutrons*», provoqueraient des dégâts volontairement localisés et spécifiques de l'effet recherché.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, l'esprit inventif de l'homme s'est donné libre cours depuis 1945, et aucune négociation internationale, dite du désarmement, n'a réussi à l'endiguer. Seul, à ce jour, l'espace a échappé apparemment à la course nucléaire, en ne devenant pas un dépôt permanent d'armes opérationnelles de destruction massive suspendu au-dessus de l'humanité. Quarante ans après Hiroshima, la terre et la mer en sont truffées. Combien de temps encore l'espace sera-t-il épargné?

JACQUES ISNARD.

Le conseil parisien du Mouvement de la paix (1) organise, à l'occasion de l'anniversaire de l'explosion de la première bombe atomique à Hiroshima, une manifestation symbolique, le mardi 6 août, place de l'Opéra, de 8 heures à 8 h 30.

(1) 35, rue de Cligny, 75009 Paris.

150 000 travailleurs au projet Manhattan

Décembre 1938: la fission de l'uranium est découverte. Décembre 1942: la première pile atomique fonctionne sous la tribune d'un stade, à Chicago. Juillet 1945: la première bombe atomique est essayée à Alamogordo (Nouveau-Mexique). Un mois plus tard, ses deux sœurs conduisent le Japon à capituler sans conditions. En moins de quatre ans - car rien n'a sérieusement démarré avant Pearl-Harbour, en 1941 -, des scientifiques américains, aidés de nombreux Européens, inventent la technologie de l'uranium et du plutonium, construisent d'immenses installations pour préparer le matériau fissile, mettent au point les dispositifs qui déclencheront l'explosion, créent finalement une arme terrible.

Une énergie fantastique

L'histoire commence... en 1897 quand Henri Becquerel découvre la radioactivité, il croit d'abord à une variété de rayons X, mais voit vite qu'il s'agit d'un phénomène nouveau, où sont mises en jeu des énergies incomparablement plus grandes que dans les réactions chimiques. Au début du siècle, dans une phrase prémonitrice, Pierre Curie parle de la possibilité inquiétante de fabriquer un explosif plus puissant que la dynamite. Mais nul ne saura pendant longtemps comment libérer cette énergie.

La découverte de la fission de l'uranium par Hahn et Strassmann va fournir la clef, d'autant que

l'équipe de Joliot-Curie montre bientôt la possibilité d'une réaction en chaîne. La fission, c'est le bris du noyau d'un atome d'uranium en deux fragments, après qu'il ait absorbé un neutron. Ces fragments libèrent ensuite plusieurs neutrons. En d'autres termes, la fission, qui consomme un neutron, en produit plusieurs autres, qui vont amorcer d'autres fissions et ainsi de suite. Il est évident que si l'augmentation du nombre des fissions peut être très rapide et fournir une fraction de seconde une énergie fantastique.

Dès la printemps 1939, de nombreux scientifiques s'interrogent sur les conséquences de ces découvertes. La menace d'une guerre se faisant plus précise, plusieurs hauts responsables scientifiques alertent leurs gouvernements respectifs. En France, le ministre de l'armement, Raoul Dautry, fait, sur les conseils de Joliot, acheter en Norvège un important stock d'ore jaune, qui transporté en Angleterre lors de la débâcle, permettra d'importantes études. En Grande-Bretagne, le comité MAUD sera chargé d'évaluer si une arme atomique est possible. Aux Etats-Unis, Leo Szilard convainc, en août 1939, Robert Oppenheimer d'écrire à Roosevelt pour attirer son attention sur cette nouvelle découverte et lui décrire les effets imaginables d'une explosion nucléaire. Roosevelt décide la création d'un comité consultatif sur l'uranium. Ce n'est qu'à la fin de 1941 que les Etats-Unis s'engageront dans la construction de la bombe.

Entre-temps, les scientifiques ont progressé. En 1940, l'Américain Alfred Nier isole l'isotope 235 de l'uranium - présent dans la faible proportion de 0,7 % - et montre qu'il est fissile, l'isotope de beaucoup le plus abondant (uranium 238) ne l'étant pas. James Chadwick, en Grande-Bretagne, et Robert Oppenheimer, aux Etats-Unis, calculent la masse critique de l'uranium 235: c'est la masse à partir de laquelle la réaction en chaîne peut s'auto-entretenir et devenir explosive. Ils trouvent une valeur d'une vingtaine de kilogrammes pour une sphère d'uranium 235 pur. La future bombe d'Hiroshima est donc réalisable.

Camp de concentration de savants

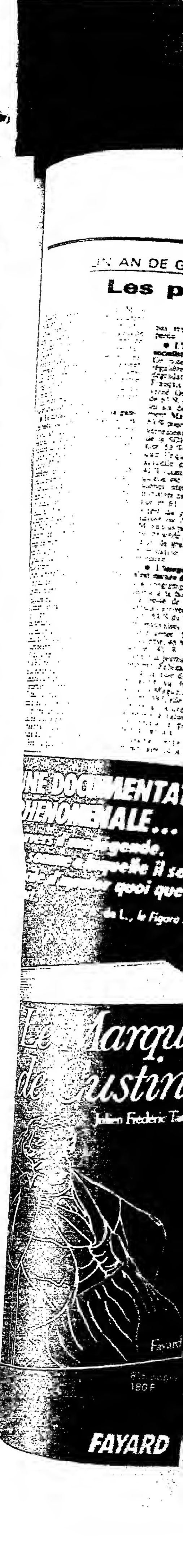
Plusieurs équipes montrent qu'un réacteur nucléaire utilisant l'uranium naturel peut être construit si l'on trouve un matériau qui ralentisse les neutrons sans les absorber (la probabilité qu'un neutron déclenche une fission varie en raison inverse de sa vitesse). Le carbone très pur (graphite) et l'eau lourde sont de tels matériaux. On découvre le plutonium, un matériau fissile, qui se forme quand un neutron est absorbé par un noyau d'uranium 238. On imagine des moyens pour extraire ce plutonium quand il sera produit dans un futur réacteur nucléaire, et l'on constate qu'on doit pouvoir en fabriquer assez pour atteindre la masse criti-

que. Le chemin est ainsi ouvert pour la future bombe de Nagasaki.

Seule l'Europe a rejoint les moyens de faire l'effort technologique et industriel suffisant: ce qu'avait bien compris Szilard, d'où la lettre d'Einstein à Roosevelt. La s'engageant pour de bon, fin 1941. La première étape sera de construire et de faire fonctionner un réacteur nucléaire à uranium naturel, Enrico Fermi, sans doute le plus grand physicien italien, que le fascisme a contraint à s'exiler aux Etats-Unis, mettra moins d'un an pour y parvenir. La pile de Chicago permettra de premières expériences en vraie grandeur, sans lesquelles on ne peut bâtir un projet industriel raisonnable.

L'énorme «*Manhattan Project*» peut alors véritablement démarrer. Les décisions ont été prises pendant l'été 1942. On construit, à Oak-Ridge, dans le Tennessee, des usines d'enrichissement de l'uranium. A Hanford, sur la rive du Columbia, c'est la production du plutonium et son extraction qui seront réalisées. Enfin, à Los Alamos, dans le Nouveau-Mexique, Robert Oppenheimer dirigera le «*camp de concentration des savants*» que ses occupants s'engageront à ne pas quitter jusqu'à la fin de la guerre et pendant les six mois suivants. Au total, cent cinquante mille personnes participent de près ou de loin à la construction des bombes atomiques, sous la direction du général Leslie Groves.

MAURICE ARVONNY.



سكيا من الأصل

UN AN DE GOUVERNEMENT FABIUS ET LES FRANÇAIS

Les paradoxes de l'opinion

par JÉRÔME JAFFRÉ (*)

Quand il accède à l'hôtel Matignon, en juillet 1984, M. Laurent Fabius hérite d'une situation délicate : la lourde défaite de la gauche aux élections européennes vient de survenir, la bataille électorale fait encore rage, les communistes s'apprêtent à entamer progressivement une opposition sans concessions. Un an plus tard, en termes d'opinion (1), le climat apparaît moins rude, mais la situation ne s'est pas pour autant redressée.

● Le niveau électoral de la gauche reste toujours aussi bas. — On se souvient qu'aux élections européennes, la gauche, même en y incluant la liste ERE de M. Slinn, n'avait obtenu que 39,1 % des voix contre 57,6 % à la droite et l'extrême droite. Neuf mois plus tard, au premier tour des cantonales, le résultat est bien modeste malgré l'implantation personnelle des 335 conseillers généraux sortants socialistes, MRG et communistes. Le rapport gauche-droite s'établit à 41,3 %-57,9 %. Depuis, avec l'instauration de la proportionnelle, on enregistre même un nouveau tassement de la gauche au profit des écologistes et de l'opposition. Tout se passe comme si avait brutalement disparu le bénéfice de quatre années de travail des élus socialistes dans leurs circonscriptions.

Aujourd'hui, la gauche se situe autour de 35 % et 40 % des voix, l'opposition parlementaire, toutes tendances confondues, approche la majorité absolue, et le Front national de M. Le Pen a fixé depuis les européennes une fraction de 10 % du corps électoral. Pour sa part, le PC ne bénéficie pas davantage aujourd'hui de son opposition à l'outrecuidance qu'il se présente au gouvernement : il représente 10 % à 12 % des suffrages, le PS, enfin, obtient avec le MRG entre 22 % et 24 %, soit très exactement son score et celui de la liste ERE aux élections européennes. Dans la course-poursuite qu'elle doit mener d'ici à mars 1986, la gauche, en un an, n'a

pas repris un pouce du terrain perdu.

● L'image gouvernementale des socialistes ne s'est pas améliorée. — On note même, selon la question régulièrement posée par BVA, une dégradation dans la façon dont les Français jugent que le pays est gouverné. On enregistre une moyenne de 67 % de réponses négatives dans les six derniers mois du gouvernement Mauroy ; la moyenne est de 69 % pour la première année du gouvernement Fabius. Selon un sondage de la SOFRES réalisé en juin dernier, 53 % des Français considèrent que l'équipe gouvernementale actuelle est « peu compétente », 42 % (contre 33 % d'avis contraires) qu'elle est « utile ». 65 % des personnes interrogées estiment que les ministres expliquent mal leur politique et 61 % que le gouvernement agit au jour le jour sans bien savoir où il va. Sur ce terrain, M. Fabius paie sans doute de n'avoir pas procédé à un changement ministériel de grande ampleur lors de sa nomination au poste de premier ministre.

● L'image du parti socialiste s'est encore dégradée. — Le PS, qui a si longtemps caracolé en tête des partis à la bourse de la popularité, n'a cessé de voir sa cote baisser depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir : 64 % de bonnes opinions, 26 % de mauvaises au cours de la première année, 54 % contre 36 % la deuxième, 46 % contre 43 % la troisième, 42 % contre 48 %, enfin durant la première année du gouvernement Fabius. Depuis septembre 1984, la cote de PS a été huit fois négative, au baromètre mensuel *Figaro-Magazine/SOFRES*. En juillet 1985, elle est de 2 points inférieure au score de l'UDF et de 4 points à celui du RPR, qui est désormais le plus populaire des partis français.

Dans cette gauche ultra-minoritaire où le PS est en perte de

vitesses, on admire que les socialistes puissent offrir en prime le spectacle de leurs querelles intestines. La récente baisse de popularité de 7 points de PS entre juin et juillet s'explique à l'évidence par la querelle Jospin-Fabius. La démission de M. Rocard, le feuillet des parages de l'été, la cote de la fédération du Nord... Les socialistes cherchent à transformer une défaite, qu'ils ont eux-mêmes chiffrée, en victoire qu'ils ne s'y précipitent pas autrement.

● Le président de la République reste impopulaire. — Quelles que soient les raisons de la démission de M. Mitterrand, le président de la République lui-même, M. Rocard, jouant ouvertement aux marges, M. Fabius est le meilleur état électoral de la gauche pour la prochaine campagne, il du moins les socialistes lui permettent de tenir touts sa place.

● Un climat moins tendu. — Treize mois après la grande manifestation de la Bastille en faveur de l'écologie, l'une des transformations les plus visibles est l'apaisement du climat politique. Si les indicateurs politiques demeurent franchement mauvais, les indicateurs de société sont, eux, en nette amélioration. Depuis début 1985, le pessimisme des Français, qui avait atteint des pourcentages records en 1984, a décliné : le taux moyen est de 62 %, au lieu de 68 % l'année dernière. Aux mêmes dates, la crainte de conflits sociaux nombreux n'est plus partagée que par 44 % des Français, au lieu de 65 %.

Enfin, l'aptitude à résoudre les problèmes par la négociation et le compromis — véritable indicateur de l'harmonie sociale — est en nette progression : depuis janvier 1985, 54 % des Français en jugent ainsi contre 35 % qui exigent le recours aux affrontements et à la violence. Au premier semestre 1984, la tendance inverse prédominait, par 47 % contre 41 %.

Outre un réel talent à dédramatiser les problèmes — fut-ce, par exemple, dans le débat sur la loi électorale — la recette de M. Fabius est simple : tenir davantage compte des préoccupations concrètes des Français. On en voit les applications dans des domaines aussi variés que l'éducation, la police, les nouvelles télévisions ou les chômeurs en fin de droits.

● L'hostilité à l'égard de la gauche a diminué. — En la matière, les évolutions sont modestes mais elles vont toutes dans le même sens. 55 % des Français jugent négatif le bilan des quatre années de la gauche au pouvoir, mais chaque temps auparavant il était plus de 60 %. Le pourcentage des « déçus du socialisme », parmi les électeurs de M. Mitterrand du 10 mai 1981, a diminué de 47 % en septembre 1984 à 35 % en avril 1985. Dans l'ensemble, la population, il n'est plus que de 56 % alors qu'il atteignait entre 60 % et 64 % à la fin de l'année dernière. Le bilan de la gauche s'est amélioré dans plusieurs secteurs : la paix sociale, la place de la France dans le monde, la défense nationale, la construction européenne, etc. Il n'est, en revanche, dégradé pour ce qui concerne la lutte contre les inégalités et demeure, on l'a vu, toujours aussi mauvais sur le chômage.

Enfin, si l'on abandonne la comparaison de la gauche avec les attentes des Français et qu'on la mesure directement à l'opposition, la balance devient nettement plus équilibrée. Interrogés, en avril 1984, sur ceux à qui le français le plus confiance dans quatorze domaines de l'action gouvernementale, les Français donnaient l'avantage à treize reprises au RPR et à l'UDF, une seule fois à la gauche (sur le maintien des avantages sociaux). Un an plus tard, la droite domine encore neuf fois — mais partout l'écart s'est réduit — et la gauche l'emporte dans cinq secteurs. En particulier, elle reprend l'avantage dans le domaine fondamental des libertés où elle avait tant chuté l'année précédente.

On peut, bien sûr, émettre la porte de ces évolutions. Certains penseront que si le climat en France est meilleur, c'est parce que le pouvoir se contente de gérer en ayant abandonné toute velléité de réforme et que l'heure des élections approche. Que si l'hostilité à l'égard de la gauche diminue, c'est que l'électeur de l'opposition est déjà sûr de sa victoire et dédaigne l'adversaire.

En réalité, ces résultats sont importants. Ils permettent aux socialistes d'entrer en campagne dans un climat bien différent d'il y a un an. Ils rendent plus difficile à la droite de créer un climat de revanche si elle triomphe en 1986. Ils portent aussi en germe un jugement plus positif sur les acquis et les bienfaits de l'alternance dans notre système démocratique. S'ils sont bons, les socialistes peuvent espérer reconquérir le pouvoir sans attendre vingt-cinq ans, comme après le discrédit qui frappe le mitterrandisme.

d'Alain Duhamel (2). M. Fabius se situe 23 points au-dessus du niveau de M. Mauroy au cours du premier semestre 1984 (29 % contre 64 %), quand le maître de Lille devait assumer les mesures de rigueur et faire face à la bataille des libertés qu'il avait imprudemment déclenchée.

Il bénéficie aussi d'une bien meilleure cote que M. Barre quand celui-ci était premier ministre : 32 % contre 62 % dans la dernière année du septennat de M. Giscard d'Estaing. Enfin, le maire adjoint de Grand-Queilly surclassait très nettement le PS (42 % de bonnes opinions contre 45 % de mauvaises) et surtout — fait unique dans les années de la Ve République — le président de la République lui-même. M. Rocard jouant ouvertement aux marges, M. Fabius est le meilleur état électoral de la gauche pour la prochaine campagne, il du moins les socialistes lui permettent de tenir touts sa place.

● Un climat moins tendu. — Treize mois après la grande manifestation de la Bastille en faveur de l'écologie, l'une des transformations les plus visibles est l'apaisement du climat politique. Si les indicateurs politiques demeurent franchement mauvais, les indicateurs de société sont, eux, en nette amélioration. Depuis début 1985, le pessimisme des Français, qui avait atteint des pourcentages records en 1984, a décliné : le taux moyen est de 62 %, au lieu de 68 % l'année dernière. Aux mêmes dates, la crainte de conflits sociaux nombreux n'est plus partagée que par 44 % des Français, au lieu de 65 %.

Enfin, l'aptitude à résoudre les problèmes par la négociation et le compromis — véritable indicateur de l'harmonie sociale — est en nette progression : depuis janvier 1985, 54 % des Français en jugent ainsi contre 35 % qui exigent le recours aux affrontements et à la violence. Au premier semestre 1984, la tendance inverse prédominait, par 47 % contre 41 %.

Outre un réel talent à dédramatiser les problèmes — fut-ce, par exemple, dans le débat sur la loi électorale — la recette de M. Fabius est simple : tenir davantage compte des préoccupations concrètes des Français. On en voit les applications dans des domaines aussi variés que l'éducation, la police, les nouvelles télévisions ou les chômeurs en fin de droits.

● L'hostilité à l'égard de la gauche a diminué. — En la matière, les évolutions sont modestes mais elles vont toutes dans le même sens. 55 % des Français jugent négatif le bilan des quatre années de la gauche au pouvoir, mais chaque temps auparavant il était plus de 60 %. Le pourcentage des « déçus du socialisme », parmi les électeurs de M. Mitterrand du 10 mai 1981, a diminué de 47 % en septembre 1984 à 35 % en avril 1985. Dans l'ensemble, la population, il n'est plus que de 56 % alors qu'il atteignait entre 60 % et 64 % à la fin de l'année dernière. Le bilan de la gauche s'est amélioré dans plusieurs secteurs : la paix sociale, la place de la France dans le monde, la défense nationale, la construction européenne, etc. Il n'est, en revanche, dégradé pour ce qui concerne la lutte contre les inégalités et demeure, on l'a vu, toujours aussi mauvais sur le chômage.

Enfin, si l'on abandonne la comparaison de la gauche avec les attentes des Français et qu'on la mesure directement à l'opposition, la balance devient nettement plus équilibrée. Interrogés, en avril 1984, sur ceux à qui le français le plus confiance dans quatorze domaines de l'action gouvernementale, les Français donnaient l'avantage à treize reprises au RPR et à l'UDF, une seule fois à la gauche (sur le maintien des avantages sociaux). Un an plus tard, la droite domine encore neuf fois — mais partout l'écart s'est réduit — et la gauche l'emporte dans cinq secteurs. En particulier, elle reprend l'avantage dans le domaine fondamental des libertés où elle avait tant chuté l'année précédente.

On peut, bien sûr, émettre la porte de ces évolutions. Certains penseront que si le climat en France est meilleur, c'est parce que le pouvoir se contente de gérer en ayant abandonné toute velléité de réforme et que l'heure des élections approche. Que si l'hostilité à l'égard de la gauche diminue, c'est que l'électeur de l'opposition est déjà sûr de sa victoire et dédaigne l'adversaire.

En réalité, ces résultats sont importants. Ils permettent aux socialistes d'entrer en campagne dans un climat bien différent d'il y a un an. Ils rendent plus difficile à la droite de créer un climat de revanche si elle triomphe en 1986. Ils portent aussi en germe un jugement plus positif sur les acquis et les bienfaits de l'alternance dans notre système démocratique. S'ils sont bons, les socialistes peuvent espérer reconquérir le pouvoir sans attendre vingt-cinq ans, comme après le discrédit qui frappe le mitterrandisme.

BREF SÉJOUR DE M. LEMOINE EN GUADELOUPE

Les indépendantistes « ont pris le risque de faire couler le sang »

déclare le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, s'est vivement pris, dimanche 4 août, aux milieux indépendantistes guadeloupais, au cours d'un séjour de quelques heures à Pointe-à-Pitre avant la visite, prévue depuis deux mois, qu'il devait effectuer en Martinique. « La Guadeloupe vient d'être un drame », a-t-il déclaré, faisant référence aux événements qui ont secoué l'île du 24 au 29 juillet. « À partir d'une histoire relevée du fait divers, et dont les sources sont aujourd'hui l'objet d'une controverse, certains ont pris le risque de faire couler le sang. L'épisode sanglant de 1967... »

Le secrétaire d'Etat a notamment rappelé que, « comme l'a précisé à plusieurs reprises la chancellerie, les jours de M. Georges Lemoine n'ont jamais été en danger. En s'appuyant sur la généralité et la sensibilité guadeloupaises, on a trompé les gens. Beaucoup s'en aperçoivent aujourd'hui (...). Ce qui apparaît clairement, c'est que, au nom de la liberté, certains agitateurs ont pris le risque de faire couler le sang en Guadeloupe... »

« Je rappelle que, dans notre République, à poursuivre le secrétaire d'Etat, le débat d'idées est toujours possible, mais il n'a qu'une seule sanction : le vote émis par le peuple. Personne ne peut parler au nom des habitants de la Guadeloupe, si ce n'est leurs élus. Ceux seuls sont les interlocuteurs du gouvernement ou de ses représentants locaux. Ceux qui se réclament de l'indépendantisme doivent avoir le courage d'affronter le scrutin démocratique, seule sanction du peuple (...). Ceux qui utilisent le drame d'une jeunesse sans emploi ou sans formation en l'enfermant vers la violence sont des irresponsables dangereux », a ajouté M. Lemoine.

Il a aussi repris à son compte les accusations déjà portées par le préfet de région, M. Maurice Sabatrin, contre l'attitude des radicaux indépendantistes, très écoutés dans l'île pendant les événements, et notamment contre Radio-Unité, la radio du Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante (MPGI) qui avait appelé à une attaque de la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre.

« La liberté d'expression, sur les ondes par exemple, a déclaré le secrétaire d'Etat, n'est pas compatible avec des appels à l'émence, à la violence ou au meurtre... »

M. Lemoine a aussi annoncé l'ouverture d'une enquête « sur le fonctionnement de la télévision locale », la station de RFO dont l'attitude au cours des journées chaudes a souvent été jugée très ambiguë. Paralytée par des discussions internes et par le mauvais accueil que les indépendantistes, avaient réservé à ses équipes de tournage sur les barricades de Pointe-à-Pitre, la télévision a donné constamment l'impression d'oublier son devoir d'information, laissant ainsi le champ libre aux médias nationalisés, dans une lie vouée aux rumeurs de toutes natures.

Au cours de sa visite, M. Lemoine a rendu hommage aux responsables des forces de l'ordre pour leur sang-froid et a rencontré les différents milieux socio-économiques de Guadeloupe. Il a annoncé le déblocage, à titre provisoire, d'une somme de 3 millions de francs mise à la disposition du préfet, pour l'indemnisation des préjudices commerciaux victimes des pillages.

NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Wibaux estime que les événements de Thio ne sont pas « significatifs »

M. Fernand Wibaux, député du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, a déclaré, le samedi 3 août, au cours du journal de la mi-journée sur Antenne 2, que « la situation s'est parfaitement décomposée » à Thio. « Il ne faudrait pas partir des événements qui se sont produits à Thio, au début de la semaine, pour faire une analyse simpliste de la situation », a souligné M. Wibaux. Thio a toujours été un point sensible, en Nouvelle-Calédonie, depuis quelques mois, mais il n'est pas significatif de la situation qui prévaut dans l'ensemble du territoire.

Pour le député du gouvernement, « il y a une mise en place des différents partis pour les prochaines élections » et « il y a, surtout, des discussions à l'intérieur de ces mouvements pour présenter des candidatures... ». A sa connaissance, a ajouté M. Wibaux, cela se fait assez démocratiquement, et pas toujours avec une très grande facilité.

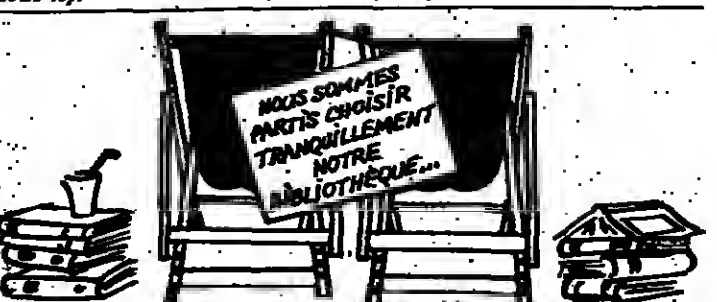
À Thio, le comité de lutte du FLNKS (indépendantiste) a demandé, dimanche, le maintien en fonctions du président de la délégation spéciale chargée d'administrer la commune, M. Alain Le Ravallo, dont les anti-indépendantistes du RPR demandent, pour leur part, le rappel en métropole.

Nouvelles brèves

● M. Mitterrand en baisse. — M. Fabius en hausse. — La cote de popularité du président de la République, mesurée par l'IFOP pour le *Journal du dimanche* (numéro du 4 août), s'établit à 33 % de « satisfaits » (contre 35 % en juillet) et 47 % de « mécontents » (48 % en juillet). Selon cette enquête, faite du 22 au 29 juillet auprès de mille neuf cent soixante-trois personnes âgées de dix-huit ans et plus, la cote de M. Laurent Fabius progresse d'un point (40 % de satisfaits et 33 % de mécontents, au lieu de, respectivement, 39 % et 34 % en juillet).

● La candidature de M. Bouchard dans les Alpes-Maritimes. — M. Hugues Bouchard, ministre de l'environnement, a déclaré, le dimanche 4 août, au « Forum » de Radio-Mont-Carlo, qu'elle n'a « pas choisi » d'être candidat dans les Alpes-Maritimes pour les élections législatives de 1986 et qu'elle n'avait « pas été consultée » à ce sujet par les instances du Parti socialiste. « Je regrette un peu que les choses se soient passées ainsi », a-t-elle ajouté, en soulignant qu'elle aurait préféré « une discussion, d'abord, avec les militants concernés, qui ont toutes raisons d'être étonnés qu'on leur envoie quelqu'un », et que, pour sa part, elle aurait plutôt proposé d'être candidate dans la Loire.

Les personnalités de l'opposition sont en recul : 46 % de satisfaits et 30 % de mécontents pour M. Raymond Barre (contre 49 % et 30 %, en juillet) ; 32 % et 44 % pour M. Jacques Chirac (contre 34 % et 46 %), 36 % et 41 % pour M. Valéry Giscard d'Estaing (contre 39 % et 41 %), 46 % et 27 % pour M. Simone Veil (contre 47 % et 28 %).



... c'est ouvert en Août !
La maison des BIBLIOTHEQUES

61 RUE FROIDEVAUX 75014 PARIS
Magasin ouvert le lundi de 14 h à 18 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 18 h sans interruption.
123 Boulevard de la République - Métro : Denfert-Rochereau - Bus : 29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1

société

LA CATASTROPHE FERROVIAIRE DU LOT

● Trente-cinq personnes (au moins) ont trouvé la mort dans la collision du Paris-Rodez et d'un autorail

● Une soixantaine de voyageurs sont blessés dont une trentaine gravement

Moins d'un mois après l'accident qui, le 8 juillet, avait provoqué la mort de huit personnes sur un passage à niveau à Saint-Pierre-de-Vauvray (Eure), trente-cinq personnes, au moins, ont péri dans la collision ferroviaire qui s'est produite, samedi 3 août, peu avant 16 heures, au Point-du-Jour, près de Flaujac (Lot), entre le train Corail 6153 Paris-Rodez et l'autorail 7924 Rodez-Brive. Cent vingt voyageurs ont été blessés, dont une soixantaine étaient encore hospitalisés lundi, près de trente d'entre eux étant plus

gravement atteints. De plus, d'autres cadavres pourraient encore se trouver sous les wagons des deux convois.

M. Yves Salens, trente-sept ans, chef de gare intérimaire à la gare d'Assier, qui a revendiqué sa responsabilité auprès de la gendarmerie - il a donné le départ à l'autorail alors que le Corail quittait Gramat était déjà engagé sur la voie unique, - a été remis en liberté dimanche après-midi, au terme d'une garde à vue de vingt-quatre heures. M. Salens a été

entendu par le substitut du procureur de la République de Cahors, M. Jean Faissole.

M. Salens n'est pas inculpé, a précisé M. Faissole, ajoutant qu'une information judiciaire avait été ordonnée et que les gendarmes agissaient désormais sur commission rogatoire confiée à M. Christian Thévenot, juge d'instruction à Cahors.

De son côté, M. Jean Médillard, directeur régional adjoint de la SNCF en Midi-Pyrénées, indique que M. Salens devait être entendu lundi dans le cours de l'enquête administrative ouverte par la

SNCF. Soulignant que cet agent, qui fait partie du corps des remplaçants titulaires, avait toujours été bien noté, M. Médillard a ajouté : « M. Salens n'a pas appliqué les consignes très strictes de sécurité et peut-être n'a-t-il pas passé les messages qui s'imposaient. Il a eu un trouble en expédiant le train alors qu'il savait que l'autre venait. Les résultats de l'enquête judiciaire et du rapport technique qui seront remis mardi après-midi permettront de vérifier ou non ces hypothèses. »

Au Point-du-Jour, samedi peu avant 16 heures...

Flaujac. - Peut-être d'étaient-ils pas dix mille, comme certains gendarmes l'ont dit, à venir ici, silencieux sous le soleil, regarder des hommes et des femmes épuisés tentant de sortir des matras d'hommes et de femmes morts, étroitement mêlés au métal froissé.

Mais ils étaient là, docilement parqués derrière un mur de pierres sèches avec leurs enfants, leurs pliants, leurs jumelles, leurs chapeaux de paille et leurs appareils photo. A des kilomètres à la ronde, ils bloquaient les chemins, foule à pied, en voiture, à vélo, tranquilles comme à la promenade. Du matin jusqu'à la tombée de la nuit, ils n'ont guère bougé : comme une écume un peu boursée accrochée à une catastrophe, poisseuse de sueur et de sentiments.

Devant eux, un champ brûlé de soleil et piétiné par les bottes des sauveteurs. Ça et là, des taches brunes laissées par le sang et, sur le ballast en surplomb de deux bons mètres, les carcasses tordues et noircies des deux trains encastés l'un dans l'autre. La motrice du train Corail, le Paris-Rodez, a avalé l'autorail Rodez-Brive vers à sa rencontre. La tête du Corail ressemble à celle d'un dragon, chinois qui tourne le cou et, habines retournées, montre les dents. Même ainsi renversée, la grosse machine reste dangereuse. Dans ses griffes, elle tient toujours des corps, écrasés, broyés, et le moindre mouvement maladroite la ferait basculer de son précipice équilibre.

Une énorme fumée

Tout s'est joué samedi 3 août, vers 16 heures. L'autorail Rodez-Brive passe dans la petite gare d'Assier. Le chef de gare autorise à s'engager sur la voie unique. En sens inverse, le train Corail Paris-Rodez dépasse Gramat : lui aussi a obtenu le droit d'avancer. Les deux trains roulent à environ 100 kilomètres/heure. Normalement, ils doivent se croiser, soit en gare d'Assier, soit en gare de Gramat, où la voie est double. Mais, près du village de Flaujac, cent trente habitants, au lieu dit le Point-du-Jour, c'est la catastrophe. Il n'y a qu'une voie. Les deux trains d'ont pas le temps de freiner. Les cadavres, entre deux courbes, se voient sûrement, et ten-

De notre envoyée spéciale tent de freiner, mais la distance - 1.500 kilomètres - est insuffisante. C'est, comme on dit en langage de chemin de fer, le « tête à tête », le télescopage frontal.

A Assier, le chef de gare, M. Yves Salens, trente-cinq ans, qui effectuait un remplacement, a autorisé l'autorail à continuer sa route. Il a en tort. Il s'en aperçoit aussitôt, mais c'est trop tard. Il ne peut, en effet, prévenir les conducteurs de trains par radiotéléphone, parce qu'ils n'en sont pas équipés. Il ne peut - au moment de la collision - que prévenir les gendarmes, qui dépêchent les secours aussitôt.

M. Pierre Piquin est alors en train de moissonner son champ. Il d'entend pas le choc, mais il voit cette énorme fumée qui déchire le ciel. Il s'était passé quelque chose sur la voie, c'était sûr. Des gens couraient partout, des voitures s'arrêtaient. Dans les deux trains, plus de trente personnes déjà étaient mortes, la plupart dans l'autorail, plus fragile, qui s'est aplati sous la locomotive du Corail. Ses roues ont été projetées jusque sous la deuxième voiture du Corail. Le toit du petit train a éclaté et les passagers ont été éjectés sur plusieurs dizaines de mètres.

« Au milieu du champ, il y avait une tête, raconte M. Piquin. Et des corps dans les arbres. Les rescapés sont sortis en brisant les vitres, quand il le fallait. Il n'y a pas eu de panique. Les deux motrices brillaient. Il n'y avait pas d'autre bruit, pas de cri, le silence ». En état de choc, une vingtaine de blessés sont partis à pied. Les sauveteurs ont eu du mal à rattraper une jeune femme qui essayait de s'enfuir le plus loin possible. « Dans les arbres autour de la voie, dit une volontaire de la Croix-Rouge, il y avait, dissimulés, des membres humains sur une cinquantaine de mètres. D'une femme, nous n'avons retrouvé que la bouche, des lèvres tantes seules. Une autre, sans tête, ne gardait que son collier et ses bagues ». Dans un wagon, un chaton tigré gris et blanc, bien vivant, cherchait en vain à s'échapper.

Alors, il a fallu compter les morts, les blessés, les vivants : trente-six morts, peut-être plus, une soixan-

taine de blessés, dont une vingtaine très grièvement. Il a fallu aussi tirer des débris des lambeaux d'une existence si brusquement arrachée. On a réuni les objets, les « choses » informes, calcinées et mantes, reliées dans les entrailles des trains. Les autres aussi, atrociement vivantes : une tresse à outils ; un blouson de jean maculé de sang ; des vêtements en charpie ; un parapluie ; des papiers d'identité ; des chaussures, dont il se reste que la semelle ; un tract de la CFDT...

Un tournant plus loin...

Peu à peu, les amis des victimes sont venus tenter de reconnaître les restes de leurs. Dans le petit village voisin de Flaujac, une chapelle ardente a été dressée. Ici, c'est le père du conducteur de l'autorail, qui, depuis des heures, attend que son dégaîné le corps de son fils. Là, c'est un enseignant qui ne cesse de fixer l'amas de ferrailles : après huit jours de randonnées pédestres, de « fête », dit-il, il venait de raccompagner à la gare un couple d'amis, de jeunes instituteurs : « Ils étaient dans le premier wagon de l'autorail, dit-il, que je suis venu ici, j'ai com-

Alors, sous le soleil qui tape trop fort, dans l'odeur écœurante qui flotte autour des trains délogés, on essaie de comprendre, de trouver des responsabilités : si le Corail n'avait pas été en retard d'un quart d'heure, les deux trains auraient pu se croiser dans une portion à deux voies du réseau. Si le point de rencontre avait été juste un tournant plus loin, la catastrophe aurait peut-être pu être évitée, la voie offrant une ligne droite de 5 kilomètres, suffisante pour permettre aux conducteurs de freiner. Et le chef de gare d'Assier, que lui est-il arrivé ? Pourquoi a-t-il laissé passer l'autorail ? Il savait ce qui allait se produire, dit un responsable de la SNCF. C'est la super connerie. Un gars très bien noté, pourtant. Il a eu un trou ». Alors, avec ménagement, le chef de gare a été entendu par les gendarmes, puis par le procureur. Personne, dimanche soir, ne lui avait révélé à quel point son erreur - son « trou » d'un moment - avait été mortelle.

AGATHE LOGEART.

6 500 km de lignes rurales sous-équipées

(Suite de la première page.)

Quinze trains, neuf cent cinquante voyageurs par jour dans les deux sens, une voie unique et un système de sécurité minimal, assuré par une liaison téléphonique entre les chefs de gare, chargés de s'assurer que la voie est libre avant d'autoriser le départ d'un train. C'est en 1990 seulement, selon les plans de la SNCF, que cette voie aurait dû être équipée d'un système dit de « bloc manuel », aidant le chef de gare à prendre sa décision.

Il reste, dans l'hexagone, environ 6 500 kilomètres de lignes de ce type. Sur un total de 34 694 kilomètres, les lignes à voie unique représentent en effet un peu plus de la moitié - 19 160 - dont 9 000 kilomètres environ pour le transport de passagers et 11 000 pour le transport de marchandises. Sur ces 9 000 kilomètres de lignes, environ 2 500 sont équipées de systèmes de sécurité plus perfectionnés, c'est-à-dire de « blocs manuels » ou de « blocs automatiques », permettant, grâce à une série de signaux lumineux placés tous les 1 500 mètres d'éviter les « ratapages » ou les « nez à nez » entre les trains. Le reste, soit 6 500 kilomètres, se contente, comme à Flaujac, du système dit de « cataséisme téléphonique », dont la fiabilité, pour être éprouvée, a en fait pas moins totalement tributaire des capacités humaines.

Quant aux liaisons téléphoniques entre les gares et les trains, qui, en l'occurrence, auraient permis d'éviter la catastrophe, elles n'équipent qu'environ deux mille cinq cents trains sur 3 000 kilomètres de lignes, et sont réservées aux grandes liaisons nationales et aux lignes de la banlieue parisienne.

● Le personnel responsable était-il adapté en nombre et en qualification ?

La gare d'Assier ne compte, du fait de la faiblesse du trafic, qu'un seul agent de titulaire, en congé, était remplacé par un intérimaire. Celui-ci était pas toutefoie un débutant, puisque, après plus d'un an de formation dans différentes gares de la région de Toulouse, il assurait depuis près de dix ans des remplacements de ce type et possédait une longue expérience de la ligne Brive-Capdenac. Au contraire, précise la direction de la SNCF, il pouvait, compte tenu de sa grande mobilité et de son expérience, être considéré comme plus qualifié que le titulaire absent. Un agent de cette catégorie gagne à peu près 6 000 F par mois.

Bien qu'exceptionnelle, l'erreur commise à Assier n'en a pas moins des précédents : à Chantonay, en Vendée, en 1957, c'était aussi la défaillance d'un employé de la gare qui avait été à l'origine de la collision d'un train et d'un autorail, de même qu'en 1972 à Jussac-la-Pallue, lors de la collision d'un au-

PRÉFECTURE DU LOT : (65) 30-05-01

Les familles désirant obtenir des renseignements sur le sort de proches, passagers des deux trains qui se sont heurtés samedi doivent s'adresser à la préfecture du Lot, au numéro de téléphone suivant : (65) 30-05-01, indique le commissaire de la République du département, M. Jean Thévenot.

M. Thévenot, qui quittera la préfecture du Lot dans six jours - après avoir été nommé mercredi dernier délégué à la qualité de la vie - précise qu'il se tient personnellement à la disposition des familles pour toute information.

« JE SUIS FOUTU »

C'EST UNE CATASTROPHE !

« Je suis foutu. C'est une catastrophe ! », a-t-il écrit, selon un témoignage, M. Yves Salens, le chef de gare intérimaire d'Assier, alors que l'autorail Rodez-Brive, qui allait entrer en collision avec le train corail Paris-Capdenac, venait de quitter la gare.

Ce sont les parents d'une jeune fille venue l'accompagner à la gare d'Assier pour prendre l'autorail qui ont entendu le chef de gare prononcer ces mots. La jeune fille, Marie-Catherine, vingt ans, étudiante à la faculté de droit de Nanterre - par une chance inouïe, - n'a été que légèrement blessée dans la collision. En entendant le chef de gare d'Assier s'écrier : « Je suis foutu, c'est une catastrophe ! », les parents de la jeune fille ont été ainsi prévenus de l'accident quelques minutes avant qu'il ne se produise. Pour eux, l'attente a été insupportable. Marie-Catherine n'ayant pu leur téléphoner qu'une heure plus tard pour les rassurer.

UNE PREMIÈRE LISTE DE VICTIMES

Une première liste de douze personnes tuées dans la collision ferroviaire de Flaujac a été rendue publique. Il s'agit de M. Sébastien Gervais, originaire d'Albi (Tarn) ; Gérard Tichet, de Najac (Aveyron) ; M. Simon Vermeas, de Paris ; Marie-Thérèse Carlot, originaire de Tim-Borko (Côte d'Ivoire) ; Marie-Françoise Isert, de Miers (Castel) ; M. Alain Ribère, de Capdenac-Gare (Aveyron) ; M. Nathalie Bonnet, d'Abbeville (Côte-d'Ivoire) ; Capdenac, de Combes (Aveyron) ; Jeanne Monard, de Levet (Cher) ; M. Alain Mony, conducteur SNCF, de Capdenac (Aveyron) ; M. Raymond Gérard, de Rodez (Aveyron) ; M. Pierre Bernadet, de Capdenac-Gare (Aveyron).

La plus meurtrière depuis 1972

La catastrophe ferroviaire de Flaujac est la plus meurtrière survenue en France depuis celle de Vichy (Aisne), où, le 16 juin 1972, l'éboulement d'un tunnel sur deux trains avait fait 108 morts et 111 blessés. Il s'agit, en outre, de la deuxième catastrophe en France en moins d'un mois : 8 morts et 35 blessés, le 8 juillet, à Pierre-du-Vauvray, dans l'Eure.

Les deux accidents les plus meurtriers se sont produits le 12 décembre 1917, lorsque 800 soldats ont péri près de Grenoble dans le déraillement d'un train militaire, et le 24 décembre 1933, au cours d'un tamponnement à Lagny (Seine-et-Marne), où 230 personnes ont été tuées. Depuis la guerre, de nombreux accidents ont eu lieu, dont le plus notable en 1949, à Port-d'Aulnay (Haute-Saône), qui a fait 43 morts, lorsque le train Nancy-Dijon a tamponné une locomotive. En 1954, près de Châteaubourg (Ardèche), une collision entre l'autorail Lyon-Nîmes et un train de marchandises faisait 37 morts et 28 blessés.

En trente ans, dix collisions et déraillements importants ont fait au moins 10 morts :

14 JUIN 1956 : 11 morts et 50 blessés à Fismes, près de Reims, lors du déraillement de l'express Paris-Luxembourg ;

19 JUILLET 1957 : 31 morts et 90 blessés dans le déraillement du Nico-Paris, à Bollène (Vaucluse) ;

7 SEPTEMBRE 1957 : 26 morts et 70 blessés lors du déraillement du Paris-Nîmes, à Nozières-Brignoa (Ardèche) ;

16 NOVEMBRE 1957 : 29 morts et 21 blessés dans la collision entre un autorail et un train de marchandises à Chantonay (Vendée) ;

18 JUIN 1961 : 24 morts et 100 blessés lors du déraillement du rapide Strasbourg-Paris, à Vitry-le-François (Marne) ;

23 JUILLET 1962 : 39 morts et 45 blessés lors du déraillement de l'express Paris-Marseille, à Velours-sur-Ouche, près de Dijon ;

28 AOÛT 1965 : 12 morts et une trentaine de blessés, lors de la collision entre le Simphon Express et le Lombardie Express, dans la gare de Pont-d'Héry (Jura) ;

21 OCTOBRE 1966 : 10 morts à Cosne-sur-Loire (Nièvre), dans le déraillement de l'autorail Montargis-Nevers ;

16 JUIN 1972 : 108 morts et 111 blessés lors de l'effondrement de la voûte du tunnel de Vichy (Aisne) sur deux trains ;

4 AOÛT 1974 : 10 morts et 100 blessés lors du déraillement de l'express Caen-Rennes, à Dal-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine).

A l'étranger

Les bilans peuvent être particulièrement lourds :

800 à 1 000 morts, le 6 juin 1981, en Inde, à la suite d'un déraillement dans l'état du Bihar ;

600 morts et 2 000 blessés, en avril 1983, en Chine, dans une collision dans la province du Hunan ;

392 morts, le 14 janvier 1985, en Ethiopie, sur la ligne Addis-Abeba-Djibouti.

Les réactions des syndicats

● La CGT : faire une enquête approfondie. - La fédération des cheminots CGT juge « pour le moins arbitraire » la décision de garde à vue du chef de gare intérimaire d'Assier. « Seule une enquête très approfondie nécessitant la prise en compte de tous les éléments techniques et humains, donc en dehors de toute présomption, en de nature à dégager les véritables responsabilités », estime-t-elle. (La fédération a d'autre part demandé à ses militants de « prendre toutes leurs responsabilités » pour aider à dégager les causes de la catastrophe.)

● Cet accident, souligne la fédération, survient dans une période particulièrement chargée, ce qui n'est pas sans conséquences sur les conditions de travail des cheminots. Elle précise que « sa conception de la sécurité repose sur la mise en place de personnels en nombre suffisant et une utilisation des nouvelles techniques ». Elle rappelle qu'elle a « vigileusement condamné le contrat de plan signé par le gouvernement et la SNCF, qui prévoit la suppression d'un minimum de cinq mille agents par an jusqu'en 1989 » et « un seul d'investissement permettant pas d'accroître la modernisation du matériel et des installations ».

● La CFTD : insuffisance d'assistance technique. - Les cheminots CFTD et la fédération des transports et de l'équipement mettent en cause « l'insuffisance d'assistance technique en matière de sécurité » sur les lignes secondaires. Notant qu'« il est beaucoup question de défaillance humaine », la fédération souligne « la nécessité de développer le progrès technique sur les lignes secondaires (...) ». Il faut également équiper les gares en effectifs suffisants, la sécurité des voyageurs devant demeurer une priorité sur les normes habituelles de rentabilité. Le secrétaire général des cheminots CFTD syndicat a notamment rappelé l'AFP que des équipements plus modernes pour signaler les déplacements des trains étaient réclamés par son organisation sur les lignes comme celle où l'accident a eu lieu : « Il ne faut pas tout investir sur des réalisations de pointe comme le TGV », a-t-il ajouté.

● La CGC : rechercher la sécurité. - La CGC, dans un communiqué, affirme que « sa préoccupation constante demeure la sécurité (...) ». Le personnel d'encadrement souligne qu'au-delà du constat de responsabilité dans un accident, aussi bien qu'il en descend. Cette responsabilité est illimitée.

VÉRONIQUE MAURIS.

en moins de quarante-huit heures ne réduira ni la peine des familles des victimes ni celle des cheminots et de leur encadrement.

● Force ouvrière : connaître l'état du matériel. - Force ouvrière va demander à la direction de la SNCF si le matériel en service sur la ligne où a eu lieu la catastrophe était bien entretenu, a annoncé dimanche 4 août à l'AFP M. Lucien Robesco, représentant Force ouvrière au conseil d'administration de la SNCF. Selon lui, en effet, « les règles de sécurité sur les voies uniques sont des procédures qui ont fait leurs preuves, même si elles sont anciennes. On ne peut dire encore si l'accident est dû à une erreur humaine ou à une défaillance technique. C'est pourquoi nous allons demander à la direction de la SNCF de donner aux syndicats les dates des cycles de révision de ce matériel pour savoir s'il était en bon état. Si les révisions ont été respectées, il faudra voir s'il y a eu erreur humaine ».

DANS LA PRESSE

● LE FIGARO : le temps des intimes

Sous le titre « Le temps des intimes », le Figaro consacre son éditorial à la tragédie de Flaujac. Après avoir donné raison aux syndicats - CGT en tête, - qui demandent une enquête approfondie - « Il ne faut pas se hâter de fabriquer des boucs émissaires », - M. Jacques Jaccot-Francillon écrit : « Le temps des grandes migrations estivales devrait logiquement être pour la SNCF celui de la mobilisation générale... Or, comme pour la plupart de nos services publics, c'est pour elle « le temps des intimes »... La notion de « service » apparaît chaque jour davantage remise dans la catégorie des valeurs périmées. »

● L'HUMANITÉ : le prix de la sécurité

L'Humanité publie à la une une déclaration du Parti communiste, dénonçant « une politique au rabais à nouveau mise en œuvre, avec notamment la suppression de milliers d'emplois par an, aggravant ainsi les conditions de transport, de travail et de sécurité ». En dernière page, M. Jacques Moran souligne que « ces michelines souvent bricolées (...) rendent les plus grands services à une population qui n'a pas d'autres moyens de locomotion... On espère que le réseau secondaire de la SNCF sera désormais un peu plus soigné... Le prix de la sécurité a jamais été aussi élevé. »

محكمة الاستئناف

De notre correspondant

La décision de M. Nicola Amato, directeur de l'Institut de surveillance et des peines, et de M. Mino Martinazzoli, ministre démocrate-chrétien de la justice, d'accepter cette requête de Marco Solimano a aussi une évidente signification politique. Après avoir été accusé, en 1982, d'avoir créé des conditions d'éléction pour répondre au défi terroriste, les responsables du système carcéral et

En novembre 1978, une femme non mariée avait reçu du sperme d'un détenu de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Le Monde du 21 novembre 1978). Cette insémination artificielle s'était, semble-t-il, déroulée avec la col-

laboration du CECOS (Centre d'Étude et de conservation du sperme) de l'hôpital Kremlin-Bicêtre. A l'époque, cette affaire avait fait grand bruit. Aujourd'hui, au nom des CECOS, le professeur G. David rappelle qu'une telle pratique ne pose aucun problème d'ordre médical. Par contre, elle pose clairement celui des limites de la peine. L'incarcération doit-elle s'accompagner d'une privation de sexualité et de procréation ? - F. N.]

LES HOMMES

Berger-Levrault

Ces mises en garde n'ont cependant pas empêché le Pr Robert Gallo (Bethesda) de déclarer que le virus du SIDA pouvait rester latent pendant des mois, voir des années, dans les lymphocytes T. « Lorsque ces

derniers sont soumis à d'autres virus, tels que celui de l'hépatite, ajoute le chercheur américain, ces cellules peuvent être activées. Et lorsqu'elles le sont, les gènes silencieux du virus du SIDA peuvent également devenir actifs. » Ce qui en fin de compte induirait une multiplication du virus du SIDA, qui, s'échappant de la cellule infectée, irait contaminer les autres cellules. Un commentaire pour le moins prématuré, fait-on remarquer à l'Institut Pasteur.

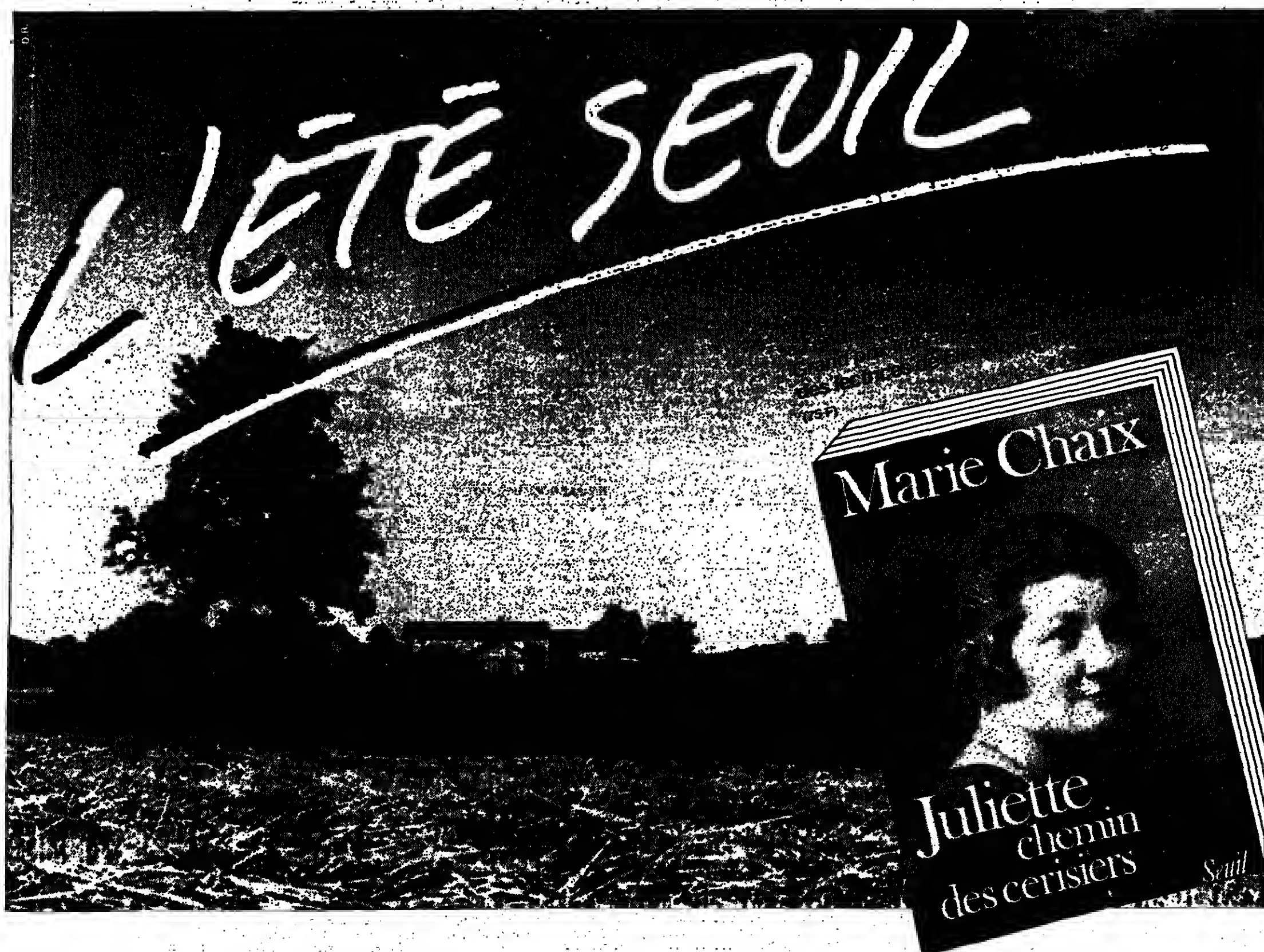

(1) Cette étude, publiée dans l'hebdomadaire *Science* daté du 9 août, est signée des Dr F. Lauré et C. Bréchet (Institut Pasteur), D. Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris) et A.-G. Saimot (hôpital Claude-Bernard, Paris). Elle n'est faite avec la collaboration du National Cancer Institute (Bethesda).

Autre bonne nouvelle pour les responsables de la mission, le polarimètre optique universel, monté sur FIPS et destiné à l'étude des champs magnétiques solaires, s'est lui aussi

raies ultraviolettes de Rioart, en Australie, et de Millstone, aux Etats-Unis, qui comptent étudier les perturbations ainsi apportées au plasma, ce gaz électriquement chargé de la haute atmosphère.

loppe actuellement un moteur fusée cryogénique d'une centaine de tonnes de poussée analogue à celui qui équipera le lanceur lourd européen Ariane-5. Si l'on en juge par les informations dont on dispose, la navette japonaise, dont on parle depuis déjà longtemps, serait de dimensions modestes puisqu'elle ne pèserait que 9 tonnes contre 16 à l'aviation spatiale française Hermès et 100 tonnes au véhicule américain. Elle emporterait d'indépendance à l'égard des autres États, ce qui concerne les aspects politiques et militaires habités. Aussi nous invite l'Europe à se lancer dans le développement d'une navette spatiale. D'autant que, comme l'a fait remarquer M. Claude Nicollier, astronaute sélectionné par l'Agence spatiale européenne, « créer une navette spatiale habitée sera un fantasme stimulant pour la recherche européenne ».

Réunis, samedi 3 août, à Berlin-Ouest, les membres de l'Association des astronautes européens (AEA) se sont déclarés en faveur de plus d'indépendance à l'égard des Etats-Unis pour ce qui concerne les moyens de transports spatiaux habités. Aussi ont-ils invité l'Europe à se lancer dans le développement d'une navette spatiale. D'autant que, comme l'a fait remarquer M. Claude Nicollier, astronaute sélectionné par l'Agence spatiale européenne, « créer une navette spatiale habitée sera un fantastique stimulant pour la recherche européenne ».



Le Monde ECONOMIE

Un emploi de plus en plus précaire

**Scolarité poursuivie
retraite précoce
L'espérance de vie active
se réduit à 25 ans...**

INSENSIBLEMENT, la structure du marché du travail se modifie. L'enquête sur l'emploi, réalisée tous les ans au mois de mars par l'INSEE, en témoigne : les résultats détaillés de 1984, qui viennent d'être publiés (1), apportent la confirmation de plusieurs glissements. Tandis que l'évolution démographique entraîne une augmentation de la population active, la progression des emplois non salariés compense, pour partie, la perte des emplois salariés, importante dans le secteur privé.

Si, en conséquence, le chômage augmente, son développement est à coup sûr atténué par une forte tendance au maintien dans le système scolaire, chez les plus jeunes, et par une accélération des départs en retraite ou en préretraite chez les plus âgés (2). L'effet de la retraite à soixante ans a joué à plein entre 1983 et 1984, conjugué avec les cessations anticipées d'activités dues, désormais, aux seuls plans FNE (Fonds national de l'emploi).

L'accroissement naturel de la demande d'emplois aurait nécessité, pour être absorbé, des performances économiques élevées et, même, des records. En période de crise, doublée d'une restructuration, il s'agit seulement de ralentir la baisse de la population active occupée.

D'une année sur l'autre, on constate donc que le nombre d'actifs occupés s'est accru parmi les travailleurs indépendants, les entrepreneurs et les aides familiaux, au point que les emplois non salariés ont progressé d'environ 50 000, pour une population totale de 3,7 millions. Parallèlement, les emplois salariés ont fortement diminué à cause du secteur privé, les baisses du secteur public (- 77 580) étant partiellement compensées par le nombre de salariés de l'Etat (sans changement) et des collectivités locales (+ 20 000). Surtout, on observe que les effectifs de toutes les caté-

gories socio professionnelles se sont, dans l'ensemble, ou maintenus ou développés, à la notable exception des ouvriers qui ont perdu 318 027 emplois dans la population salariée. Manifestement, les restructurations industrielles sont passées par là.

La deuxième caractéristique essentielle concerne les jeunes. Si cela ne constitue pas, à proprement parler, une surprise, l'ampleur du phénomène, à de quoi faire réfléchir. Parmi les actifs occupés de quinze à vingt-quatre ans, on compte 226 686 personnes de moins, alors que ceux âgés de vingt-cinq à trente-neuf ans sont 75 829 de plus (3).

Cela revient à dire que la crise de l'emploi est supportée par les classes d'âge qui arrivent sur le marché du travail (4), leur intégration dans un emploi salarié étant encore plus difficile.

(234 621 de moins). Dans la mesure où les suppressions d'emplois se trouvent également dans la tranche des actifs occupés de 50 à 59 ans, on peut considérer que la politique de l'emploi a tenté de préserver le noyau dur au détriment des plus jeunes et des plus âgés.

Temps partiel

Un troisième élément tend à prouver que la précarité dans l'emploi ne cesse de s'amplifier. Parmi les actifs occupés, 324 091 de moins travaillent à

temps complet, contre 106 982 de plus à temps partiel, le mouvement étant particulièrement sensible chez les employés. Parmi les salariés, la tendance est aussi nette : 367 155 de moins ont un emploi à temps complet, 97 595 de plus ont un emploi à temps partiel.

Si l'on y ajoute les contrats à durée déterminée et les missions d'intérim, on peut admettre que le travail « différencié » — selon l'expression en vigueur à l'occasion des négociations sur la flexibilité — a fait de réels progrès

dans le monde du travail. Au total, 249 157 salariés supplémentaires du secteur privé n'ont plus un statut « normal », de même que 84 491 salariés de l'Etat ou des collectivités locales.

Bien évidemment, ce sont encore les jeunes, serait-on tenté de dire, qui font les frais de cette opération. Entre 15 et 24 ans, sur la population active occupée, on compte 227 396 personnes de moins à temps complet. Sur 334 306 jeunes de moins de 24 ans devenus actifs entre mars 1983 et mars 1984, 140 193 sont devenus chômeurs, et, parmi les 194 113 actifs occupés, on compte 74 327 apprentis, 6 928 stagiaires, 16 964 titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée, 3 866 employés de l'intérim, 5 234 salariés non titulaires de l'Etat et 7 214 salariés de l'Etat au statut non précisé. 69 234, seulement, sont devenus des salariés, les trois quarts ne bénéficiant que d'un emploi précaire...

Le paysage a donc évolué en une année, adoptant peu à peu des traits différents qui devraient influencer l'appréciation portée et sur la situation du chômage et sur celle de l'emploi. Encore faut-il préciser que l'écoquète de l'INSEE ne fait que fournir une photographie instantanée, quand d'autres statistiques permettent, elles, de reconstituer l'ensemble. Ainsi, au cours de l'année 1984, plus de 230 000 emplois ont été perdus, dont 200 000 emplois salariés.

Au premier trimestre de 1985, il a été enregistré un ralentissement des pertes d'emplois salariés, avec 14 000 de moins en données corrigées, soit - 0,1 % contre - 0,3 % ou - 0,4 % en moyenne trimestrielle depuis 1983. Cela pourrait expliquer le coup de frein observé sur les chiffres du chômage, si l'évolution propre au secteur du bâtiment et des travaux publics ne venait tempérer le jugement.

Dans ce secteur, en effet, on a observé une baisse des effectifs de

0,3 % au premier trimestre, en rupture totale avec les mouvements antérieurs, beaucoup plus accrus (de - 1,3 % à - 2 % par trimestre depuis deux ans). Mais ce fait pourrait s'expliquer par la rigueur de l'hiver qui aurait entraîné une diminution des licenciements — les employeurs préférant avoir recours au chômage partiel pour cause d'intempérie — suivie d'une accélération exceptionnelle des reprises de chantiers, en raison des dégâts causés.

En fait, tous ces résultats, apparemment confus et contradictoires, devraient conduire à penser que la fluidité et la mobilité du marché du travail — que certains appellent de leurs vœux — sont tout bonnement en train de se réaliser. Et bien comme en mal.

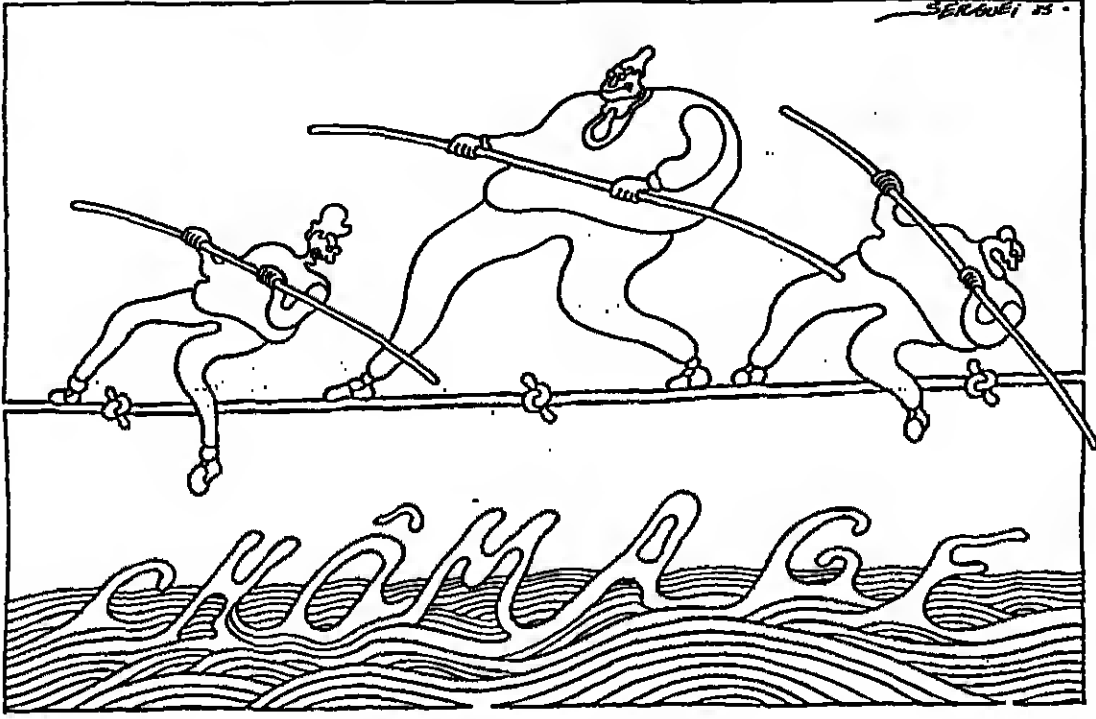
ALAIN LEBEAUCHE.

(1) Les collections de l'INSEE, D. n° 105, Enquête sur l'emploi de 1984. A noter que les comparaisons ne peuvent s'effectuer avec les résultats détaillés de l'enquête emploi de 1983 (Les collections de l'INSEE, n° 96), une rupture dans la série statistique étant intervenue à la suite du recensement de 1982. En fait, il faut se référer aux résultats redressés des enquêtes sur l'emploi de 1982 et 1983 publiés dans Archives et documents, n° 120. Il est à regretter que l'INSEE ne signale pas cette difficulté supplémentaire dans un avertissement aux lecteurs.

(2) Parmi les plus de 60 ans, on comptait 26,7 % d'actifs en 1983 et 24,7 % en 1984. Parmi les 55 à 60 ans, on comptait 56,9 % d'actifs en 1983, contre 55,1 % en 1984. Respectivement, les retraités étaient 48,1 % en 1983 contre 51,1 % en 1984 et 15 % contre 17,1 %.

(3) Les actifs occupés de 40 à 49 ans sont 138 212 de moins, ceux de 50 à 59 ans sont 37 912 de moins et ceux de plus de 60 ans sont 5 381 de plus. Chez les salariés, les 50 à 59 ans sont 93 577 de moins.

(4) L'aggravation du chômage a surtout frappé les moins de 24 ans, puisque l'augmentation de 352 561 se répartit de la façon suivante : 158 779 pour 15 à 24 ans, 137 138 pour les 25 à 39 ans, 37 744 pour les 40 à 49 ans, 18 643 pour les 50 à 59 ans, 257 pour les plus de 60 ans.



Se préparer à une chute brutale du dollar

Le dollar avait dépassé en février 10,50 F ; récemment il est descendu à 8,50 F. Chacun a déjà oublié les commentaires de ceux qui expliquaient ce niveau aussi élevé et prédisaient une hausse encore plus forte. La fragilité des prévisions de nombre de commentateurs tient à leur volonté de donner la priorité au jour le jour sur les fondements économiques et psychologiques des mouvements monétaires.

On pouvait bien prévoir la baisse du dollar, comme avant-hier prédisait sa hausse. Octobre 1980, Jimmy Carter sera battu par Reagan. Les sondages l'indiquent : l'orgueil blessé des Américains le laisse prévoir, bref tout le monde le sait. Beaucoup savent aussi que Ronald Reagan est partisan d'une politique favorable aux affaires, du fait de la limitation des dépenses militaires, de l'accroissement des dépenses militaires et de la réduction des impôts qu'il envisage. Certains savent enfin que l'économie américaine, licenciement les personnes et modernisant les machines, s'est donnée les moyens d'être à nouveau concurrentielle.

Victoire future du Californien qui entraîne un climat psychologique de confiance pour les affaires, purge brutale de l'économie qui crée une situation favorable à la reprise, la hausse du dollar est programmée. Pourtant, en novembre 1980, en France, les commentateurs insistent plus sur l'ancien cow-boy de cinéma que sur le restaurateur du dollar : l'habitude de prévoir le passé...

Les facteurs de hausse du dollar étant réunis, observons alors la mécanique : l'économie américaine repart. Elle a donc besoin d'argent. Elle emprunte. Le gouvernement américain aussi, à cause du déficit budgétaire (provenant de la hausse des dépenses militaires et de la baisse des impôts, qui toutes les deux relancent aussi les affaires). Et, ce qui est essentiel, la confiance règne. L'argent arrive de toutes les parties préteuses du monde : Arabes, Allemands, Japonais, Suisses. Beaucoup plus de dollars entrent

**C'est le moment d'investir
en France
pour faire face au retour
de la concurrence américaine**

par ANDRÉ BOYER (*)

aux Etats-Unis qu'il n'en sort : le billet vert monte, les autres monnaies baissent.

Il y a plus. A la Banque fédérale des Etats-Unis règne un homme indépendant du gouvernement qui n'aime pas l'inflation, M. Paul Volcker. Il veut empêcher les entreprises américaines d'emprunter trop et, dans ce but, il maintient des taux d'intérêt élevés. Du coup, non seulement les prêteurs sont rassurés par la politique de la Maison Blanche mais, de plus, ils sont récompensés par de forts taux d'intérêt.

Ce jour-là

Tout se passe bien. L'économie américaine a repart. L'inflation baisse. Les taux d'intérêt sont élevés. On lui prête volontiers : elle rassure et elle paye. Conséquence : l'argent afflue et le dollar monte. Pour ceux qui ont prêté c'est une triple bonne affaire : ils ont gagné sur la valeur du dollar, sur le taux d'intérêt et sur la confiance. Aussi sont-ils de plus en plus nombreux à vouloir prêter. Le dollar atteindra 10,61 F le 26 février 1985 avant de commencer à se replier.

Toutes les conditions sont réunies pour que le dollar s'affaïsse. Car qu'arrive-t-il aujourd'hui ? Les entreprises et l'Etat améri-

(*) Professeur en sciences de gestion à l'université de Nice.

cains empruntent très cher (12 % d'intérêt pour une inflation à 4 % = 8 % réels, c'est énorme) des dollars pour une économie de moins en moins concurrentielle, en raison justement de ces emprunts trop coûteux, mais aussi de la hausse de la devise qui freine de plus en plus les exportations américaines et provoque une poussée des importations. De l'autre côté, du côté des prêteurs — arabes, européens, japonais, selon les moments, — en raison du déficit de la balance courante, on regorge et on regorgera de plus en plus de dollars que l'on replace sur le marché américain.

Jusqu'à jour où... les entreprises, commençant à vendre moins, décideront de réduire leurs investissements. Ou l'Etat fédéral, contraint de payer de plus en plus d'intérêts, lancera un programme de limitation du déficit budgétaire. Ce jour-là, les dollars entrant aux Etats-Unis commenceront à être moins nombreux que ceux qui sortiront pour payer les intérêts des emprunts et acheter les marchandises importées. Ce jour-là le dollar baissera durablement.

On peut se risquer à prévoir que le début 1988, dans moins de six mois, devrait être aussi le début de la chute du dollar. Et comme tous les détenteurs de dollars ne craignent qu'une chose, de rater la future baisse du dollar, ils se précipiteront au premier signe sur tous les refuges possibles, mark, franc suisse, yen, or. On peut donc prévoir une chute brutale, et c'est le moment de s'y préparer.

C'est le moment d'installer de solides réseaux commerciaux aux Etats-Unis, d'investir en France pour moderniser nos entreprises et baisser nos coûts de production. Ce n'est vraiment pas le moment d'utiliser nos francs pour emprunter des devises dont le cours futur relève du pari. C'est le moment de renforcer notre économie pour être prêt à faire face à la baisse du dollar et au retour des concurrents américains. Pourvu que le dollar ne baisse pas trop vite...

DES ETUDES PROLONGEES

	Au 1 ^{er} mars 1984	Par rapport au 1 ^{er} mars 1983
Population totale 15 ans et +	42 405 294	+ 346 918
Population active	23 593 825	+ 135 452
Population active occupée au sens BIT (Bureau International du Travail)	21 349 459	- 219 109
Chômage au sens BIT	2 244 466	+ 852 581
Ensemble des salariés	17 842 502	- 258 560
dont salariés du secteur privé	11 605 782	- 215 322
Retraités	7 489 388	+ 205 038
Elèves, étudiants	4 258 255	+ 105 684

Source : INSEE.

willy hairline COIFFURE MIXTE
10, rue des Pyramides 75001 Paris. Tél. : 260.63.68.
30, rue Feydeau 75002 Paris. Tél. : 236.33.57.

PICARD
Votre serrure doit être révisée !
Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !
Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.
Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.
S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

La chronique de Paul Fabra

La morale de l'embargo

Ce sont surtout les intérêts américains qui eurent à pâtir des deux embargos successifs établis par les États-Unis sur certaines de leurs exportations en direction de l'URSS. L'Argentine et quelques autres producteurs de blé se substituaient comme principaux fournisseurs de céréales à l'Union soviétique ; dans l'affaire du gazoduc sibérien, les firmes françaises, anglaises, italiennes, japonaises, etc., lui apportèrent la technologie dont elle avait besoin et, là encore, telle grande société américaine fabriquant le matériel convoité s'est trouvée pénalisée.

Si on rappelle ces mésaventures, c'est pour montrer qu'il n'est pas si évident que de se punir soi-même pour affirmer le caractère hautement moral des mesures de rétorsion prises à l'encontre d'un pays dont on condamne la politique. Personne n'a su gré ni au président Carter ni au président Reagan pour le désistement relatif dont ils firent preuve à cette double occasion. Il en est plutôt resté l'idée qu'ils avaient, l'un et l'autre, mal jugé leur posture, ajoutant deux exemples de plus à la longue liste des échecs essuyés par les politiques de sanctions économiques.

Les sanctions prises en 1935 contre l'Italie de Mussolini ne l'empêchèrent pas de mener à son terme la conquête de l'Éthiopie. Après la guerre, les tentatives faites pour isoler le régime de Franco ont produit l'effet inverse de celui qui était recherché. Elles ont renforcé le

prestige du dictateur auprès de l'opinion publique espagnole. Plus près de nous, les mesures prises contre la Pologne, en janvier 1982, après l'instauration de l'état de siège par le général Jaruzelski, n'ont pas amené, bien au contraire, celui-ci à desserrer son étreinte sur Solidarnosc.

Le fait, par conséquent, que les intérêts français ne devraient pas avoir beaucoup à souffrir des sanctions décidées par le gouvernement Fabius à l'encontre de l'Afrique du Sud, dont la principale est la suspension des nouveaux investissements, devrait être considéré comme une preuve d'habileté plutôt que de cynisme.

Il n'empêche que, s'agissant d'une décision par laquelle des dispositions d'ordre économique sont prises en vue de servir la morale internationale, l'initiative française doit être analysée au double point de vue de l'efficacité et de l'opportunité ou, si l'on préfère parler, en l'occurrence, comme les classiques, de la congruence, c'est-à-dire de sa convenance par rapport au but recherché. Mesurée à cette double aune, la politique menée par Paris pourrait bien faire contraste avec la plupart des expériences du même genre que l'on connaît. Ce serait dans la mesure où alla se révé-

ler efficace qu'elle pourrait être incongrue.

Ce n'est, bien sûr, que par sa valeur d'exemple que la politique française pourrait à la longue porter un grave préjudice au développement économique de l'Afrique du Sud. Si la construction par Framatome d'une centrale nucléaire à Koeberg (le deuxième réacteur a été couplé au réseau électrique sud-africain vingt-quatre heures après l'annonce des sanctions françaises) a effectivement représenté une grosse dépense, la masse des capitaux français placés en Afrique du Sud est relativement faible par rapport à ceux d'origine britannique (de loin les plus importants), allemande ou américaine.

Cependant, les pressions se multiplient dans les pays anglo-saxons — États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, notamment sous l'influence des différentes Églises chrétiennes, pour amener les États-majors des grandes firmes industrielles et commerciales à renoncer à investir en Afrique du Sud. Mines d'or non comprises, les investissements étrangers dans ce pays ne représenteraient plus que 5 % à 8 % environ du total, contre plus de 20 % en 1960, au

moment des sévères incidents de Sharpeville. Le danger est qu'un arrêt des entrées de capitaux extérieurs soit bientôt suivi par un exode des capitaux nationaux.

Toute la question est de savoir si l'est dans l'intérêt de la majorité de la population sud-africaine, et du monde extérieur avec elle, de voir le développement économique de ce pays gravement compromis. C'est sa prospérité qui a sans doute retardé jusqu'à maintenant une véritable explosion révolutionnaire. Il est très probable qu'une extension du chômage et une baisse du niveau de vie conduiraient à l'exaspération des passions et à la multiplication des violences.

Tel n'est certainement pas le souhait du gouvernement français : celui-ci ne dédaigne pas plus que ses partenaires européens et son partenaire américain voir s'instaurer une zone d'insécurité au sud du continent africain, ne serait-ce que pour des raisons stratégiques de la plus haute importance. L'Afrique du Sud est à la fois une source de matières premières indispensables et un des grands points de passage de la navigation mondiale.

Mais c'est aussi pour des raisons de morale politique qu'une grande prudence s'impose. Si les mesures d'assou-

plissement de l'apartheid qu'a prises M. Pieter Botha ne convainquent personne, c'est qu'on se trouve dans une situation caractérisée par un antagonisme apparemment inconciliable. Les adversaires de l'apartheid réclament la suppression de ce scandale que constitue un régime dans lequel les droits politiques sont refusés à la majorité de la population.

Les partisans, sans le dire, du statu quo épousent acrobatiquement la thèse des Blancs sud-africains qui pensent ne pas avoir en réalité le choix : ou bien ils maintiennent coûte que coûte leur suprématie, ou bien c'est l'héritage de trois siècles d'histoire qui s'effondre, avec pour seule issue l'exil définitif de plusieurs millions d'hommes et de femmes.

Voilà précisément, dit un ancien diplomate suisse qui doit prochainement se rendre en Afrique du Sud en mission privée, les termes dans lesquels on n'a pas le droit de poser le problème. Savoir ce qu'il adviendra est hors de notre portée. Nos efforts doivent tendre uniquement à rendre la période de transition aussi peu douloureuse que possible. C'est pourquoi toute démarche extérieure consistant à précipiter la solution qui finira par prévaloir manque de la modestie dont il convient de faire preuve en pareille circonstance.

De Montpellier à... Kuala-Lumpur
Les Corbières sans frontière

Les régions mènent
avec ambition
leur propre diplomatie
et le gouvernement
commence à se méfier.

La garden-party donnée pour la fête nationale baignait dans le fumet des brochettes, les hymnes, l'élégance des invités et la torpeur nocturne des tropiques. Il flottait ce soir-là sur les pelouses de l'ambassade de France à Kuala-Lumpur un parfum à la fois enjoué et étrange.

Enjoué parce que les relations entre la France et la Malaisie sont au beau fixe. Mais étrange, car... Quel était donc ce personnage arrivé de Chine à la tête d'une délégation d'une trentaine de personnes, dont près de dix journalistes, à qui les officiels donnaient du « monsieur le Président » ?

« Monsieur le Président » par-là ? On l'entoure, lui et son épouse. Le conseiller commercial le fait asseoir dans le grand salon de l'ambassade et, pendant une demi-heure, brosse devant lui un tableau complet de la situation économique du pays et des échanges franco-malaisiens.

Ce président est, depuis plus de trente ans, un homme politique, mais, depuis peu, un « capitaine d'industrie » new-look. Robert Capdeville, soixante-cinq ans, président — socialiste — du conseil régional de Languedoc-Roussillon, a saisi l'occasion que les lois de décentralisation ont offertes aux régions. Les voilà qui prennent goût à la politique extérieure, envoient des missions à l'étranger, accueillent des personnalités ou des étudiants d'autres pays, signent des accords, participent aux transferts de technologie dans le but d'entraîner vers les marchés lointains les entreprises locales.

Entouré d'une équipe active de techniciens, Robert Capdeville symbolise, sans doute, le mieux cette nouvelle tendance que manifestent les régions à définir et à mener elles-mêmes leur propre diplomatie. Une politique parfois tous azimuts, à tel point que le gouvernement, gardien de la souveraineté de l'État unitaire, commence à se méfier (voir encadré ci-dessous).

Après avoir navigué vers les voisins méditerranéens — Espagne, Catalogne, Toscane — le Languedoc-Roussillon pousse les feux en Asie : la préfecture d'Oita (au Japon), la province de Sichuan (en Chine) et aujourd'hui la Fédération de Malaisie, où un accord devrait être incessamment signé officiellement avec l'Etat du Negeri Sembilan, lorsque l'aval du premier ministre du pays, M. Mahathir, aura été obtenu. Et ce n'est pas fini ! Des missions officielles sont programmées demain au Venezuela, au Brésil, en Floride et au Texas.

Chez le sultan

Comment est née l'idylle entre le Languedoc et cette région maritime de l'ouest de la péninsule malaise ? Il y a un peu plus d'un an, à l'occasion du Salon mondial du tourisme à Paris, un premier contact est pris. En septembre 1984, le premier ministre (chef de l'Etat) du Negeri Sembilan vient dans le Languedoc étudier l'aménagement géographique, hydraulique, touristique de la côte, de la Camargue à Port-Leucate. Et lui découvre que le fils du sultan de l'Etat, aujourd'hui homme d'affaires, parle français, après avoir travaillé trois ans à l'ambassade à Paris, et qu'il préside l'Alliance française.

Parallèlement l'entreprise de travaux publics BEC de Montpel-

lier cherche des marchés en Asie et signe un gentleman's agreement avec le représentant de Campon-Bernard à Kuala-Lumpur. M. Thierry Amalric, un homme jeune qui a de l'entregent. Voilà l'affaire lancée. Des experts étudient les dossiers, mettent le Quai d'Orsay, les services du commerce extérieur et la mission ASEAN au courant. M. Capdeville n'a plus qu'à venir avec sa délégation à Seremban, la capitale de l'Etat, marquer du sceau politique — avec promesse de financement préliminaire pour des études — le travail préalable des experts et des commerçants.

Et, le 15 juillet, il est reçu, avec les honneurs d'une personnalité de haut rang, par le sultan lui-même. Son altesse Yang Di Pertuan Besar, en son palais, et échange avec son hôte des cadeaux et des propos d'amitié mutuelle « entre nos peuples ». Lorsqu'il sera confirmé, l'accord sera le premier que le Negeri Sembilan signe avec une région ou une province d'un pays étranger.

Cet Etat est l'un des plus dynamiques de la Fédération, puisque depuis 1980 sa croissance indus-

trielle progresse en moyenne de 7,6 % par an. Et l'un des projets les plus ambitieux qu'il nourrit, de concert avec le gouvernement central, pour le V-Plan (1986-1990), concerne précisément un domaine où le Languedoc peut exhiber de sérieuses références : l'aménagement du littoral, le tourisme, l'aquaculture avec tous les services qui s'y rattachent, c'est-à-dire la maîtrise de l'eau et l'assainissement, les routes, les hôtels.

Déjà les Japonais

Comme La Grande-Motte ou Cap-d'Agde sont aujourd'hui les phares d'un nouveau développement du Languedoc, Port-Dickson, sur les rives du détroit de Malacca, a été choisi comme pôle d'ouï rayonnement — dans cinq ans, dans dix ans — des flux d'activités touristiques. Déjà le tourisme sauvage y fleurit et il faut mettre de l'ordre et tracer un schéma d'aménagement intégré. « On sait faire », ont dit les languedociens, pour qui l'organisation de l'accueil de 2, 3 ou 4 mil-

lions de touristes par an dans cette zone à l'horizon 2000 — ce sont les hypothèses de travail — relève presque de la question de cours.

Seulement voilà ! Les Japonais sont déjà sur le coup. Ils ont fait une étude complète pour l'aménagement de Port-Dickson, les maquettes sont prêtes et il ne devrait pas être difficile d'intéresser au projet les capitaux privés (malaisiens et étrangers), d'autant que le gouvernement fédéral, saisi lui aussi par le goût de la privatisation, vient, il y a quelques jours, de relancer un appel aux investisseurs. Les sociétés étrangères n'auront plus à demander une licence et seront autorisées à posséder jusqu'à 100 % d'une affaire, si elles s'engagent à exporter la majorité de leur production et à faire rentrer des devises.

Quant aux projets d'assainissement — à savoir le traitement de l'eau, de la source à la mer — c'est une affaire d'au moins 100 millions de dollars malaisiens (370 millions de francs). Ils intéressent au plus haut point la Compagnie nationale d'aménagement du bassin Langue-Languedoc, qui a déjà effectué des travaux similaires (ingénierie, études ou réalisation clé en main) dans de nombreux pays étrangers. En association avec l'Etat et l'ACTIM, le Languedoc-Roussillon a proposé à ses « partenaires » du Negeri Sembilan de financer pour 1,7 million de francs une étude de faisabilité. Il faut faire vite, car les concurrents — notamment néo-zélandais — sont au courant... sans parler de la Lyonnaise des Eaux, dont le président, M. Jérôme Monod, dit de la Malaisie : « C'est un pays prometteur... »



NEGERI-SEMBILAN

Toute la question est maintenant de savoir si le gouvernement fédéral, qui donnera l'an prochain le coup d'envoi au V-Plan, pourra retenir tous les grands projets qui bourgeonnent actuellement : hôpitaux, métro de Kuala-Lumpur, ports et aéroports, néoduc trans-malaisien, voie ferrée (et locomotives) vers la Thaïlande. Pour s'en tenir au tourisme, le plus important projet de toute l'Asie du Sud-Est concerne l'aménagement des îles Langkawi au nord-ouest, presque à la frontière de la Thaïlande, conduit par le groupe Promet, première firme industrielle et financière du pays. Même si l'économie est saine, même si les richesses (caoutchouc, huile de palme, poivre, bois, pétrole, gaz, étain...) de ce pays de 15 millions d'habitants sont nombreuses, il ne peut tout faire en même temps.

Le Languedoc, lui, non plus. Ambition, oui, dispersion, non. Nourrir l'idée d'une politique pluri-nationale serait aussi naïf que dangereux. De Carcassonne à Nîmes, ce n'est pas le désert de pierres, alors que les Corbières ou les Cévennes ont plus que jamais besoin de toutes les ressources régionales. Avec en conclusion la dénonciation des effets pervers de la décentralisation.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Les limites du droit

Le premier ministre a envoyé il y a quelques semaines une circulaire aux commissaires de la République et aux chefs de postes diplomatiques et consulaires par laquelle il leur précise comment les représentants de l'Etat et de la France à l'étranger doivent apprécier l'action extérieure des collectivités locales.

Si, dans le fil de la décentralisation, les initiatives des collectivités sont utiles et méritent d'être soutenues, il importe cependant que le gouvernement soit informé systématiquement pour éviter « toute interférence susceptible d'entraîner des conséquences défavorables pour la politique extérieure de la France », écrit M. Fabius. Ecartant une quelconque tutelle, il rappelle que préfets et ambassadeurs doivent veiller à ce que « les actions des collectivités soient conformes à la Constitution et à la loi, qui font de la France un Etat à la fois unitaire et décentralisé ».

Communes, départements et régions « servent à la fois de relais et de traits d'union et contribuent au rayonnement de la France dans le monde », continue M. Fabius, qui énumère les bases juridiques sur lesquelles peuvent s'appuyer les collectivités, dans leurs relations transfrontalières notamment, et les limites qu'elles ne doivent pas transgresser. « Certaines attributions confiées à l'Etat par la Constitution ou par la loi ne peuvent être exercées que par lui. Les collectivités ne peuvent conclure ni négocier des accords avec d'autres Etats ou avec une organisation internationale », avertit l'Hôtel Matignon.

soient conformes à la Constitution et à la loi, qui font de la France un Etat à la fois unitaire et décentralisé ».

Communes, départements et régions « servent à la fois de relais et de traits d'union et contribuent au rayonnement de la France dans le monde », continue M. Fabius, qui énumère les bases juridiques sur lesquelles peuvent s'appuyer les collectivités, dans leurs relations transfrontalières notamment, et les limites qu'elles ne doivent pas transgresser. « Certaines attributions confiées à l'Etat par la Constitution ou par la loi ne peuvent être exercées que par lui. Les collectivités ne peuvent conclure ni négocier des accords avec d'autres Etats ou avec une organisation internationale », avertit l'Hôtel Matignon.

UNE ANNÉE SCOLAIRE aux USA
Etudier dans une HIGH SCHOOL AMÉRICAINE en 1985-1986
Si vous avez entre 15 et 18 ans, vous pouvez vous inscrire pour une année de scolarité dans une HIGH SCHOOL par l'intermédiaire de l'American International Student Exchange (AISE), une Association à but non lucratif dont le siège social est en Californie.
Vous pouvez vous procurer notre brochure en téléphonant au (03) 94.58.14 et 43.65.19 ou en envoyant le coupon ci-dessous à 35/32 25, av. Malesherbes - 75008 PARIS.
NOM : _____
ADRESSE : _____

VOIR AU BUREAU
LAMPES HALOGENE
BASSE TENSION
DEUX INTENSITÉS
READY MADE
SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
38-40 RUE JACOB
75006 PARIS
TEL. 260.28.01

Plus de 1 milliard de déficit

Avec un montant global de 20 milliards de dollars malaisiens (1 dollar malaisien = 3,7 F), les investissements français ne représentent que 0,5 % du total des investissements étrangers, très loin derrière les Japonais (540 millions), les Britanniques (420 millions), les Américains (190 millions), sans compter les Singapuriens (640 millions). Le nombre d'entreprises françaises qui ont ouvert un bureau à Kuala-Lumpur est toutefois passé de 25 en 1981 à 65 fin 1984.

La France est la deuxième fournisseur de la Malaisie et son onzième client, représentant moins de 2 % des échanges de ce pays. Le bon niveau des exportations françaises (11,7 milliard de francs, en hausse de 35 % en 1984) n'a pas empêché une

sévère aggravation du déficit commercial, qui s'est accru de 40 % et dépasse le milliard de francs.

La cause quasi exclusive de cette aggravation est l'augmentation (+36 % en un an) des importations, qui font les 3 milliards de francs. Constitués pour moitié de produits agricoles à usage industriel, les achats portent sur le caoutchouc et l'huile de palme essentiellement. Mais le phénomène nouveau concerne l'importation de produits industriels, notamment de semi-conducteurs — fabriqués par Thomson, dans le sud du pays — dont le niveau a doublé en un an pour atteindre presque 500 millions de francs.

La politique culturelle régionale

● Création d'un Conseil national des langues ● Instauration d'un CAPES des idiomes locaux ● Bilinguisme routier en Bretagne

Lorient. — Le 14 mars 1981, alors candidat à la présidence, M. François Mitterrand, empruntant peut-être l'expression à l'écrivain marocain francophone Tahar Ben Jelloun, proclamait « le droit à la différence » notamment en matière de cultures et de langues. Samedi 3 août, M. Jack Lang, venu à Lorient à l'occasion du Festival interculturel (Bretagne, Pays de Galles, Cornouailles, Ecosse, Irlande, Ile de Man, Galice) qui se tient depuis quinze ans dans le port breton (voir ci-contre l'article de Claude Félouzat), y a déclaré qu'un Conseil national des langues et cultures de France (CLCF) serait officiellement créé, mercredi 7 août, au cours du conseil des ministres.

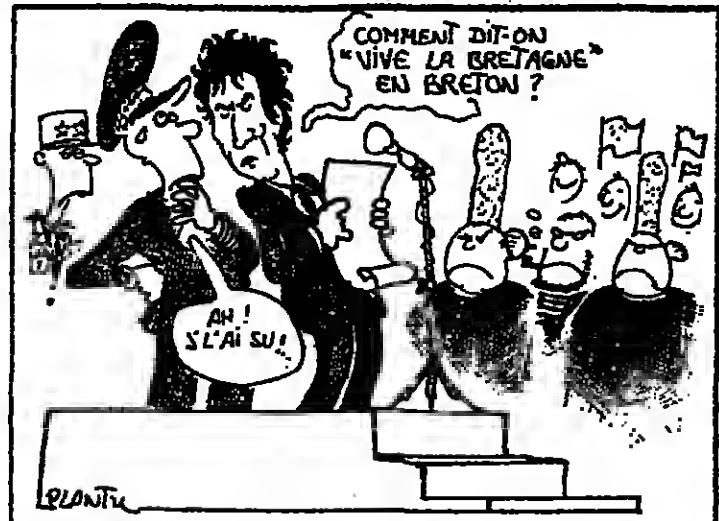
Le ministre de la culture a agréablement surpris l'élite culturelle du Morbihan, rassemblée à la mairie de Lorient, en indiquant également que « si les collectivités locales de Bretagne le souhaitent, le gouvernement est favorable au bilinguisme routier, qui se manifestera par l'apposition sur les routes de panneaux indicateurs en français et en breton, sous la responsabilité du ministère des transports ». De même, a ajouté M. Lang, le ministre de l'éducation nationale a pris l'initiative de créer « des rentrée prochaine un nouveau certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire, le CAPES de langue régionale, dont le premier

De notre envoyé spécial

concours, en 1986, sera consacré au breton.

Organe consultatif composé d'environ trente-cinq personnalités

promotion des langues et cultures de France. Aux yeux des promoteurs de cette politique « de démocratie culturelle et de reconnaissance du pluralisme de la culture



qui seront choisis par le premier ministre, en raison de leur compétence, dans les principales communautés culturelles minoritaires existant en France, le CLCF donnera son avis au gouvernement sur « les questions relatives au soutien et à la

française », issue notamment de trois rapports établis respectivement par MM. Henri Giordan, Jean-Claude Bouvier et M^{me} Sylvie Clidière, la notion de communauté culturelle ne saurait se réduire aux groupements humains disposant

d'une assise territoriale (Bretagne, Alsace, Corse, Pays basque, Occitanie, etc.) ; elle s'étend aussi de plein droit aux immigrés (Arméniens, juifs ashkénazes et séfarades, Tziganes, Arabes, Berbères, Indochinois, Africains, Antillais, etc.).

Le rôle du français

Cette volonté d'ouverture et de tolérance ne peut-elle à long terme compromettre l'unité nationale ? Ne risque-t-on pas de se rendre compte un jour que l'on est en train de refaire l'histoire de France à l'envers ? A l'heure où à travers le monde éclatent partout les sociétés multiculturelles on ne peut pas ne pas se poser la question. L'ag n'en est pas moins, pour sa part, à souligner que l'effort en faveur des idiomes régionaux « devait s'accompagner d'une accentuation de l'effort en faveur du français » et que l'on ne peut pas se permettre de « dévaloriser le français ».

On voit mal, au reste, comment il pourrait être ainsi, en Bretagne et dans la plupart des provinces françaises, car à peu près partout — à quelques exceptions près — les langues locales ne sont guère pratiquées que par des gens âgés ou des cercles intellectuels. On peut le regretter mais c'est un fait patent. Le gouvernement ne peut également tout faire, ne serait-ce que sur le plan financier, et on ne peut manquer de noter, à l'heure où va être lancé sous l'égide de M. Fabius un organe chargé des langues minoritaires, que le projet de loi (socialiste) sur l'emploi du français en France est bloqué à Malignon depuis plusieurs mois (le Monde du 9-10 juin), au grand dam des responsables des institutions francophones fondées ou renouées par M. Mitterrand.

Quant à la décision subsidiaire d'autoriser le bilinguisme routier, elle permettra sans doute de ne plus voir, en Bretagne en tout cas, les panneaux indicateurs barbouillés ou détruits. Il est douteux, on le devine, qu'elle apaise le zèle de quelques maximalistes dont certains sont venus, samedi, déposer un tract sous le nez de M. Lang, en trait de déguiser une crêpe au « village celtique » de Lorient ; ce tract demandait que le breton soit en Bretagne « langue obligatoire » dans les écoles et « langue officielle » de l'administration et de la justice.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

LA SAISON MUSICALE 1985-1986 A PARIS

Deux cent vingt concerts à Radio-France

Un livret de quatre-vingt-huit pages, élégant et mis en pages très clairement, est nécessaire pour présenter la saison musicale de Radio-France, qui ne comprendra pas moins de deux cent vingt concerts, défilant naturellement toute énumération : six séries de l'Orchestre national, six de l'Orchestre philharmonique, « Prestige de la musique », trois cycles de musique de chambre (« Le Salon romantique », « Musique ancienne », « Paris des orgues »), en seront les poutres maîtresses, avec soixante et un chefs d'orchestre et quelque trois cent cinquante solistes.

On notera particulièrement l'accent mis sur l'œuvre de Liszt (centenaire de sa mort) et celle de Dutilleul pour son sixième centenaire (avec la création du Concerto pour violon), la saison lyrique qui permettra d'entendre des œuvres de Berlioz, Humperdinck, Rossini, Arrigo, Schumann, Cilea et la trilogie de grandes œuvres telles que, la 8^e Symphonie de Mahler, les Béatitudes de Franck, le Jugement dernier vu par Carissimi.

J. L.

Renseignements et abonnements : Radio-France, programmes et services musicaux, place 4112, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris cedex 16. Tél. : 524-18-18.

Programme chargé pour l'Orchestre de Paris

L'Orchestre de Paris, après avoir accueilli l'Orchestre de Washington, avec Rostropovitch (le 23 septembre), ouvrira sa saison avec le premier acte de la Walkyrie, par Jessye Norman, Gary Lakes et Matthias Holte (les 25 et 27 septembre). Soixante-trois concerts en abondance sont prévus pour cette dixième année de la direction de Daniel Barenboim. On remarquera en particulier les trois auditions de la Messe solennelle de Beethoven (dont deux à Bercy), le retour de chefs tels que Boulez, Mehta, Dohnanyi, Jochum, Kubelick, qui poursuit son intégration Mahler, Préter, Giulini, et l'apparition du jeune Chinois Muhai Tang, de Michel Tabachnick, Semyon Bychkov et Kent Nagano. Parmi les créations, notons celles du Fan-tasio de Henze, du Concerto de Schmitt par Gidon Kremer et, surtout, du Concerto pour sitar de Ravi Shankar, pour l'Année de l'Inde.

J. L.

Renseignements et abonnements : Orchestre de Paris, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75017 Paris. Tél. : 563-07-40.

Huit grandes productions lyriques au Théâtre des Champs-Élysées

Le Théâtre des Champs-Élysées, qui depuis la saison dernière s'applique à organiser une production originale, en collaboration avec l'Opéra, l'Orchestre de Paris, Radio-France et d'autres grands organismes français ou étrangers, présentera successivement la Passion selon saint Jean, de Bach, mise en scène par Pier Luigi Fizzi, sous la direction de William Christie (production de Venise, du 21 octobre au 1^{er} novembre), Montségur, de Luchini, créé récemment à Toulouse (février-mars), l'Ormida, de Cavalli, dans la ravissante réalisation de Lunelle (25-26 mars), Guerre et Paix, de Prokofiev, par l'Opéra de Sofia, qui donnera également le Requiem de Verdi et la Khovanchina de Moussorgski en version de concert (avril), la Trilogie De Ponte de Mozart (les Noces, Così, Don Giovanni) par l'Orchestre de Paris, mise en scène de Ponnelle.

J. L.

Renseignements : 15, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 723-36-86.

Fest-noz à Lorient

M. Jack Lang, ministre de la culture, a inauguré, samedi 3 août, la quinzième édition du Festival interculturel de Lorient. Celui-ci, avec deux cent cinquante mille spectateurs et cinq mille participants, est la manifestation artistique la plus importante de la région. Son but : faire connaître le patrimoine culturel (arts plastiques, artisanat) et surtout la musique traditionnelle des pays celtiques.

Le Festival bénéficie depuis 1982 d'une subvention du ministère de la culture qui a par ailleurs, aidé à la constitution d'un fonds d'archives et de documentation écrite et audiovisuelle.

Ces efforts se conjuguent avec d'autres créations : il y a quelques années, la plupart des harpes celtiques étaient fabriquées au Japon. Aujourd'hui, un constructeur de Nantes propose une harpe plus sophistiquée,

De notre envoyé spécial

mieux adaptée à la prestation dans les concerts aux harpes de plus en plus nombreux (cinq cents actuellement) en Bretagne.

Pourtant, la renaissance de la musique populaire en Bretagne n'est pas récente. Il y a quinze ans, des dizaines et des dizaines de groupes de musiciens étaient apparus, mais la qualité faisait bien souvent défaut, à l'encontre de ce qui s'était passé en Irlande, où la musique a été durant des siècles le moyen de préserver une identité. Au début des années soixante-dix, Alan Stivell remonta les foules bretonnes en libérant la musique de l'alternative binoumbombar, en introduisant la flûte, la harpe, la guitare, le violon, en s'élargissant à l'ensemble des pays gaéliques. Stivell devenait même tête d'affiche dans

l'Hexagone et organisait au Palais des sports de Paris de grands festivals.

Ces fest-noz constituaient autrefois autant de fêtes de la nuit, de fêtes d'une collectivité où tout le monde se donnait le bras et dansait. Les fest-noz, toutefois, ont été déformés par le tourisme. Alan Stivell a dû lui-même s'adapter à ce phénomène. Le barde Glenmor et le chanteur Gilles Servat vivent mal de leur production. La renaissance musicale celtique au pays breton n'est devenue balotée dans les années 70 entre le show-biz et le militantisme politique. Elle en est à présent la victime. Elle n'a pas suivi la filière irlandaise, avec un travail de recherche méthodique en profondeur, sans souci de reproduction mécanique, sur une tradition orale d'une singulière richesse.

C. F.

FESTIVALS

« Heaven's Gate », de Cimino en version intégrale au fort d'Ivry

Six forts de la banlieue parisienne avaient ouvert leurs portes au public du 14 juillet au 4 août, à l'occasion de « Fêtes et foris », imaginé par Roland Castro, et « Banlieue 89 ». A Ivry, « établissement cinématographique et photographique des armées », l'essentiel de la programmation était consacré au cinéma : Allen, Blade Runner, 2001, l'odyssée de l'espace, The Rose, le jour le plus long... Plus, le 3 août, un événement : la projection intégrale, pour la seconde fois en France, d'Heaven's Gate (la Porte du paradis), de Michael Cimino.

Ce film maudit, salué par la critique mais rejeté par le jury du Festival de Cannes 1981 (le Monde des 21 et 29 mai 1981), a été présenté une seule fois en France dans son intégralité, le 6 décembre 1982, dans une cinémathèque bondée. Le 3 août, soixante-dix courageux pla-

çaient à l'entrée du fort pour assister à la longue projection en plein air : le film dure près de quatre heures, et il n'est pas sous-titré. Étrange pour une manifestation qui se veut populaire et grand public. Il y avait là les vétérans de la mythique « séance du décembre », qui promettaient monts et merveilles aux « bleus ».

La salle était installée sur le terrain de rugby : des chaises longues, plus des fauteuils en gradins, plusieurs centaines de places que le public avait boudées. Un écran géant, grande toile blanche tendue à côté des poteaux du terrain de sport.

De curieuses ouvertures en treillis et rangers canalisaient les visiteurs inhabituels, les empêchant d'aller surprendre quelque secret militaire. L'armée mettait également à la disposition de ses hôtes de chaudes et

reueuses couvertures marron. Une fois émissionnés sur leurs transistors, les spectateurs ressemblaient aux passagers d'une croisière prenant le soleil sur le pont du navire. Mais le soleil n'était que sur l'écran, et il faisait frais à la tombée de la nuit.

Les circonstances donnaient à l'œuvre de Michael Cimino une dimension nouvelle. Les pieds dans l'herbe, on voyait valser les étudiants d'Harvard dans le jardin de leur université. Sous le ciel de banlieue chichement étoilé, Isabelle Huppert se baignait nue dans une rivière du Wyoming. Sur le terrain de rugby, les violons du Far-West lançaient un bal à patins à roulettes. Et la bande-son tonitruante, voix, bruits et musiques confondues, grondait dans l'enceinte silencieuse de la caserne.

Fêtes baroques à Arles

De notre envoyé spécial

florissantes réalisaient, pour ainsi dire, la basse continue de ce festival. Le concert du 26 juillet, qui devait être entièrement consacré aux suites d'orchestre de Charpentier, n'offrit que celles de Médée et d'Actéon, mais dans une interprétation magistrale, la première surtout, rehaussée par l'acoustique étonnante du lieu où les sonorités se fondent les unes dans les autres sans noyer les détails ni l'articulation.

A la place de la suite d'Orphée de Charpentier, William Christie, qui présente les œuvres avec ce didactisme paternel et un peu satisfait qu'il faut bien lui pardonner, proposait les danses d'Anacréon de Rameau. Mais, soit que cette partition ne présente pas un intérêt égal, soit que l'interprétation n'ait pas été aussi mûrie, on ne retrouvait pas au même degré les qualités qu'on avait appréciées par ailleurs : le souci de vivacité misait au phrasé, la volonté d'arracher les auditeurs de leur siège se traduisait par une raideur un peu crispée de la direction.

Le concert s'achevait avec la Symphonie en ré d'un compositeur pour le moins méconnu aujourd'hui : François-Joseph Gossec ; composée dans les années 1760, elle donne une idée assez éloquente des premières manifestations du style classique. Influencée par l'école allemande que Gossec connaissait pour avoir bénéficié, à Paris, de l'enseignement de Johann Stamitz, cette œuvre reste très française d'esprit, offrant toujours un chatoiement et des ruptures caractéristiques. La forme, en trois mouvements, est encore celle de la symphonie, mais les proportions sont plus vastes ; le ton enfaîte est proche de celui de Haydn avec qui Gossec présente, en général, des affinités. Ainsi la redécouverte de l'un pourrait entraîner celle de l'autre et, s'il est vrai que l'auteur de la Marche lugubre ne possédait pas la fécondité infatigable du maître de chapelle d'Estérel, il n'en reste pas moins l'une des figures marquantes de son temps, ou de ces artistes qui font l'histoire, laissant à d'autres le soin d'en bouleverser le cours.

GÉRARD CONDÉ.

LU

« Les Papiers de Walter Jonas », de Baptiste-Marrey

Un compositeur à clefs

La nature paradoxale du roman musical — ne pas confondre avec le roman sur la musique — explique le tout petit nombre de réussites du genre : *Tonio Kröger* de Thomas Mann, le passage des sirènes dans *l'Ulisse* de Joyce. Le nouveau roman de Baptiste-Marrey peut se joindre à ce palmarès restreint. *Les Papiers de Walter Jonas* se situent aux frontières du roman, de l'autobiographie imaginaire et du livret d'opéra. Comme à l'opéra, on n'y parle que d'amour et de musique. Cinq personnages, les cinq « voix » narratives de ce récit polyphonique, entrecroisent leurs interventions au gré de leur projet sentimentale — et au gré de la chronologie. Thème principal, fil conducteur et auteur présumé des *Papiers*, Walter Jonas, le compositeur contemporain, révèle finalement sa personnalité complexe dans cette narration hachée.

Une musique imaginaire

La musique : double — ces récits, comme un orchestre accompagnerait des voix : elle les commente, les contredit parfois.

L'image la plus juste, c'est encore celle du contrepoint. C'est une musique imaginaire, bien sûr : celle que font les personnages, celle surtout que compose Walter Jonas. Ses œuvres mythiques, constamment évoquées, rarement décrites, sont une des clefs cachées du roman, exploration des rapports entre l'art et la vie. Ici, le grand modèle littéraire est sans doute *Doktor Faust* de Thomas Mann : mêmes questions fondamentales, même thème principal — le héros, Faust-Leverkühn, est un compositeur. Même procédé d'écriture, surtout : le roman de Thomas Mann s'inspire des vies de Nietzsche et d'Arnold Schönberg, celui de Baptiste-Marrey reprend cette idée de « montage » biographique : les amours de Jonas sont ceux de Berg, ses ruptures celles de Schönberg, ses drames ceux de Mahler.

Aux références du passé se greffent des références contemporaines ; on retrouve, notamment ou non, tout le petit monde de la musique européenne (sous des pseudonymes parfois transparents : Herbert von Knie, par

exemple). On peut bien se livrer aux joies du décryptage, traquer les modèles derrière les caricatures, éprouver — si possible — le jeu subtil des correspondances. « C'est un roman à clefs, dont toutes les clefs sont fausses » : l'auteur se plaît visiblement à brouiller les pistes, en virtuose de l'« effet du réel ». Impossible — sinon inutile — de tirer tous les fils de ce tissu serré de récits, de lettres, de monologues intérieurs, de citations.

« Comme une œuvre pour bande magnétique », où des sons disparates, collés ensemble, forment un tout organique, le roman de Baptiste-Marrey, recomposé finalement l'image complexe d'un archétype, celui du musicien d'aujourd'hui : celui qui refuse d'acheter sa condition de « moderne » par l'oubli confortable du passé, décidé à prendre tous les risques pour sauvegarder l'intégrité de son art. La grande réussite du roman est autant d'avoir construit ce modèle que d'avoir su créer un personnage qui puisse pleinement l'incarner.

F. No.

★ *Les Papiers de Walter Jonas*, Actes Sud, 533 pages, 135 francs.

COMMUNICATION

Les nouvelles télévisions et le satellite TDF 1

Le gouvernement reprend les négociations avec le Luxembourg et envisage une chaîne britannique

Les décisions du conseil des ministres du 31 juillet, concernant les nouvelles télévisions, clarifient les choix pour le satellite de télévision directe TDF 1, qui doit être lancé en juillet 1986. Les hypothèses de travail de M. Jacques Pomonti, chargé de mission, sont abandonnées. On revient dix mois en arrière, avec un schéma où la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) joue un rôle central.

L'idée de M. Jacques Pomonti était ambitieuse et correspondait à une vision carrément européenne des futurs programmes de TDF 1, comme du public et du marché publicitaire. Il s'agissait de créer, pour chacun des quatre canaux du satellite, des sociétés aux capitaux européens diversifiés, organisant les programmes de chaque chaîne; la société d'exploitation du satellite aurait eu un rôle coordonnateur (Le Monde du 10 mai). Cette vision d'avenir s'est heurtée à plusieurs obstacles, dont deux principaux: l'existence d'un marché publicitaire de dimension européenne, capable de soutenir un projet de cette envergure, et les intérêts particuliers des groupes de communication concernés par le satellite français. Avant d'envisager de s'unir, les Berlusconi, Murdoch, Bertelsmann et autres CLT poursuivaient des stratégies propres, où n'entre guère en ligne de compte la part d'utopie d'un grand dessin culturel européen.

Le quatrième canal: la chaîne germanophone de la CLT, à laquelle pourrait être associé le groupe de communication allemand Bertelsmann. C'était la solution déjà retenue à l'autonomie de la CLT. Le choix, en revanche, n'est pas fait pour le quatrième canal. Diverses possibilités ont déjà été évoquées: TV 5, la chaîne francophone du satellite ECS 1 (1), à laquelle vont se joindre les Canadiens; la future chaîne musicale française par voie hertzienne; une concession à M. Berlusconi, qui brûle de sortir de l'Italie, où il fait désormais la loi face à la télévision publique... Pourtant, le gouvernement penche plutôt actuellement pour une concession à un opérateur britannique, ce qui pourrait élargir avantageusement, notamment cause de la langue, l'axe franco-

allemand de TDF 1, et accroître le marché potentiel des antennes de réception.

L'abandon, au moins provisoire, du projet de satellite anglais ne fait pas l'affaire des groupes de communication britanniques. Plusieurs sont impatients de se placer sur le marché européen. Trois candidats principaux sont actuellement sur les rangs: M. Robert Maxwell, l'homme de presse travailliste, patron du Daily Mirror, n'a guère d'expérience dans le domaine de la télévision. Son grand rival conservateur, M. Rupert Murdoch, propriétaire du Times, est mieux placé et aimerait voir sa chaîne Sky Channel passer de ECS 1 à TDF 1. Autre possibilité, le vieux projet du réseau de stations privées britanniques ITV; faire, à la manière de TV 5, une chaîne sur satellite, en reprenant le meilleur des programmes à destination du continent. « Super Channel » a ses chances.

Les décisions définitives vont être prises rapidement, car le temps presse. Les constructeurs d'antennes, Thomson et Philips, s'inquiètent de retards supplémentaires. Si la France veut profiter de l'avance technologique qu'elle a prise avec TDF 1, elle doit donner le feu vert aux producteurs et aux diffuseurs de programmes. La bataille pour obtenir la faveur des téléspectateurs sera chaude.

YVES AGNÈS.

(1) Les programmes diffusés sur ECS 1, satellite de faible puissance, ne peuvent être captés qu'avec des antennes de grande dimension, qui intéressent surtout les réseaux câblés. C'est le contraire pour TDF 1, satellite de télévision directe de forte puissance, qui nécessite des antennes plus petites et moins coûteuses, dont peuvent s'équiper facilement les particuliers.

câble comme une activité marginale, à la limite périlleuse.

La FCC l'enferme dans un cadre réglementaire rigoureux: pas de production, pas de concurrence avec les services téléphoniques, obligation de retransmettre les chaînes existantes et de mettre à la disposition de la population des studios et des canaux en libre accès. De plus, les municipalités avaient toute liberté pour accorder ou retirer les franchises d'exploitation et pour limiter la hausse des tarifs.

Mais, en 1975, le rapport de force s'inverse: les satellites permettent de distribuer des programmes à l'ensemble des réseaux câblés du pays, un marché suffisant pour créer des dizaines de chaînes musicales, sportives, d'informations ou de passe-temps. Le renouveau de la télévision passe par le câble et le nombre d'abonnés triple en dix ans. De quoi obtenir une légitimité nationale et les bonnes grâces du président.

La dérégulation n'est pas du goût de tout le monde. Dans le bureau des franchises de la ville de New-York, Morris Thersis fulmine: « Les opérateurs du câble pleurent misère, mais savez-vous que le réseau de Manhattan a fait 14 millions de dollars de bénéfices l'an dernier. L'industrie du câble a les poches très profondes! » Ce tribunal, haut en couleur, qui a pris le tête d'une croix de quarante plus grandes villes américaines contre le Cable Act, est aussi un négociateur redoutable: voilà dix ans qu'il discute pied à pied du contrat de câblage du reste de New-York pour le bagatelle d'un milliard de dollars.

« Les réseaux câblés jouissent aujourd'hui d'un monopole absolu sur l'exploitation de la télévision », affirme Morris Thersis. Les plus gros opérateurs ont tous des intérêts dans les chaînes payantes. Tout cela est contraire à la loi antitrust. Mais ces attaques n'effacent pas le moral des industriels du câble. Avec le libéralisme des prix, ils ont retrouvé la confiance des banques. La concentration bat son plein et les réseaux se vendent à des prix records. « Nous n'avons plus besoin de faire des promesses déraisonnables pour obtenir des franchises », explique James Mooney. Fini les réseaux à cent canaux ou les services interactifs. Le câble doit se concentrer sur sa rentabilité. D'ici à 1990, nous aurons abonnés 65 % des Américains.

Prochain article:

QUE VEULENT LES ABONNÉS ?

A VOIR

Moi Gainsbourg, toi Jane

Un bar et son atmosphère intime. Seuls tous les deux, ils sont assis face à face, un piano à portée de doigts. Doucement, elle murmure: « J'ai entendu dire que tu voulais que ce soit moi qui t'interroge. » Réponse: « Affirmatif. » « Mon désir, continue-t-elle, est que les gens te connaissent comme je te connais, qu'ils sachent pourquoi tu es si attachant. » Bref silence chargé d'émotion... et il se soumet à ce retour, lon en arrière. Lui, c'est Serge Gainsbourg, elle Jane Birkin.

On sent que quelque chose va se passer. Le regard intensément rivé sur cet homme qui lui est si proche, Jane Birkin parvient à redonner vie au « petit Lulu » (lucien est le véritable prénom de Gainsbourg), « garçon adorable et bon diable » (confirme-t-elle), fils d'immigrés russes et juifs. Des parents qu'il vénère de toute son âme. Un père, pianiste de bar, très sévère: « Mon père a été à la

fonction de tous mes destins. » Une mère qu'il vient de perdre. Il ne s'en console pas: « Il est normal d'être orphelin à 57 ans, mais c'est inadmissible. » Il attire des lèvres le diamant qu'il lui avait offert et qu'il porte au doigt: « Elle s'est éteinte, mais le diamant, lui, brille toujours. »

Je l'aime, moi non plus: ce fut un des grands succès du couple Gainsbourg-Birkin. C'est la tirade, aujourd'hui, d'une série proposée par Claude Fidiorent (sur FR 3), et qui met aux prises deux personnalités ayant entre elles un rapport affectif ou des similitudes d'avenement. Réalisée par Bernard Bouthier, le premier de ces émissions-portraits tient absolument la gageure.

L'image toute faite de la star Gainsbourg — celle qu'il cultive, celle qui se représente sans être inconditionnels ou ses pires détracteurs — se dilue peu à peu dans la sincérité de ce dialogue où

perce encore tant d'amour. Jane Birkin, tour à tour tendue, enjouée, nostalgique, repoussée les frontières toutes tracées. Parcoure fait de regards écroisés, d'attente, de complicité, jalonné de petites phrases qui font mouche (« j'ai une morale janséniste »), ou inattendues (« j'ai pleuré en lisant certaines critiques sur mon film Equateur »). Echange bouleversant aussi lorsque Charlott, leur fille, crève l'écran et chuchote en confidence à son père: « Le piano, je continue. J'essaie de l'imiter. Je pourrais toujours venir chez toi en week-end et on rigolerait ensemble. Tu pourrais encore me prêter ton haut de pyjama... »

ANITA RIND.

* Série: « Je l'aime, moi non plus »: Serge Gainsbourg-Jane Birkin, FR 3, mercredi 7 août, 20 h 30 (37 min). Prochaines émissions: Julien Clerc-Régine Desjardins, le 14 août, et Régine-Charles Aznavour, le 21 août à 20 h 30.

Lundi 5 août

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

- 20 h 35 Cinéma: Cinquième colonne. Film américain d'A. Hitchcock (1942), avec R. Cummings, P. Lane (N. Rediff.). Un film suspense au service de la propagande patriotique.
- 22 h 15 Les ateliers du rêve, ou les grands studios de cinéma dans le monde. N° 6: Égypte, le murmure de la passion, une enquête de Y. Sherif Rishalla, réal. R. Bellet. Images de l'Égypte contemporaine à travers son cinéma, ses metteurs en scène, ses acteurs.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 25 Choses vues: V. Hugo, lu par M. Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

MARCHÉ AUX AFFAIRES
et ce soir, mardi, nocturne
jusqu'à 20 h 30
à la Samaritaine Rivoli

- 20 h 35 Opéra: le « Ring » du centenaire de Richard Wagner. « Siegfried », mise en scène P. Chéreau, dir. P. Boulez (en liaison avec Franco-Musique, en stéréo). Le « Ring » du centenaire se poursuit avec Siegfried, deuxième « Journée » et troisième opéra du cycle. C'est, toutes proportions gardées, le maillon faible: Wagner y a un peu trop de choses à dire, et pas assez à montrer.

0 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

- 20 h 35 Cinéma: Tout dépend des filles. Film français de P. Fabre (1979), avec J.-L. Bideau, J.-P. Senier, C. Murillo, T. Marshall, M. Golabra. Deux copains qui peignent la flammerie et le bricolage au travail s'ennuient dans leurs histoires sentimentales. Une comédie sur la nouvelle vie de bohème, avec charme d'un Paris populaire et réalisme poétique à Prévert.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 30 Thalassa.
- 22 h 45 « Alertes en Marche », reportage d'Yves Brunet.
- 23 h 15 Rencontres de l'été. La jet-set en vacances.
- 23 h 20 Prélude à la nuit. Trio en ré mineur pathétique de Glière.

CANAL PLUS

- 20 h 30, Don Camille en Russie, film de L. Comencini; 22 h 20, Les plus grandes corridas mexicaines et espagnoles; 23 h 20, Festival de jazz d'Antibes 84 (Chick Corea); 23 h 50, Hill Street Blues; 0 h 35, Phantasmes, film érotique de J. Rougemont; 2 h 5, l'Hôtel en folie.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Feuilleton: « Le Chevalier à la charrette ». 21 h Les amis de la musique de chambre: musique à Vienn (œuvres de Haydn et Beethoven, par le Wiener Flock Trio; de Mendelssohn, par le Trio Haydn Viennais; de Dvorak, par le Moskvinski Quartet de Vienn).
- 22 h 30 Nuits magiques: la vie de bureau.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 Festival de Bayreuth: le « Ring » du centenaire: « Siegfried » de Wagner. (En liaison avec A 2.)

Mardi 6 août

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

- 11 h 15 ANTOPE 1.
- 11 h 45 La une chez vous.
- 12 h 10 Journal.
- 12 h 35 De port en port.
- 13 h 45 Choses vues: Hugo lu par Michel Piccoli.
- 13 h 55 Croque-vacances (et à 16 h 30).
- 14 h 30 Santé sans nuages.
- 14 h 30 Portrait d'un artiste.
- 14 h 45 Académie, d'actualité.
- 17 h 30 La chance aux chansons.
- 18 h 5 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 15 Série: Ardèche, cœur fidèle.
- 18 h 15 Jeu: Anagramme.
- 18 h 40 Les vacances de Monsieur Léon.
- 20 h 30 Journal.
- 20 h 30 Sports: football. Sochaux-Bastia (championnat de France).
- 20 h 35 Heroun Tazieff raconte: « sa Terre. Hymne aux volcans, réal. J.-L. Prévost (Rediff.). N° 6. Les volcans: la première partie d'une série de deux reportages consacrés aux volcans du Zaïre.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Choses vues: Hugo lu par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

- 6 h 45 Télé matin.
- 10 h 30 ANTOPE.
- 11 h 45 Réoré A 2.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu: L'académie des neufs.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série: Magnun.
- 14 h 25 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 25 Série: Les douze légionnaires.
- 15 h 55 Sports éts.
- 18 h Réoré A 2.
- 18 h 40 Flash info.
- 18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 40 Feuilleton: Permis de construire.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Les dossiers de l'écran: Marty. Film américain de D. Mann (1954), avec E. Borgnine, B. Blair, E. Minicelli, A. Cioffi, J. Mantell (N.). Un garçon boucher du Bronx, rustaud sans éducation, rencontre un bal une institutrice qui fait tapage et se croit laide. De l'influence — il y a trente ans — du « réalisme social » de la télévision sur le cinéma américain. 10 D'abord: Être beau, être laid. Un « Dossier de l'écran » qui n'est pas diffusé en direct, dommage. Son invité: le comédien Jim. M. D. Rosadoni, écrivain; Raoul Mille, écrivain; les comédiennes Alice Sapritch, Nicole Avril.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 Bonsoir les clips.

- L. de Fanès, M. Demongot, J. Dynam, R. Dalban. Suite des aventures spectaculaires et humoristiques du génie du crime: transformé en bandit qui ne tue pas.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 35 Rencontres de l'été.
- 22 h 40 Prélude à la nuit.
- Trio pour piano, violon et violoncelle, de Ravel.

CANAL PLUS

- 7 h, Gym à gym: 7 h 10, Top 50 (et à 19 h 45); 7 h 45, Série: Robin des Bois; 8 h 35, Dancin'days (et à 13 h 5); 9 h 5, Cabou Cadu; 9 h 10, Hill Street Blues; 10 h, L'hôtel en folie; 10 h 25, La Tour Eiffel en otage, film de C. Guzman; 12 h 15, Les pionniers du Kenya; 14 h, Le cycle des deux dieux, film de D. Tessari; 15 h 25, Céléste, film de P. Adlon; 17 h 5, L'homme au katana; 18 h 35, Jeu: Les affaires sont les affaires; 19 h 5, L'escadron laura; 20 h 30, Le Garçon, film de C. Pascal; 22 h 10, Looker, film de M. Crickton; 23 h 40, Bravados, film de H. King; 1 h 15, Les superstars du catch; 2 h 10, Document: Yankee amoureux.

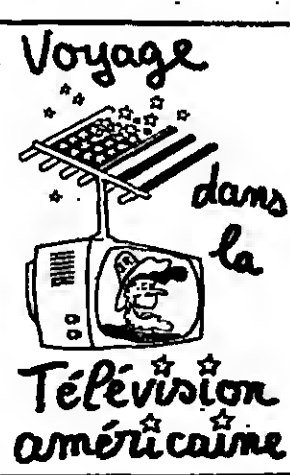
FRANCE-CULTURE

- 6 h, Les châteaux de documentaires; 7 h, Sous la radio, la plage; 8 h 5, Hamour amer; 8 h 30, Les chemins de la connaissance: les voyages de Pierre-Jean Jouvé; 9 h 5, Temps libres: les albums; les archives (et à 10 h 30, feuilleton: « Les Misérables »; à 14 h 30, Melpomène et Thalie; à 16 h, la main de Fatma: les forces en thème; à 18 h 30, les informés; à 19 h 15, les collages); 9 h 30, Mémoires de l'alcôve, avec Gisèle Freund; 10 h 30, L'opéra, c'est la vie; 11 h 15, Les pionniers du Kenya; 12 h, Les affaires sont les affaires; 13 h 45, Chansons pour un été: voyages; 14 h, Nouvelles policières: les Yeux de Fu Manchu; de Sax Rohmer; 15 h 30, Ballades d'Amérique: Los Angeles; 17 h, Héros du rock: la Californie (Neil Young); 17 h 10, Le pays d'ici à Perpignan; 18 h 5, Agnès, avec P. de Saint-Robert; 19 h 30, Portes de Feu; 20 h 30 Feuilleton: « Le Chevalier à la charrette »; 21 h Musique et France-Culture dans les Corbières: concert-émission au village de Couiza, avec l'ensemble Accroche-Notes; 22 h 30 Nuits magiques: la vie de bureau.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, Musique légère; 7 h 10, Réveille-matin; à 7 h 30, Idée fixe; à 8 h 40, Bonjour M. Tresson; 9 h 8, Le maître des mélodies: Samson François, un piano roman — 1945-1954, les grandes aspirations; œuvres de Rodgers, Hart, List, Ravel; 12 h 5, Concert: œuvres de Schubert, Beethoven, Mozart, Poulenc par O. Charlier, violon, G. Maurier, piano; 13 h 40, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross; 14 h 2, Mémoires des albums: petite histoire du phonographe — Gianni Bettini; 15 h 15, Passions: entretiens avec Michel Tournier; à 12 h 45, Psychologie; 13 h 40, Chansons pour un été: voyages; 14 h, Nouvelles policières: les Yeux de Fu Manchu; de Sax Rohmer; 15 h 30, Ballades d'Amérique: Los Angeles; 17 h, Héros du rock: la Californie (Neil Young); 17 h 10, Le pays d'ici à Perpignan; 18 h 5, Agnès, avec P. de Saint-Robert; 19 h 30, Portes de Feu; 20 h 30 Feuilleton: « Le Chevalier à la charrette »; 21 h Musique et France-Culture dans les Corbières: concert-émission au village de Couiza, avec l'ensemble Accroche-Notes; 22 h 30 Nuits magiques: la vie de bureau.
- 6 h, Musique légère; 7 h 10, Réveille-matin; à 7 h 30, Idée fixe; à 8 h 40, Bonjour M. Tresson; 9 h 8, Le maître des mélodies: Samson François, un piano roman — 1945-1954, les grandes aspirations; œuvres de Rodgers, Hart, List, Ravel; 12 h 5, Concert: œuvres de Schubert, Beethoven, Mozart, Poulenc par O. Charlier, violon, G. Maurier, piano; 13 h 40, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross; 14 h 2, Mémoires des albums: petite histoire du phonographe — Gianni Bettini; 15 h 15, Passions: entretiens avec Michel Tournier; à 12 h 45, Psychologie; 13 h 40, Chansons pour un été: voyages; 14 h, Nouvelles policières: les Yeux de Fu Manchu; de Sax Rohmer; 15 h 30, Ballades d'Amérique: Los Angeles; 17 h, Héros du rock: la Californie (Neil Young); 17 h 10, Le pays d'ici à Perpignan; 18 h 5, Agnès, avec P. de Saint-Robert; 19 h 30, Portes de Feu; 20 h 30 Feuilleton: « Le Chevalier à la charrette »; 21 h Musique et France-Culture dans les Corbières: concert-émission au village de Couiza, avec l'ensemble Accroche-Notes; 22 h 30 Nuits magiques: la vie de bureau.
- 6 h, Musique légère; 7 h 10, Réveille-matin; à 7 h 30, Idée fixe; à 8 h 40, Bonjour M. Tresson; 9 h 8, Le maître des mélodies: Samson François, un piano roman — 1945-1954, les grandes aspirations; œuvres de Rodgers, Hart, List, Ravel; 12 h 5, Concert: œuvres de Schubert, Beethoven, Mozart, Poulenc par O. Charlier, violon, G. Maurier, piano; 13 h 40, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross; 14 h 2, Mémoires des albums: petite histoire du phonographe — Gianni Bettini; 15 h 15, Passions: entretiens avec Michel Tournier; à 12 h 45, Psychologie; 13 h 40, Chansons pour un été: voyages; 14 h, Nouvelles policières: les Yeux de Fu Manchu; de Sax Rohmer; 15 h 30, Ballades d'Amérique: Los Angeles; 17 h, Héros du rock: la Californie (Neil Young); 17 h 10, Le pays d'ici à Perpignan; 18 h 5, Agnès, avec P. de Saint-Robert; 19 h 30, Portes de Feu; 20 h 30 Feuilleton: « Le Chevalier à la charrette »; 21 h Musique et France-Culture dans les Corbières: concert-émission au village de Couiza, avec l'ensemble Accroche-Notes; 22 h 30 Nuits magiques: la vie de bureau.

- 23 h 5 « Petite fantasmagorie pour une nuit blanche »: œuvres de Prokofiev, Paganini, Franck, Montecclair.



La victoire du câble

De notre envoyé spécial
JEAN-FRANÇOIS LACAN

Washington. — Le petit immeuble de Washington est entièrement câblé par un réseau en fibres optiques, dernier cri. Sur l'écran géant défilent les dizaines de chaînes différentes que peuvent recevoir les trente-sept millions de foyers américains abonnés à un réseau câblé. Devant l'écran, James Mooney ne cache pas sa satisfaction: le président de l'Association nationale de la télévision par câble (NCTA) tient à la main une étude de marché qui prévoit 12 % d'augmentation annuelle du chiffre d'affaires de la profession pour les cinq années à venir. « Le câble n'est plus une religion de visionnaires, affirme-t-il, c'est un business rentable ».

Cet ancien universitaire, spécialiste de l'antiquité grecque, aux tempes argentées et à l'éloquence brillante, est le grand vainqueur de l'année. Il a convaincu la Commission fédérale des communications (FCC) et le Congrès de libérer les réseaux câblés de toutes les réglementations qui entravaient leur développement. La signature par le président Reagan, le 30 octobre 1984, du Cable Communications Act est l'issue d'une lutte de près de quarante ans. Lorsqu'en 1948, John Malone, petit commerçant d'un village montagnard de Pennsylvanie, inventa le câble, c'est pour vendre des récepteurs à des Américains qui ne pouvaient pas recevoir la télévision. C'est cette naissance modeste qui a sans doute incité les autorités à considérer pendant longtemps le

Le Monde
SCIENCES

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

OFFRES D'EMPLOIS	Le Signe*	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	123,34
IMMOBILIER	31,00	36,76
AUTOMOBILES	69,00	81,63
AGENDA	69,00	81,63
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mot/par	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	58,00	69,57
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur d'une usine textile à Madagascar

Nous sommes l'un des plus importants groupes industriels de Madagascar avec un CA consolidé de 27 milliards de francs malgaches. Le poste à pourvoir se situe à TANANARIVE dans une usine filière de 110 personnes et de 140 métiers à tisser orientés vers la fabrication de draperies, soieries et mailles bloquées. Le Directeur a pour mission de développer cette activité en commençant par une remise à niveau industrielle et par l'élaboration d'une politique commerciale. Il dispose d'une large autonomie dans le cadre d'objectifs définis par la Direction Générale du Groupe. Le candidat, âgé de 35 à 50 ans, a l'expérience d'une entreprise industrielle et un profil de meneur d'hommes. C'est un homme de produit qui connaît le tissu et sait le promouvoir. S'être intéressé à la mode et à la création de collections constitue un atout. La rémunération sera en rapport avec les compétences du candidat. Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous réf. 412MI à notre Conseil : Fulbert COLUMELLI

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 Paris

Soderhu
MEMBRE DE SYNEX

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES DU DÉPARTEMENT

Conditions de recrutement et de rémunération identiques à celles de secrétaire général des communes de plus de 150 000 habitants. Sérieuses références exigées.

Adresser candidature avant le 20 août 1985 à M. le Président du Conseil général Hôtel du Département B.P. 783, 82013 Montauban Cedex. Pour tous renseignements concernant les conditions d'admission à concourir et pièces à fournir, contacter le : (63) 03-50-00, postes 30-28 et 30-33.

LE CENTRE D'ACTION CULTUREL D'ANGOULÊME ET DE LA CHARENTE

SON DIRECTEUR

Les candidatures accompagnées d'un projet culturel devront parvenir simultanément à :
M. le Président du C.A.C.
B.P. 287, 16007 Angoulême cedex.
à M. le Député, maire d'Angoulême Hôtel-de-Ville service culturel 16016 Angoulême Cedex.
à M. le Directeur du développement culturel 2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.

Le Comité inter-entreprise du groupe Chausson recherche un **DIRECTEUR (TRICE) ADMINISTRATIF**. Il est demandé d'avoir des connaissances en gestion, en comptabilité et gestion du personnel. La personne devra être libre rapidement et si possible avec une expérience dans un organisme social. Envoyer C.V. à l'adresse suivante : CIE Chausson 93, bd Voltaire à Asnières 92230.

Urgent
Soit de serv. aux ent. Cher. Direct. nat. de son réseau de franchises pour recruter, form. anim. assés. de franchisés. H. ou F. 30/50 ans, tr. dyn. connaissant serv. et franchise de prof. bon gestion. prof. dist. Livre de sa. Sel. dist. 100 000/an + int. tr. motivant. pat. intar. tr. éval. pour cand. de val. (Asses. poss.) Dom : Cynoph. 171, rue Lescourbe, 15°.

COMMUNE DU VAL-DE-MARNE recherche

DIRECTEUR (H/F) CENTRE CULTUREL

Maison des associations
Sérieuses références exigées
Ecrire sous le n° 308082
7, rue de Montesson, Paris-7°.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les pays membres de la CEE et dans plus de soixante-dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes. Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent dans un environnement multinationnel. La Banque emploie des ingénieurs de projets qui aident à l'évaluation de projets d'investissement soumis à la Banque en vue d'un financement et à la surveillance des projets en cours. Actuellement, la Banque recherche un (m/f)

INGENIEUR INFORMATICIEN

(Réf. : CT 8502)

titulaire d'un diplôme d'ingénierie industrielle ou de physique de niveau universitaire et possédant une expérience professionnelle d'une quinzaine d'années acquise dans l'informatique ou l'électronique.

Pour être retenus, les candidats devront bien connaître la conception, l'élaboration et l'exploitation des produits et des procédés de fabrication ainsi que la commercialisation des produits et les aspects économiques des projets.

Ils devront connaître parfaitement le français ainsi qu'une autre langue de la Communauté. La bonne connaissance d'une troisième langue communautaire serait appréciée.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante en fonction des qualifications et de l'expérience, et de nombreux avantages sociaux.

Les personnes intéressées possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé et une photographie, en indiquant la référence CT 8502, à la

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement-Formation
100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
désire recruter un

CONSEILLER EN GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE

suprême du projet « Participation à la réforme et à l'extension de l'Institut Pratique de Développement Rural » (IDRP à Koto)

Lieu d'affectation : Niamey (Niger).
Durée : 2 ans (contrat initial 1 an).

Qualités requises : Au niveau professionnel équivalent à expert comptable ; expérience plurianuelle en qualité de contrôleur financier ; expérience pratique avec systèmes utilisant microcalculateur. Connaissance langue française obligatoire.

Rémunération : Conformément aux qualifications/expériences ; net trois fois avec les indemnités habituelles aux fonctionnaires des Nations Unies.

Prière d'envoyer curriculum vitae, contenant indication du salaire présent, sous référence AGO/AF/95/9 (PAJ) à :
Service du Personnel (MPL)
Division des opérations agricoles.
FAO.
Via delle Terme di Caracalla.
00100 - Rome, Italie.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour ses filiales en AFRIQUE FRANCOPHONE ET ANGLOPHONE

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTROMÉCANIQUES OU ÉLECTRICIENS

JEUNES DIPLÔMÉS ESC

Langue Anglaise souhaitée. Avantages habit. d'expatriation.
Adresser CV à : Centessa Publicité s/réf. 13.999, 20, avenue de l'Europe, 75040 Paris cedex 01 & c.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONIEES 555-91-82

GROUPE SIMON-BIGART S.A. SÉLESTAT - BAS-RHIN

Fabrication de meubles - Filature de coton
Nécessaire aménagement au travers de filiales en Belgique - R.F.A. Suisse et U.S.A.
100 millions de C.F. - 40% export.

Recherche pour création de postes à la suite de la restructuration nécessaire en raison de l'expansion :

- 1 CONTRÔLEUR DE GESTION DIPLOMÉ DE COMMERCE - Position cadre. DECS souhaitable. Expérience cabinet d'audit appréciée ou contrôleur de gestion d'une grande entreprise. Anglais indispensable. Allemand souhaité. Rémunération envisagée : 150.000 F.
Poste à pourvoir pour 1986 ou plus tôt.
Ce poste est susceptible d'une réelle évolution de carrière vers un secrétariat général ou une direction de filiale pour un candidat motivé et attaché à la région Alsace.

- 3 CHEFS DE PRODUITS MEUBLES - Cadres.
Diplômés école de commerce. Option marketing. Ces postes sont à pourvoir en septembre 1985 et peuvent concerner à des débuts des désirs de se voir confier la responsabilité d'un budget C.A. de 10.000.000 F avec une ligne de mobiliers caractérisés dans le style - haut de gamme - réseau de représentants en France et en Allemagne. Détermination des objectifs. Sélection des revendeurs. Publicité. Animation des ventes sur le terrain. Suivi des livraisons et de la facturation. Allemand indispensable écrit et parlé pour un de ces postes. Rémunération envisagée 120.000 F + en fonction de l'expérience.

- 1 COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ - Cadre.
Niveau DECS. Diplôme non exigé.
Poste à pourvoir dans une filiale C.A. 30.000.000 F.
Ce poste comporte une entière responsabilité des procédures comptabilité générale, paye, fournisseurs, clients.
Contrôle assuré par un expert comptable extérieur.

Tous ces postes sont à pourvoir en Alsace. Région Strasbourg.

Faire offre de candidature avec C.V. dactylographié + lettre manuscrite + photo à B.C.A. Publicité Conseil, Rue des Artistes, B.P. 14-13, 57550 VERDENHEIM, sous référence n° 25003, qui transmettra.

Les entretiens auront lieu sur convocation à Sélestat dans la deuxième quinzaine d'août. Frais de déplacements pris en charge.

Cabinet d'analyses et conseils recherche pour septembre, 5 conseils économistes haut niveau expérience PME-PMI prouvée. Niveau expertise comptable et connaissance COOP-SICA souhaitée. Grandes connaissances examen économique bilantaire et de gestion AUQIT age 30 ans.

Rémunération minimum garantie 200.000 F/an. Pas de versement. Déplacements fréquents France, C.V. + photo à HAVAS n° 8707-23, Rue M-Leduc, 50000 SAINT-LO.

Réponse assurée fin août. Convocation début septembre.

Entreprise Pinto

embauche

PERSONNEL HAUTEMENT QUALIFIÉ

pour pose revêtements de façades en pierre avec et sans isolation, bon salaire au capable. Tél. : (26) 88-48-42 même le samedi et le dimanche.

OFFRES D'EMPLOIS

Le département de la Seine-Saint-Denis recrute, par voie de détachement :

1 - SON CHEF DU BUREAU DU BUDGET

qui aura en charge :
- la préparation du budget, l'établissement du compte administratif ;
- la gestion de la dette départementale ;
- la réalisation des études financières.

2 - SON RESPONSABLE DES ACHATS

qui devra :
- mettre en place le service des achats ;
- définir une politique en la matière.

Adresser candidature et C.V. à :
Monsieur le Directeur Général des services départementaux de la Seine-Saint-Denis
Hôtel du Département
124, rue Carnot, 93009 BOBIGNY.

ÉDITEUR D'ENCYCLOPÉDIES recherche

RÉDACTEURS (RICES) HISTOIRE CONTEMPORAINE

Haut niveau univ. Envoyer C.V. à :
DOSSIERS DE L'HISTOIRE
28, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris qui transmettra.

STÉ SECTEUR PÉTROLIER recherche

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent, expérience 3 à 5 ans.

Adjoint directeur technique pour superviser ateliers mécaniques et électrotechniques. Informations multiples. Lieu de travail : SUO PARIS. Envoyer CV et photo à SUEP 3, rue de Choiseul, 75002 Paris. Réf. 10110 (qui transmettra).

Organisation internationale actuellement banlieue Ouest recherche

UN JURISTE

- Droit privé français.
- Position cadre.
- Rédaction d'arrêts, contrats exposés en public, etc.
- Minimum licence + exp. quelques années.
- Bonne connaissance de l'anglais, autres langues appréciées.
Envoyer C.V., photo et prêt. à M. Jacquemart B.P. 208, 92212 St-Cloud cedex.

BUREAU VERITAS recherche

UN INGÉNIEUR

déboucheur avec quelques années d'expérience, chargé d'étudier les dossiers des navires spécialisés (transport de pétrole, produits chimiques, gaz).

Anglais courant exigé. Formation ENSTA ou équivalente. Lieu de travail : Paris la Défense.

Adresser C.V. photo et prêt. à : M. G. 007 à Direction générale marine Division machines et équipements 10123 caser. 44 82077 Paris la Défense.



BIENTÔT LA RENTRÉE... A VOS MARQUES!

THOMSON GRAND PUBLIC commercialise des produits électroménagers et électroniques sous des noms prestigieux : THOMSON, BRANDT, SABA-CONTINENTAL EDISON, TELEFUNKEN VEDETTE.

Notre chiffre d'affaires est de 21 milliards de francs, dont plus de 60% sont réalisés à l'étranger. Notre enjeu commercial est de conserver notre leadership sur de multiples marchés et surtout d'en conquérir de nouveaux.

Vous considérez qu'une fonction "terrain" est déterminante pour votre évolution ultérieure, vous êtes prêt à la mobilité géographique. Nous vous proposons d'intégrer nos équipes. Pour cela, il vous faudra :

MONTÉ EN PREMIÈRE LIGNE
- En bénéficiant d'une formation théorique et pratique de six mois, à l'issue de laquelle vous serez opérationnel sur votre terrain.

ÊTRE RAPIDE
- En sentant avant les autres les évolutions du marché Grand Public.

VISER JUSTE
- Car vous aurez rapidement la responsabilité d'une zone géographique à gérer de façon autonome.

Cette expérience, qui exige une grande disponibilité, constituera pour vous un tremplin idéal pour une évolution au sein de notre Groupe vers l'encadrement commercial, la gestion, le marketing ou l'export.

JEUNES DIPLÔMÉS DE GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE, OU DE GESTION, OU I.E.P.

Rejoignez-nous, nous vous ouvrons la voie.

Nous vous remercions d'adresser C.V. photo en nous précisant vos contraintes géographiques à Marc WELINSKI, THOMSON GRAND PUBLIC - Direction des Affaires Sociales et Recrutement - 74, rue du Surmelin, 75980 PARIS CEDEX 20.

THOMSON GRAND PUBLIC

مكتبة الأصيل

INFORMATIONS « SERVICES »

LE PETIT LAURENT LE PARRAIN



Le Petit Laurent - hommage emical et parodique, à vingt ans de distance, au Petit Nicolas, illustre création de Goscinnny et de Sempé (1) - sort souvent avec des amis plus ou moins proches de ses parents, qu'il a pris l'habitude de surnommer affectueusement « parrain ».

Sauvez-vous identifier les événements auxquels fait allusion le texte et découvrir finalement quelle personnalité, de la majorité ou de l'opposition, se dissimule derrière cet énigmatique diminutif ?

Je veux m'en aller de la maison. C'est vrai qu'il, depuis qu'on est sorti avec parrain, samedi dernier, m'emmenant regardé à chaque fois avec les gros yeux qu'elle a lorsque je me ressors du gîte avant tout le monde et plus gros encore. Papa il dit qu'il se marie, qu'il est bien fait pour jipé - jipé c'est mon parrain - et alors m'emmenant elle se fâche toute rouge : elle dit qu'elle en a assez de cette bande de fous, qu'on a tout gâché et puis ils rient tous les deux et moi on m'envoie au lit avant même la fin de ce feuilleton super avec jipé - jipé c'est pas mon parrain, c'est le monsieur du film, ils ont les mêmes costumes mais je préfère le cheveu de M. Jipé qui est vraiment chouette, presque aussi chouette que celui de Lucky Luke quand il attaque les Dalton qui se sont encore échappés. C'est Vally qui m'a prêté l'album à la récré mais j'ai pas eu le temps de tout lire. Papa lui il dit que jipé et jipé c'est le même chose, mais c'est pour rire, même si maman ça ne le fait pas rire du tout.

Mon parrain jipé, je l'aime bien même si je ne comprends pas tout ce qu'il dit. Je me rappelle quand j'étais petit j'avais été le voir dans son château près de la Seine. Il m'avait montré son bureau qui était tout chouette avec plein de papiers. Mais le plus chouette, c'était le monsieur barbu dont la photo était sur le mur. Je lui ai demandé si je pouvais en avoir un aussi et il a rigolé, « tu es le petit gars le plus intelligent que je connaisse », il m'a dit et moi j'étais drôlement fier mais papa, lui, il a fait une drôle de tête et quand on est rentré à la maison il a dit à maman : « Tu ne connais pas la dernière de ton fils ? » et puis il a parlé d'un monsieur Karl et il avait l'air de ne pas l'aimer du tout.

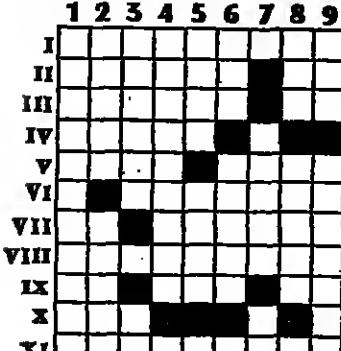
Il y a un truc sur lequel il rigole pas, parrain : c'est mon carnet de notes. Mais quand j'ai tout bon à un devoir, il me fait plein de chouettes surprises ; par exemple, il m'emmené de temps en temps au théâtre. Dans la salle, il est rigolo parrain : il soulève sa mèche et il regarde partout autour de lui et il est drôlement fier parce que moi, si je regardais pas plus le scène que lui je ne comprendrais rien à la pièce. J'aime bien l'entracte parce qu'il me paye à chaque fois un

(1) Albums parus aux éditions Desol.

Solution dans notre prochain numéro

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4024



HORIZONTALEMENT

I. Établissements de « bains ». - II. Période où un petit régime est toujours conseillé. Vieux jeu. - III. Siège de la perception. Certains sont saisis. - IV. Pour lui, ce sont les élèves qui sont les maîtres. - V. Sol, par exemple. De première force aux anneaux. - VI. Est idéale pour l'entretien des barbes. - VII. Préfixe. Suite impériale. - VIII. Musiques de chambre ou musiques militaires. - IX. Fleuve. Commune. Personnel. - X. Pour gagner la mer ou pour « monter » ou

VERTICALEMENT

1. Ouvrent l'œil. - 2. Jeu. Homme de paix autant qu'homme de guerre. - 3. Comme il faut. Note. - 4. Quelque chose de coton pour un « patron ». - 5. Plat ancien. Un conseil à ne pas prendre au sérieux. - 6. Se retourne pour la troisième fois. Espèce de bougre. - 7. A donc connu un moment de relâchement. Personnel. - 8. Objet de culte. Donne bon teint ou redonne bonne mine. - 9. Lettres d'avertissement. Centre d'informations spatiales.

Solution du problème n° 4023

Horizontalement
1. Sparring-partner. - II. Ouf ! Avéré. Go. - III. Urfa. Étincelles. - IV. Tiare. Léopards. - V. Isba. Pz. Enus. Ee. - VI. Émission. Pr. - VII. Émission. Oréoux. - VIII. Iso. card. Abia. - IX. Oz. Pz. Ostrus. - X. Rue. Peussgrues. - XI. GL. Gouv. As. - XII. Évidence. Liste. - XIII. Émis. Nébn. Noël. - XIV. Duales. Patiente. - XV. Unes. Mitées. Es.
Verticalement
1. Soutien-gorge. Dâ. - 2. Purisme. Sulteur. - 3. Affabilité.

PARIS EN VISITES

MARDI 6 AOUT
• L'île Saint-Louis pas à pas, 10 heures, métro Pont-Marie, M^{me} Raguenau.
• Une heure au Père-Lachaise, 10 heures et 11 h 30, métro principal.
• Cent tombeaux d'étrangers dont le talent a contribué au renom de la France, 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise, V. de Langlade.
• La maison de Victor Hugo, 10 h 30, 6, place des Voies, P.-Y. Jealot ou 15 heures.
• Versailles : quartier Saint-Louis, 14 h 30, devant la façade cathédrale Saint-Louis.
• De l'église Saint-Julien le Pauvre au cimetière de la Chapelle des Bernardins, 15 heures, devant l'église, M.C. Lesnier.
• Cités d'artistes et jardins de Montmartre, 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt.
• La place Dauphine, le Pont-Neuf, 15 heures, 2, rue du Pont-Neuf (Paris antérieur).
• Le Marais, la place des Vosges et les hôtels, 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Louvre, au métro Pont-Marie ou sortie métro Saint-Paul.
• Les salons de réception de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, sortie métro Hôtel-de-Ville devant la poste, M. Raguenau.
• L'île de la Cité, 15 heures, pontail central Notre-Dame.
• Les Gobelins, 14 h 30, avenue des Gobelins (caisse).
• Exposition des grands boulevards au musée Carnavalet, 15 h 23, rue Sévigné.

CONFÉRENCES

MARDI 6 AOUT
• 5, rue Argenteuil, 19 h 30, Cycle Art et Christianisme : l'Égypte de Mémès à Cléopâtre : 3000 ans d'histoire (audiovisuel), Tél. (1) 524-49-08, 26, rue Berghes, de 10 heures à 18 heures : « Chirologie », Tél. (1) 770-44-70.

EN BREF

COLLOQUE

FILIAISON ET SÉPARATION. - L'Institut de l'enfance et de la famille organise les 23, 24 et 25 octobre à Paris trois journées de réflexion et d'information sur le thème : « Les enfants et leurs parents séparés ». Quatre problèmes seront abordés : 1) Faut-il réformer la législation ? Ou en est le droit de la famille, ne peut-on mieux l'adapter à la lumière d'expériences législatives étrangères ? 2) Ne peut-on humaniser la procédure judiciaire ? L'intervention des tiers juges, avocats, enseignants sociaux, experts, est souvent mal vécue, les procédures longues et coûteuses ; 3) Ne faudrait-il pas développer l'accompagnement social ? La séparation, même lorsque tout se passe bien, nécessite un soutien, moral et affectif ; 4) L'environnement matériel : un divorce entraîne un partage des biens communs, l'octroi de pensions alimentaires, et donc une restructuration des budgets liée au changement de mode de vie.
* Inscriptions : à l'Institut de l'enfance et de la famille, 37-19, rue Etex, 75018 Paris. Tél. : (1) 228-83-73 (adresse provisoire jusqu'à 15 août). Adresse permanente : 3, rue Cas-Héro, 75001 Paris. Tél. : (1) 297-40-83.

EXPOSITION

PROSSPHILE. - Du 13 au 15 septembre 1985, à Akersloot (près d'Amsterdam), aura lieu le V^e Congrès international des collectionneurs de fars à repasser. Tous les « pressophilistes », amateurs de fars anciens, d'instruments de pliage, repassage et tuyaillage, pourront admirer les objets les plus divers, procéder à des achats ou des échanges, assister à des démonstrations, des conférences ou des projections.
* Pour tout renseignement, contacter Achille Bayart, club des

Iman. - 4. Arress. Odile. - 5. R. Stoppesous. - 6. Iva. Piocheur. - 7. Net. Zuns. Aven. - 8. Grl. Rose. Epl. - 9. Pénée. Odes. Abat. - 10. Compress. Ote. - 11. Epure. Té. le. - 12. Talas. Mairaines. - 13. Lr. Dnubisson. - 14. Egède. Sise. Tête. - 15. Rosses. Stiles.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du dimanche 4 août :

DES CIRCULAIRES

• Relative à la mise en place des nouvelles mesures sur l'apprentissage.

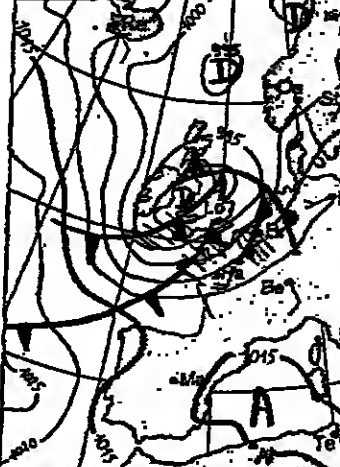
• Relative aux modalités de transfert aux départements et à celles de la mise à disposition de ceux-ci des services extérieurs du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports (directions départementales de l'équipement et services spécialisés maritimes).

UN DÉCRET

• Portant diverses dispositions d'application de la loi du 4 janvier 1985 relative aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5-08-85 À 0 h G.M.T.



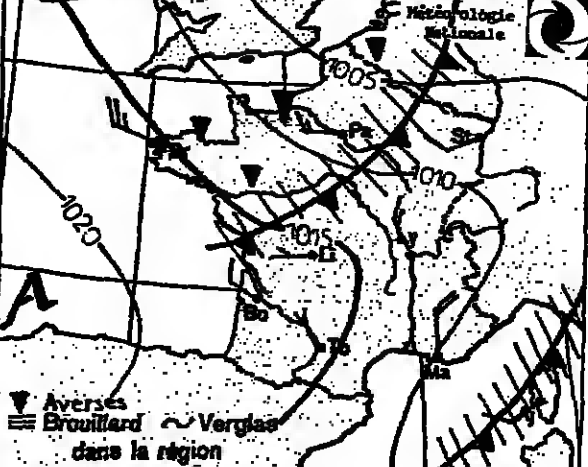
Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 août à 0 heure et le mardi 6 août 1985 à midi.

La zone de basses pressions située sur le nord de l'Europe dirigera sur la France de l'air frais et très instable dans un flux de nord-ouest. Une atténuation progressive se produira tout de même par l'ouest.

Mardi, un temps frais et instable sera observé de la Manche au Bassin parisien et aux régions de l'Est ; les passages nuageux seront accompagnés de fréquentes averses, parfois fortes (grêle) sur les massifs montagneux de l'Est, les averses parfois orageuses domineront de la Saône à la Garonne. Par ailleurs, dans le sud-est, dominera toujours assez fort et par rafales.

Près de la Méditerranée, le ciel sera dégagé, mais mistral et tramontane souffleront violemment.

PRÉVISIONS POUR LE 06-08 DÉBUT DE MATINÉE



Plus à l'ouest, du sud Bretagne à l'ouest du Massif Central et à l'Aquitaine, les éclaircies seront plus longues malgré quelques averses s'atténuant en fin de journée, et encore assez fortes sur les versants nord des Pyrénées.

Les températures maximales, peu élevées pour la saison, atteindront 14 à 19 degrés sur la moitié nord, 16 à 27 degrés (sur la Corse) plus au sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 août ; le second, le minimum dans la nuit du 4 août au 5 août) : Ajaccio, 29 et 15 degrés ; Biarritz, 27 et 15 ; Bordeaux, 26 et 16 ; Brétigny, 19 et 15 ; Brest, 17 et 13 ; Cannes, 28 et 18 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 26 et 17 ; Dijon, 22 et 11 ; Dinard, 19 et 14 ; Embres, 26 et 12 ; Grenoble-St-M-H., 26 et 12 ;

Grenoble-St-Genis, 26 et 13 ; La Rochelle, 22 et 18 ; Lille, 18 et 14 ; Limoges, 21 et 14 ; Lorient, 18 et 15 ; Lyon, 23 et 15 ; Marseille-Marignane, 28 et 19 ; Menton, 28 et 19 ; Nancy, 20 et 12 ; Nantes, 23 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 20 ; Paris-Montsouris, 22 et 17 ; Paris-Orly, 21 et 17 ; Pau, 28 et 13 ; Perpignan, 31 et 18 ; Rennes, 20 et 15 ; Rouen, 19 et 15 ; Saint-Etienne, 24 et 17 ; Strasbourg, 23 et 13 ; Toulouse, 28 et 13 ; Tours, 23 et 16.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 18 ; Genève, 23 et 13 ; Lisbonne, 33 et 19 ; Londres, 17 et 14 ; Madrid, 39 et 16 ; Rome, 29 et 20 ; Stockholm, 18 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

VIE CONJUGALE

Radioscopie du couple

Le dossier d'août du Centre de documentation et d'information des assurances est consacré au couple. On y apprend que, bien qu'en perte de vitesse, le mariage reste une institution solide : en France, on célèbre un mariage toutes les deux minutes (près de 280 000 en 1984). On se marie plus dans le nord (59 mariages pour 10 000 habitants dans le Nord-Pas-de-Calais, contre 50 en moyenne nationale). Mais on divorce aussi beaucoup : la nombre des séparations a triplé en vingt ans (35 000 en 1965, contre plus de 100 000 en 1985). Il y a plus d'un million et demi de divorcés à l'heure actuelle contre 650 000 en 1965.

Une femme sur trois environ (plus de 30 %) gère seule le budget familial, mais les dépenses sont la plupart du temps décidées en commun. Huit logements sur dix sont achetés à crédit, ce qui explique l'existence par les organismes prêteurs de la souscription d'une assurance temporaire (de durée égale à celle de l'emprunt) prévoyant le remboursement des sommes restant dues en cas de décès ou d'invalidité permanente de l'acheteur.

Les femmes vivent en moyenne huit ans de plus que les hommes. On assiste donc à un vieillissement de la population, alors que le taux des naissances baisse (40 000 en moins en 1984 par rapport à 1980). La France compte plus de deux millions de couples du troisième âge. Les femmes vivent plus longtemps, il est normal que les veuves soient cinq fois plus nombreuses que les veufs : 3 millions et demi pour les premières, 700 000 pour les seconds.

Enfin, l'union libre est maintenant parfaitement admise et les couples non mariés ont pratiquement les mêmes droits que les couples légitimes. Une concubine peut recevoir une indemnité si son compagnon meurt. Un homme peut parfaitement souscrire un contrat d'assurance sur la vie en faveur de sa compagne, avec cette réserve, toutefois, que la souscription du contrat ne doit pas avoir pour but le maintien des relations « illicites », ni léser éventuellement un conjoint légitime (l'argent du mariage ne doit pas servir au paiement des primes, par exemple). Des tribunaux sont même allés plus loin et la cour d'appel de Riom, le 9 novembre 1978, a écarté respectivement 200 000 et 190 000 francs à la veuve et à la concubine d'un automobiliste contre 71. Il est vrai que la victime entretenait un double foyer d'une façon quasi officielle.

LOTO N° 31

NATIONAL TIRAGE DU SAMEDI 3 AOUT 1985

1 7 20 33 34 40 6

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 7 AOUT 1985 ET SAMEDI 10 AOUT 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRÈS MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

6 BONS N° 3 2 349 915,00 F

5 BONS N° 22 149 540,00 F

5 BONS N° 100 9 395,00 F

4 BONS N° 65 990 155,00 F

3 BONS N° 1 387 982 11,00 F

SUPER BONUS D'AOUT 108 399

3 BONS NUMÉROS COMPLÉMENTAIRES : 11,00 F X 10 = 110,00 F

LA SEMAINE PROCHAINE

UNE CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE LE MERCREDI

UNE CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE LE SAMEDI

LES 2 CAGNOTTES EXCEPTIONNELLES DE L'ÉTÉ !

REPORT DE LA LOTÉRIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

REPÈRES

Assurance automobile : u

de 1,3 - and de francs

commerce mondial : rai

des expositions du tiers-m

WRES

Année de Milano-G

Le Crédit lyonnais rach

Immobis Renault des Champ

Le groupe britannique

Antin a pris le contrôle

de Deberchamps

La firme

OYD va

la moitié

de C

dans G

Le holding

Compa et

menis OYD

chanement 4

détenues par

l'Etat-Uni

cetrière Gu

montant de 2

lars canadien

lars par acti

Yakov 2 de

sur les 10,1

23 dollars par

la possession

total, la trans

alors à 2,8 m

canadiens.

مكتبة الأمل

REPÈRES

Dollar : tassement à 8,5850 F

L'adoption - laborieuse - de la résolution budgétaire par le Congrès américain, en fin de semaine précédente, est généralement considérée comme « un moindre mal » par les cambistes, qui voient là l'explication du tassement du dollar observé, le 5 août en fin de matinée, sur les principales places européennes. A Paris, le « billet vert » s'est dévalué aux alentours de 8,5850, contre 8,6330 F le vendredi précédent en cotation officielle, tandis que la devise américaine reculait à 2,8150 DM à Francfort (contre 2,8250 DM). La même tendance était observée à Zurich, avec un dollar à 2,3030/3050 FS (contre 2,3120/3150 FS), où, par un mouvement classique de balancier, le cours de l'or remontait aux alentours de 323 dollars l'once.

Assurance automobile : un bénéfice de 1,3 milliard de francs en 1984

Poursuivant l'amélioration constatée l'année précédente (après cinq années consécutives de déficit), la branche automobile du secteur de l'assurance a dégagé, en 1984, un résultat positif voisin de 1,3 milliard de francs, après un bénéfice de 1,1 milliard de francs en 1983. Ce redressement s'explique, comme l'année précédente, par une baisse de la fréquence moyenne des accidents corporels et matériels d'environ 6 % à 8 %, précise la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA). Celle-ci rappelle que ces bénéfices de la branche automobile sont notamment consacrés à la compensation des pertes provenant d'autres branches de l'assurance (notamment le vol) et à la modernisation des hausses de tarifs.

Commerce mondial : ralentissement des exportations du tiers-monde

Après trois années consécutives de régression, le commerce mondial a enregistré une reprise en 1984, grâce à une croissance en valeur de 6,1 % des exportations et de 6,5 % des importations sur 1983, indiquent, dans leurs dernières statistiques annuelles, les experts du Fonds monétaire international. Cette relance a été conduite par les pays les plus industrialisés qui ont vu croître la valeur de leurs exportations de 6,5 % et celle de leurs importations de 9 %, pour atteindre respectivement 1 214 milliards et 1 310 milliards de dollars. Cependant, les exportations des nations les moins développées n'ont connu qu'une progression plus modeste de 4,5 % au cours de la même année, pour s'établir à 532 milliards de dollars. Quant à leurs importations, elles n'ont crû que marginalement, en totalisant 519 milliards de dollars. La reprise n'a pas d'ailleurs été suffisante pour permettre à l'ensemble de ces pays de retrouver les niveaux de 1980 : comparée à cette année, la valeur des exportations et des importations des nations les plus industrialisées était encore respectivement de 2 % et de 4,5 % inférieure en 1984. Cet écart est encore plus grand pour les pays du tiers-monde, puisque leurs exportations et leurs importations ont respectivement décliné de 13,7 % et de 12,5 % au cours de cette période de référence.

SOCIAL

LA CRISE DES ACIÉRIES ET DES CHARBONNAGES

La difficile naissance d'un nouveau Nord

Valenciennes. — La bataille pour la modernisation passe mal dans le Nord-Pas-de-Calais. Elle signifie en effet clairement pour tous que l'économie de la région doit passer de l'ère de l'acier et de la sidérurgie à celle de la chimie et du textile. Sans doute, le maire de Lille en est le mieux placé pour résumer ce difficile cheminement dans une région qui est, dit-il, « faible aujourd'hui d'avoir été forte hier ». Il est, par toutes les fibres de son corps, l'homme de ce passé qui s'achève, et cet attachement au terroir représente une dimension essentielle de son personnage.

« Tout commence par ce trait d'union qui a rythmé ma jeunesse. Chaque soir, à 6 heures, il ramenait les travailleurs de Trith-Saint-Léger — là où sont les hauts fourneaux — de Denain — là où sont les laminoirs — et de Valenciennes. Il apportait d'un coup trois cents ouvriers qui se répandaient dans le village... » Ainsi débute le livre de Pierre Mauroy *Héritiers de l'avenir*. Les hauts fourneaux de Trith et les laminoirs de Denain ont fermé leurs portes et Valenciennes est devenue une zone sinistrée. Mais dans le sillage de son village de Haussy, où son père était instituteur, Pierre Mauroy puise une part de sa force et de sa légitimité.

Les « modernistes », qui savent que la période de transition sera douloureuse, ont donc quelque peine à faire entendre leur voix. Ils ont à affronter des résistances sèches et se heurtent à des barrières solides. Chez les socialistes, Arthur Noguère, en protestant bruyamment contre la possible fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger et en réclamant la démission des deux ministres issus du département, Michel Delebarre et Jean Le Gars, exprime sans doute d'un ton un peu caricatural, comme le fait aussi le Parti communiste, cette révolte de toute une partie de la population. Mais d'autres traduisent avec plus de modération le même sentiment et sont de tout cœur prêts pour freiner le mouvement.

Les « libéraux », charbonniers ou sidérurgistes exercent une influence suffisante sur les pouvoirs publics pour qu'un responsable local s'acquiesce à voir les forces politiques de la région consacrer une grande partie de leur énergie et de leurs ressources à « sauver quelque chose qui est pratiquement perdu ». Et cet observateur de conclure, avec regret et pessimisme, « le Nord-Pas-de-Calais ne paraît pas s'en sortir ».

Rude tâche pour Pierre Mauroy qui s'est donné pour mission, depuis

qu'il a pris, il y a dix ans la direction de la région, d'assurer le passage de l'ère de l'acier et de la sidérurgie à celle de la chimie et du textile. Sans doute, le maire de Lille en est le mieux placé pour résumer ce difficile cheminement dans une région qui est, dit-il, « faible aujourd'hui d'avoir été forte hier ». Il est, par toutes les fibres de son corps, l'homme de ce passé qui s'achève, et cet attachement au terroir représente une dimension essentielle de son personnage.

« Tout commence par ce trait d'union qui a rythmé ma jeunesse. Chaque soir, à 6 heures, il ramenait les travailleurs de Trith-Saint-Léger — là où sont les hauts fourneaux — de Denain — là où sont les laminoirs — et de Valenciennes. Il apportait d'un coup trois cents ouvriers qui se répandaient dans le village... » Ainsi débute le livre de Pierre Mauroy *Héritiers de l'avenir*. Les hauts fourneaux de Trith et les laminoirs de Denain ont fermé leurs portes et Valenciennes est devenue une zone sinistrée. Mais dans le sillage de son village de Haussy, où son père était instituteur, Pierre Mauroy puise une part de sa force et de sa légitimité.

Les « modernistes », qui savent que la période de transition sera douloureuse, ont donc quelque peine à faire entendre leur voix. Ils ont à affronter des résistances sèches et se heurtent à des barrières solides. Chez les socialistes, Arthur Noguère, en protestant bruyamment contre la possible fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger et en réclamant la démission des deux ministres issus du département, Michel Delebarre et Jean Le Gars, exprime sans doute d'un ton un peu caricatural, comme le fait aussi le Parti communiste, cette révolte de toute une partie de la population. Mais d'autres traduisent avec plus de modération le même sentiment et sont de tout cœur prêts pour freiner le mouvement.

Les « libéraux », charbonniers ou sidérurgistes exercent une influence suffisante sur les pouvoirs publics pour qu'un responsable local s'acquiesce à voir les forces politiques de la région consacrer une grande partie de leur énergie et de leurs ressources à « sauver quelque chose qui est pratiquement perdu ». Et cet observateur de conclure, avec regret et pessimisme, « le Nord-Pas-de-Calais ne paraît pas s'en sortir ».

Rude tâche pour Pierre Mauroy qui s'est donné pour mission, depuis

qu'il a pris, il y a dix ans la direction de la région, d'assurer le passage de l'ère de l'acier et de la sidérurgie à celle de la chimie et du textile. Sans doute, le maire de Lille en est le mieux placé pour résumer ce difficile cheminement dans une région qui est, dit-il, « faible aujourd'hui d'avoir été forte hier ». Il est, par toutes les fibres de son corps, l'homme de ce passé qui s'achève, et cet attachement au terroir représente une dimension essentielle de son personnage.

« Tout commence par ce trait d'union qui a rythmé ma jeunesse. Chaque soir, à 6 heures, il ramenait les travailleurs de Trith-Saint-Léger — là où sont les hauts fourneaux — de Denain — là où sont les laminoirs — et de Valenciennes. Il apportait d'un coup trois cents ouvriers qui se répandaient dans le village... » Ainsi débute le livre de Pierre Mauroy *Héritiers de l'avenir*. Les hauts fourneaux de Trith et les laminoirs de Denain ont fermé leurs portes et Valenciennes est devenue une zone sinistrée. Mais dans le sillage de son village de Haussy, où son père était instituteur, Pierre Mauroy puise une part de sa force et de sa légitimité.

Les « modernistes », qui savent que la période de transition sera douloureuse, ont donc quelque peine à faire entendre leur voix. Ils ont à affronter des résistances sèches et se heurtent à des barrières solides. Chez les socialistes, Arthur Noguère, en protestant bruyamment contre la possible fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger et en réclamant la démission des deux ministres issus du département, Michel Delebarre et Jean Le Gars, exprime sans doute d'un ton un peu caricatural, comme le fait aussi le Parti communiste, cette révolte de toute une partie de la population. Mais d'autres traduisent avec plus de modération le même sentiment et sont de tout cœur prêts pour freiner le mouvement.

Les « libéraux », charbonniers ou sidérurgistes exercent une influence suffisante sur les pouvoirs publics pour qu'un responsable local s'acquiesce à voir les forces politiques de la région consacrer une grande partie de leur énergie et de leurs ressources à « sauver quelque chose qui est pratiquement perdu ». Et cet observateur de conclure, avec regret et pessimisme, « le Nord-Pas-de-Calais ne paraît pas s'en sortir ».

Rude tâche pour Pierre Mauroy qui s'est donné pour mission, depuis

qu'il a pris, il y a dix ans la direction de la région, d'assurer le passage de l'ère de l'acier et de la sidérurgie à celle de la chimie et du textile. Sans doute, le maire de Lille en est le mieux placé pour résumer ce difficile cheminement dans une région qui est, dit-il, « faible aujourd'hui d'avoir été forte hier ». Il est, par toutes les fibres de son corps, l'homme de ce passé qui s'achève, et cet attachement au terroir représente une dimension essentielle de son personnage.

« Tout commence par ce trait d'union qui a rythmé ma jeunesse. Chaque soir, à 6 heures, il ramenait les travailleurs de Trith-Saint-Léger — là où sont les hauts fourneaux — de Denain — là où sont les laminoirs — et de Valenciennes. Il apportait d'un coup trois cents ouvriers qui se répandaient dans le village... » Ainsi débute le livre de Pierre Mauroy *Héritiers de l'avenir*. Les hauts fourneaux de Trith et les laminoirs de Denain ont fermé leurs portes et Valenciennes est devenue une zone sinistrée. Mais dans le sillage de son village de Haussy, où son père était instituteur, Pierre Mauroy puise une part de sa force et de sa légitimité.

Les « modernistes », qui savent que la période de transition sera douloureuse, ont donc quelque peine à faire entendre leur voix. Ils ont à affronter des résistances sèches et se heurtent à des barrières solides. Chez les socialistes, Arthur Noguère, en protestant bruyamment contre la possible fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger et en réclamant la démission des deux ministres issus du département, Michel Delebarre et Jean Le Gars, exprime sans doute d'un ton un peu caricatural, comme le fait aussi le Parti communiste, cette révolte de toute une partie de la population. Mais d'autres traduisent avec plus de modération le même sentiment et sont de tout cœur prêts pour freiner le mouvement.

Les « libéraux », charbonniers ou sidérurgistes exercent une influence suffisante sur les pouvoirs publics pour qu'un responsable local s'acquiesce à voir les forces politiques de la région consacrer une grande partie de leur énergie et de leurs ressources à « sauver quelque chose qui est pratiquement perdu ». Et cet observateur de conclure, avec regret et pessimisme, « le Nord-Pas-de-Calais ne paraît pas s'en sortir ».

Rude tâche pour Pierre Mauroy qui s'est donné pour mission, depuis

qu'il a pris, il y a dix ans la direction de la région, d'assurer le passage de l'ère de l'acier et de la sidérurgie à celle de la chimie et du textile. Sans doute, le maire de Lille en est le mieux placé pour résumer ce difficile cheminement dans une région qui est, dit-il, « faible aujourd'hui d'avoir été forte hier ». Il est, par toutes les fibres de son corps, l'homme de ce passé qui s'achève, et cet attachement au terroir représente une dimension essentielle de son personnage.

« Tout commence par ce trait d'union qui a rythmé ma jeunesse. Chaque soir, à 6 heures, il ramenait les travailleurs de Trith-Saint-Léger — là où sont les hauts fourneaux — de Denain — là où sont les laminoirs — et de Valenciennes. Il apportait d'un coup trois cents ouvriers qui se répandaient dans le village... » Ainsi débute le livre de Pierre Mauroy *Héritiers de l'avenir*. Les hauts fourneaux de Trith et les laminoirs de Denain ont fermé leurs portes et Valenciennes est devenue une zone sinistrée. Mais dans le sillage de son village de Haussy, où son père était instituteur, Pierre Mauroy puise une part de sa force et de sa légitimité.

Les « modernistes », qui savent que la période de transition sera douloureuse, ont donc quelque peine à faire entendre leur voix. Ils ont à affronter des résistances sèches et se heurtent à des barrières solides. Chez les socialistes, Arthur Noguère, en protestant bruyamment contre la possible fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger et en réclamant la démission des deux ministres issus du département, Michel Delebarre et Jean Le Gars, exprime sans doute d'un ton un peu caricatural, comme le fait aussi le Parti communiste, cette révolte de toute une partie de la population. Mais d'autres traduisent avec plus de modération le même sentiment et sont de tout cœur prêts pour freiner le mouvement.

Les « libéraux », charbonniers ou sidérurgistes exercent une influence suffisante sur les pouvoirs publics pour qu'un responsable local s'acquiesce à voir les forces politiques de la région consacrer une grande partie de leur énergie et de leurs ressources à « sauver quelque chose qui est pratiquement perdu ». Et cet observateur de conclure, avec regret et pessimisme, « le Nord-Pas-de-Calais ne paraît pas s'en sortir ».

Rude tâche pour Pierre Mauroy qui s'est donné pour mission, depuis

qu'il a pris, il y a dix ans la direction de la région, d'assurer le passage de l'ère de l'acier et de la sidérurgie à celle de la chimie et du textile. Sans doute, le maire de Lille en est le mieux placé pour résumer ce difficile cheminement dans une région qui est, dit-il, « faible aujourd'hui d'avoir été forte hier ». Il est, par toutes les fibres de son corps, l'homme de ce passé qui s'achève, et cet attachement au terroir représente une dimension essentielle de son personnage.

« Tout commence par ce trait d'union qui a rythmé ma jeunesse. Chaque soir, à 6 heures, il ramenait les travailleurs de Trith-Saint-Léger — là où sont les hauts fourneaux — de Denain — là où sont les laminoirs — et de Valenciennes. Il apportait d'un coup trois cents ouvriers qui se répandaient dans le village... » Ainsi débute le livre de Pierre Mauroy *Héritiers de l'avenir*. Les hauts fourneaux de Trith et les laminoirs de Denain ont fermé leurs portes et Valenciennes est devenue une zone sinistrée. Mais dans le sillage de son village de Haussy, où son père était instituteur, Pierre Mauroy puise une part de sa force et de sa légitimité.

Les « modernistes », qui savent que la période de transition sera douloureuse, ont donc quelque peine à faire entendre leur voix. Ils ont à affronter des résistances sèches et se heurtent à des barrières solides. Chez les socialistes, Arthur Noguère, en protestant bruyamment contre la possible fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger et en réclamant la démission des deux ministres issus du département, Michel Delebarre et Jean Le Gars, exprime sans doute d'un ton un peu caricatural, comme le fait aussi le Parti communiste, cette révolte de toute une partie de la population. Mais d'autres traduisent avec plus de modération le même sentiment et sont de tout cœur prêts pour freiner le mouvement.

Les « libéraux », charbonniers ou sidérurgistes exercent une influence suffisante sur les pouvoirs publics pour qu'un responsable local s'acquiesce à voir les forces politiques de la région consacrer une grande partie de leur énergie et de leurs ressources à « sauver quelque chose qui est pratiquement perdu ». Et cet observateur de conclure, avec regret et pessimisme, « le Nord-Pas-de-Calais ne paraît pas s'en sortir ».

charbonnière au cours de la période d'expansion (à la fin des années 50 et au début des années 60), ce qui a facilité la reconversion. Mais, dans les années 70, l'élan a été stoppé. Jacques Mellick s'est efforcé depuis son arrivée à la mairie en 1977 de le relancer.

Il n'y a pas trop mal réussi, il a ainsi négocié la reprise de l'usine Tassat par Bernard Tapie. Celui-ci s'occupait de garder que cent cinquante personnes sur trois cent soixante-dix. Jacques Mellick a obtenu que, pour combler ce déficit d'emplois, l'entreprise crée une autre activité. Afin de donner un « plus » à sa zone industrielle, il a entrepris de câbler la ville. « A une certaine époque, dit-il, il fallait fournir le gaz, l'électricité, les transports. Aujourd'hui, il faut y ajouter les moyens de communication ». De la planche à voile au matériel à commande numérique, de la productique à la fabrication des visioconférences, Béthune attire ainsi les chefs d'entreprise qui savent, selon Jacques Mellick, qu'ils y trouveront un « accompagnement ».

Cette mobilisation, en dépit des réserves de ceux qui craignent les inévitables remous sociaux ou qui n'ont pas perdu l'espoir de faire revivre un peu de l'économie d'autant ou commencé en maints endroits. Elle doit permettre, selon ses promoteurs, à la fois de sauvegarder partiellement le tissu ancien, en transformant les traditionnelles industries de main-d'œuvre en industries de capital, et de créer des activités nouvelles.

Dans les branches en difficulté, la conversion du textile donne déjà quelques bons résultats. La sidérurgie se concentre dans le Dunkerquois, mais des unités modernes, comme l'acierie électrique de Trith, resteront dans le Valenciennais. Les charbonnages vont mettre leur savoir-faire dans le matériel minier ou service de l'exportation. Ces adaptations, bien sûr, ne permettront pas de retrouver les milliers d'emplois perdus, mais elles peuvent assurer le maintien de ces branches. Il en va de même, à en croire le patronat dunkerquois, pour les chantiers navals, lesquels pourraient en outre être partie prenante à la construction du « lien fixe Transmanche » (le fameux tunnel sous la Manche).

Le dossier Urba 2000

Surtout, Jacques Mellick, délégué du conseil régional pour les technologies nouvelles, est responsable du dossier Urba 2000, qui consiste à faire du triangle Lille-Valenciennes-Béthune (ce même temps que de la zone Bayonne-Biarritz) une vitrine des techniques modernes de la communication. L'opération démarrera l'ajout prochain. Une dizaine de projets, qui devront en générer d'autres, seront mis en place. Le premier concerne la carte à mémoire santé, qui sera fabriquée par Bull à Villeneuve-d'Ascq. D'autres porteront sur les systèmes experts. Jacques Mellick entend bien ne pas en rester au stade de l'expérimentation.

Le Nord-Pas-de-Calais de demain est peut-être en train de naître là. D'autres initiatives sont prises ailleurs. Jacques Mellick souligne que le choc subi l'an dernier par la Lorraine, « foudroyée d'un seul coup » par les décisions gouvernementales, semble lui être salutaire. « Dans le Nord-Pas-de-Calais, au contraire, dit-il, le déclin s'est fait en douceur pendant trente ans. » Conséquence : « on s'habitue au mal, on n'a plus de ressenti ». Pour Jacques Mellick, l'affaire de Trith peut être le moyen de « provoquer l'électrochoc » et de mobiliser, enfin, les esprits. Tel est, en tout cas, le principal enjeu des débats suscités au sein du Parti socialiste par l'actuelle « accélération » du plan sidérurgique.

L'exemple de Béthune

Quant aux activités nouvelles, elles vont de l'électronique (parfois par reconversion de capitaux du textile, comme pour Veeco à Tourcoing) à l'automobile (ainsi Renault à Douai, dont l'usine passe pour la plus moderne de France) ou au matériel ferroviaire autour de Valenciennes. Mais c'est surtout le fait de petites unités : « Le temps des cathédrales est passé, dit-on à Lille. Les solutions miracles qui apportent d'un coup plusieurs milliers d'emplois, on n'y croit plus ».

L'exemple le plus éloquent de ce renouveau possible se situe dans la ville de Béthune. Son maire, Jacques Mellick, dynamique et entreprenant, dit lui-même qu'il n'est pas représentatif des élus de la région, qu'il juge plus sensibles à la valeur symbolique des vieilles activités industrielles du Nord et du Pas-de-Calais. Pour sa part, il affirme qu'« on ne peut pas vivre seulement de ces symboles ». Et il le prouve en attirant, sur le site du bassin minier, grâce à une étroite collaboration avec la chambre de commerce, des entreprises modernes.

Il est vrai que Béthune a eu la « chance » de connaître la récession

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

« L'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger pourrait fermer fin 1986, selon la CFTD. — Dans une analyse rendue publique le 3 août, M. Joël Holla, responsable CFTD de l'usine Usimetal de Trith-Saint-Léger (Nord), estime que la direction pourrait fermer le train à potrelles d'ici la fin 1986, tout en respectant les engagements du gouvernement. « Créer 770 emplois en seize mois, c'est formidable », affirme le syndicaliste, qui ajoute que 240 personnes devraient partir en préretraite dans les prochains mois si le plan social est appliqué. »

AFFAIRES

SELON LE REPRENEUR

La pérennité de Micmo-Gitane (ex-Renault) sera assurée

La pérennité de l'entreprise de cycles Micmo-Gitane sera assurée, a indiqué, à l'Agence France-Presse, M. Alain Goetzmann, président d'Yvars et nouveau PDG de Micmo, au lendemain de la cession par Renault de sa filiale à cette société de fabrication et de distribution de cycles installée à Macheoul, en Lorraine. Le représentant du groupe Goetzmann, qui dirige la société Giteau (bicyclettes et motos), en Vendée, précise qu'il va étudier un plan de restructuration « qui ne sera pas forcément synonyme de licenciements », et qui ne sera annoncé qu'après le retour des vacances du personnel (335 personnes actuellement), au mois de septembre.

« Renault envisageait la fermeture de Micmo-Gitane du fait des pertes de sa filiale à 98 % (97 millions de francs depuis le début de 1982, pour un chiffre d'affaires de 120 millions en 1984) et notre proposition a été retenue, face à celle d'autres candidats, parce qu'elle prévoit la maintien de l'activité industrielle et commerciale de cette entreprise », précise M. Goetzmann. « Le montant de la transaction (3,5 millions de francs) n'est pas significatif en soi. Il est complété par l'effort de la Régie qui a abandonné 97 millions de francs de créances sur Micmo et accordé une subvention permettant de reconstituer la capital à hauteur de 15,6 millions de francs. »

Le PDG d'Yvars et de Micmo a souligné que, juridiquement, les deux sociétés resteraient distinctes, et qu'il assumerait durablement la présidence des deux. Les services d'achats et les bureaux d'études devraient être regroupés et la fonction exportation centralisée. En revanche, la politique commerciale et les réseaux de distribution resteraient distincts en France, et la marque Gitane subsistera, a-t-il précisé.

Il n'est pas exclu que l'usine Micmo de Macheoul, actuellement nettement en surcapacité, hérite de quelques fabrications pour lesquelles Yvars est à l'étroit dans l'usine Gateau de Saint-Hilaire-du-Riez, en Vendée.

Le nouvel ensemble Yvars-Micmo représente environ 260 millions de francs de chiffre d'affaires et 250 000 bicyclettes par an (150 000 Micmo et 100 000 Yvars, dont 55 000 importées), soit environ 13 % du marché et la troisième place sur le marché français derrière Peugeot et MBK.

« Le polyéthylène saoudien va être taxé. — La Commission européenne a décidé de rétablir des droits de douane de 13,4 % sur les importations de polyéthylène linéaire basse densité en provenance d'Arabie saoudite. Les arrivages de cette matière plastique dans la CEE au cours des six premiers mois de l'année ont atteint 40 000 tonnes, soit près de 15 % de la consommation annuelle (260 000 tonnes) en 1984 pour une production de 250 000 tonnes. La Commission considère que les importations d'origine saoudienne, qui entrent sans droits de douane, ont tiré du système des préférences généralisées, ont favorisé, en l'espace d'un an, une baisse de 10 % en moyenne des prix du polyéthylène linéaire basse densité, entraînant de sérieuses difficultés pour les producteurs européens. Aucune limite quantitative n'a cependant été fixée à ces importations. »

« Le polyéthylène saoudien va être taxé. — La Commission européenne a décidé de rétablir des droits de douane de 13,4 % sur les importations de polyéthylène linéaire basse densité en provenance d'Arabie saoudite. Les arrivages de cette matière plastique dans la CEE au cours des six premiers mois de l'année ont atteint 40 000 tonnes, soit près de 15 % de la consommation annuelle (260 000 tonnes) en 1984 pour une production de 250 000 tonnes. La Commission considère que les importations d'origine saoudienne, qui entrent sans droits de douane, ont tiré du système des préférences généralisées, ont favorisé, en l'espace d'un an, une baisse de 10 % en moyenne des prix du polyéthylène linéaire basse densité, entraînant de sérieuses difficultés pour les producteurs européens. Aucune limite quantitative n'a cependant été fixée à ces importations. »

« Le polyéthylène saoudien va être taxé. — La Commission européenne a décidé de rétablir des droits de douane de 13,4 % sur les importations de polyéthylène linéaire basse densité en provenance d'Arabie saoudite. Les arrivages de cette matière plastique dans la CEE au cours des six premiers mois de l'année ont atteint 40 000 tonnes, soit près de 15 % de la consommation annuelle (260 000 tonnes) en 1984 pour une production de 250 000 tonnes. La Commission considère que les importations d'origine saoudienne, qui ent



L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

cherche un producteur radio, à son siège à Rome, Italie.
Attributions : diriger et produire pour la radio, en anglais et en français, des nouvelles d'information, des documentaires, interviews et programmes spéciaux.
Entretien et développement des relations professionnelles avec les correspondants locaux ou en visite. Entreprendre des missions de reportage pour recueillir des renseignements nécessaires à l'élaboration des productions radiophoniques de la FAO.
Conditions et expériences requises : diplôme universitaire en journalisme ou autre discipline s'y rapportant. Cinq ans d'expérience professionnelle en radiodiffusion (langues de travail : anglais et français). Maîtrise parfaite de ces deux langues. Connaissance du système international de coopération radiophonique.
Traitement : salaire d'emploi basé sur le salaire de 25 474 \$ US (fonctionnaire non chargé de famille) et de 27 292 \$ US (fonctionnaire chargé de famille).
Allocations habituelles du système des Nations Unies.
Prévoir envoyer curriculum vitae détaillé avant le 24 septembre 1985, en citant « VA 41-GI », à :
Administrateur du personnel GID/FAO
Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

abris et matériels de protection civile (nucléaire, biologique et chimique) documentation sur demande



SCORPIO

108 RUE SAINT-MAUR • 75011 PARIS • TEL. (1) 355.55.96
74 RUE G. BONNAC • 33000 BORDEAUX • TEL. (56) 93.05.11
cette brochure gratuite

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

LE MONDE diplomatique

AOÛT 1985

EUROPE

LES AMBITIONS D'EUREKA

Le Monde diplomatique raconte comment est né le projet Eureka de coopération scientifique et technologique. Il recense les domaines couverts par l'accord, explique ce qu'on peut en attendre et ce qui a déjà été amorcé. Il analyse enfin les débouchés militaires des recherches entreprises.

IMMIGRATION CEUX DE LA DEUXIÈME GÉNÉRATION

Ils sont Français de droit. Mais comment se considèrent-ils ? Et peuvent-ils si facilement s'intégrer ? Un reportage sur les fils et les filles d'immigrés.

URSS

QUI SONT LES PACIFISTES SOVIÉTIQUES

Leur voix ne s'entend guère au-delà du rideau de fer. Pourtant ils existent. Comment se manifestent les pacifistes soviétiques ? Sont-ils nombreux ? Parviennent-ils à s'organiser ou sont-ils aussi victimes de la répression ?

LITTÉRATURE SEIGNEUR NE M'OUBLIE PAS

par Julien Lester

Extrait de son dernier roman inédit en France, la campagne pour les droits civiques par un grand écrivain noir américain

DOM - TOM

DIVERSITÉS ET SIMILITUDES DES MOUVEMENTS
INDÉPENDANTISTES

Nouvelle-Calédonie, Antilles, la Réunion, Polynésie et même Saint-Pierre-et-Miquelon : derrière la variété des situations se cache une critique commune de tous les mouvements indépendantistes contre le statut actuel des départements et territoires d'outre-mer.

DROGUE LA FILIÈRE BIRMANE

Avec la Thaïlande et le Laos, la Birmanie est un des plus grands producteurs de pavot. Le Monde diplomatique explique l'organisation du trafic de l'opium dans ce pays.

GUATEMALA LA PACIFICATION VIOLENTE

A l'extérieur, le Guatemala appuie une solution négociée au Salvador et au Nicaragua. Une position modérée qui cherche à faire oublier la sanglante répression menée à l'intérieur contre les Indiens ?

En vente chez tous les marchands de journaux.

AGRICULTURE

LA POLITIQUE AGRICOLE DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les paysans et les socialistes

Le débat sur le libéralisme — plus d'État, moins d'État, mieux d'État — qui va animer la campagne électorale française aura, dans le monde agricole, un impact particulier. Dans leur majorité, les agriculteurs sont libéraux de cœur, mais savent d'expérience que s'en remettre aux seules lois du marché est, pour eux, suicidaire.

Les armes de cette campagne s'affrontent : le Livre vert de la Commission de Bruxelles sur la réforme de la politique agricole commune (le Monde du 12 juillet) va devenir, dans le sein des belligérants, un engin redoutable, aux éclatements aussi attendus que les tant d'écrits rapportés par M. de Viedt jadis. Quelle que soit la majorité politique de demain, personne ne peut faire l'économie d'une réflexion puis d'un choix sur les politiques des prix et l'organisation des marchés agricoles au sein de la CEE.

Le Parti socialiste, qui avait rallié en 1981, plus de voix agricoles qu'il n'en espérait, ne mésestime pas cet enjeu. Aujourd'hui, la navigation est difficile entre le rejet d'un passé récent et la confirmation d'une ligne politique qui, dans la crise agricole actuelle, peut répondre aux attentes du plus grand nombre.

Contradiction

La passé récent, ce sont les parcours de M. Crasson et de M. Rocard, qui, en dépit de leurs efforts, n'ont jamais pu trouver le ton juste avec la FNSEA. A cause de ces visuels efforts, ils n'ont pas eu non plus le soutien de la minorité agricole de gauche. La ligne politique à confirmer est celle d'un développement de l'agriculture compatible à la fois avec la réalité économique — surproduction et restriction des débouchés — et avec la solidarité, à l'intérieur du monde paysan comme de la collectivité nationale.

M. Bernard Tharaud, parlementaire européen et secrétaire national adjoint du PS à l'Agriculture et au monde rural, rappelle récemment qu'il n'y a en fait que deux discours cohérents : ou bien les agriculteurs disposent dans la CEE

de prix garantis, mais alors les volumes produits doivent être limités (exemple : les quotas laitiers) ; ou bien on laisse faire le marché : pas de contrôle des volumes, pas de prix garantis, et que le meilleur gagne.

Selon M. Tharaud, le second discours résume l'esprit du « rapport vert » de la Commission, du moins dans l'intention de son titulaire du portefeuille agricole, M. Frans Andriessen. Mais — rien n'est jamais simple — cette intention est contradictoire avec le maintien d'un maximum d'agriculteurs, vous exprimé dans ce même rapport sur l'injonction du président de la Commission, M. Delors.

Dene le campagne qui d'annonce, le PS, qui sait ce qu'il veut, doit compter avec cette contradiction européenne, avec la profession agricole aussi qui sait surtout ce qu'elle ne veut pas. Le PS n'hésitera pas à dénoncer l'incohérence du président de la FNSEA, M. François Guillaume, qui milite à la fois pour une expansion de la production, sans quota, et des prix garantis. En revanche, et parce que rien n'est manichéen en politique agricole, M. Tharaud et M. Guillaume devraient se retrouver pour condamner le modèle d'agriculture à deux vitesses que prônent certains dirigeants professionnels, ceux des émebras d'agriculture notamment, en accord avec le « rapport vert ».

Toutefois, la prix garanti, compensée de la limitation de la production que le plupart des autres organisations professionnelles acceptent, ne peut être, selon les socialistes, identique pour toutes les classes d'exploitants. Il n'y a aucune raison, dit M. Tharaud, que la solidarité nationale et européenne s'exerce au même niveau, quelle que soit la situation des producteurs : en 1983, le soutien du budget communautaire représentait 32 centimes par litre de lait, que l'éleveur ait cinq, cinquante ou cent vaches.

Aussi ce prix garanti doit-il s'appliquer à un volume moyen permettant de dégager un revenu raisonnable pour un travailleur. A cette moyenne seraient apportés deux correctifs : un prix garanti dégressif, ou des taxes progres-

sives dont la recette servirait notamment à subventionner les exportations, pour les exploitations qui produisent beaucoup ; à l'inverse, les agriculteurs qui ont des conditions naturelles difficiles ou qui ont des tailles d'exploitation insuffisantes recevraient des indemnités compensatoires, liées aux produits, c'est-à-dire à l'activité économique et non à la personne.

Trois camps

Ces propositions ne sont pas nouvelles, même si le vocabulaire a changé par rapport à 1981 : on parlait alors de quantum, mais le PS s'est aperçu que ce mot cristallisait des oppositions que la réalité qu'il recouvre — prix différenciés — n'engendrait pas. La crise structurelle des marchés a aussi révélé des divergences au sein de la profession, aujourd'hui divisée en trois camps. Le premier, sans derrière la leader de la FNSEA, refuse d'admettre, on l'a dit, la limitation de la production, parie sur une expansion des débouchés, et pense que seule la volonté politique fait défaut. Il s'oppose aussi, comme le PS mais avec des raisons différentes, à une agriculture dualisée, l'une économique, soumise à la loi du marché, l'autre sociale, aidée par la collectivité.

Le deuxième camp, qui serait celui des chambres d'agriculture, des producteurs de blé ou de betteraves, admet que des limitations en volumes sont nécessaires ; que des taxes finançant les exportations seraient un moindre mal, à la condition qu'elles soient identiques pour tous, quelle que soit la structure de l'exploitation. Ce camp-là n'est pas loin de penser aussi que seule la volonté politique suffirait, en matière d'éthanol par exemple, pour obtenir des débouchés nouveaux.

Le troisième camp est, lui, favorable à une différenciation des prix. Il est représenté par la gauche paysanne (FNAP, CNSTP) mais le débordement dans la mesure où — un sondage dans les campagnes le montrerait aisément — cette formule de politique agricole solide sourit surtout à celles des régions et ceux des agriculteurs qui sont

les moins résistants dans la compétition née de la crise. Les frontières de chaque camp sont floues : ainsi le CNJA, petit-cousin de la FNSEA, que le cercle de famille irrite, se retrouvera-t-il volontiers dans le deuxième comme dans le troisième. Au sein de la FNSEA elle-même...

Cette fluidité des positions rend l'action politique électorale dans la mesure où le gouvernement a surtout cherché à ne pas mécontenter les agriculteurs, sans décider vraiment. M. Tharaud, critiquant ses amis au pouvoir, remarque qu'une timide tentative de différenciation s'est opérée avec la nouvelle réglementation des quotas laitiers mais que, il y a peu, dans le domaine céréalière, M. Rocard a fait marche arrière, supprimant la progressivité de taxes parafiscales sur le blé qu'avait introduite avant lui M. Crasson.

Une idée qui chemine

Pourtant, cette idée de la progressivité des taxes ou de la différenciation des prix fait son chemin. Certains y sont sensibles hors de France, en RFA et en Belgique, et hors de la gauche, M. Michel Debatisse, ancien secrétaire d'État aux industries agro-alimentaires de M. Valéry Giscard d'Estaing, a déposé en ce sens une proposition de résolution à l'Assemblée européenne. Il s'agit d'une correspondance (taxes) qui, en contrepartie de la fixation des prix à un niveau satisfaisant, trait de pair avec l'abandon du principe de la garantie illimitée des productions. Toutefois, dans cette proposition, la notion de différenciation et de solidarité entre les producteurs n'est pas explicitement mentionnée.

Il reste que le PS fera campagne sur ce thème qui demeure pour M. Tharaud le seul moyen d'éviter cette fameuse « agriculture à deux vitesses ».

A droite, les partisans du libéralisme et du moins d'État devront, eux aussi, chercher le ton juste pour rassurer une clientèle paysanne que ce libéralisme, précédenant, et le désengagement de l'État inquiètent.

JACQUES GRALL

M. Yves Barsalou se prononce pour la « désétatisation » du Crédit agricole

La « préoccupation visant à désétatiser le Crédit agricole est ancienne au sein de la Fédération nationale du crédit agricole », a déclaré, dans une interview au Figaro du 5 août, son président, M. Yves Barsalou.

« A trois reprises dans son histoire récente, la fédération s'est prononcée favorablement sur cette question. Mais ce problème revient d'actualité avec les perspectives de dénationalisation du secteur bancaire soulevées par de grands partis politiques. A ce sujet, le RPR vient de publier une proposition de loi (...). Cette proposition, qu'il faudra sans doute approfondir sur certains points et corriger sur d'autres, rejoint sur le fond les objectifs de notre fédération » (...). Elle « vise à donner une construction mutualiste au groupe du Crédit agricole, des caisses locales jusqu'au sommet. Et le fait qu'un grand parti ait soulevé cette question montre qu'elle est essentielle pour l'avenir du Crédit agricole ».

Pour M. Barsalou, « la pente naturelle des évolutions conduit le Crédit agricole à être une banque

universelle » sans pour autant perdre « ses spécificités ou sa couleur verte ».

La Fédération nationale du crédit agricole (FNCA), qui assure la représentation des caisses régionales, est l'organe fédératif et politique de la Caisse nationale du crédit agricole (CNCA).

Énergie

En Belgique, Elf Aquitaine vend une cinquantaine de stations-services à la Kuwait Petroleum Company. — La Compagnie koweïtienne, qui a racheté une partie des réseaux de la Gulf en Europe depuis deux ans, poursuit son implantation dans la distribution pétrolière. Elle a conclu un accord avec le groupe français Elf Aquitaine pour le réseau en Belgique (cinquante-trois stations sur un total de trois cent cinquante). Le groupe français précise que cette cession entre dans le cadre de la restructuration prévue de ses réseaux et qu'il n'envisage pas de quitter le marché belge.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.
SE-IL	8,5330	8,5890	+ 131	+ 146	+ 233	+ 263	+ 685	+ 785
SE-DM	4,3064	4,3548	+ 36	+ 56	+ 60	+ 86	+ 181	+ 281
Yen (100)	3,6177	3,6213	+ 112	+ 123	+ 286	+ 226	+ 643	+ 694
DM	3,8591	3,8593	+ 134	+ 145	+ 255	+ 272	+ 742	+ 791
SE-DM	2,7153	2,7177	+ 86	+ 95	+ 168	+ 182	+ 526	+ 567
F.M. (100)	14,8315	15,1944	- 38	- 97	- 39	- 143	- 234	- 308
SE-DM	3,7236	3,7274	+ 179	+ 195	+ 319	+ 343	+ 959	+ 1021
L. (1 000)	4,5485	4,5534	- 123	- 79	- 260	- 197	- 839	- 719
F. franc	11,8102	11,8257	- 215	- 177	- 385	- 318	- 810	- 631

TAUX DES EUROMONNAIES

	1/15/16	8 1/16	7 1/16	8 1/16	3 1/16	8 3/16	8 1/2
SE-IL	4 5/8	4 3/8	4 3/4	4 3/8	4 3/8	4 15/16	5 1/16
DM	6 1/8	6 3/8	6 1/4	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
SE-DM	7 1/8	8 1/8	9 1/4	10 1/4	11 1/4	12 1/4	13 1/4
F.M. (100)	8 3/4	12 1/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4
SE-DM	12	12 1/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4
F. franc	9 1/2	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AMERICAN BRANDS, Inc.

Le conseil d'administration d'American Brands, Inc. annonce la mise en paiement, le 3 septembre 1985, d'un dividende trimestriel de 97,5 cents par action ordinaire et de 42,5 cents par action privilégiée convertible de \$ 1,70 pour les actionnaires inscrits sur les livres de la société à la date du 8 août 1985.

Il sera également mis en paiement le 10 septembre 1985 un dividende trimestriel de 68,75 cents par action de préférence de \$ 2,75 et de 66,75 cents par action de préférence convertible de \$ 2,67 pour les actionnaires inscrits à la date du 8 août 1985.

Par ailleurs, il sera procédé, le 9 octobre 1985, au remboursement des actions de préférence convertibles de \$ 1,70. Ce remboursement se fera au prix de \$ 30 par action majoré d'un dividende de \$ 0,177.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - OBLIGATIONS 14,50 % - 1984

Les intérêts courus du 17 août 1984 au 16 août 1985 seront payables à partir du 16 août 1985 à raison de 652,50 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 2 après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 72,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 108,70 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse Nationale des Allocations Familiales), soit un net de 536,55 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 87 053 à 133 052 sortis au tirage au sort du 17 juin 1985, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 3 au 16 août 1985 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie Générale, Recettes des Finances et Perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des Dépôts et Consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rasp.

PENARROYA

L'agrément donné par les autorités portugaises à l'acquisition par le groupe RTZ des intérêts français représentant 49 % du capital de la société Sominter a permis la réalisation effective de la cession par Penarroya de sa participation de 33,5 % dans Sominter, sur la base du prix couru en octobre 1984 avec RTZ d'environ 61 millions de dollars.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

246-72-23, poste 2412

مركزنا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ENQUÊTE

2. « Phoenix, Amérique 1985 », par Bernard Guetta.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
- BOULVARD : l'édiction de Victor Paz Estenssoro.
4. AFRIQUE
- RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : mot d'ordre de grève du syndicat des mineurs de charbon.
45. EUROPE
5. PROCHE-ORIENT
5. DIPLOMATIE
- POINT DE VUE : « Erika, pour quoi faire ? », par René Le Guen.
6. ANNIVERSAIRE
- Il y a quarante ans, Hiroshima.

POLITIQUE

7. Un an de gouvernement Fabius et les Français.

SOCIÉTÉ

8. LA CATASTROPHE FERROVIAIRE DU LOT.
9. MÉDECINE
- SCIENCE.

SPORTS

10. VOILE : l'Admiral's Cup.
- SPORTS ÉQUESTRES : le championnat d'Europe des sauts d'obstacles.

LE MONDE ÉCONOMIE

11. Un emploi de plus en plus précaire.
12. De Montpellier à... Kuala-Lumpur : les Corbières sans frontière.
- La chronique de Paul Fabra.

CULTURE

13. La politique culturelle régionale.
- La saison musicale 1985-1986 à Paris.
15. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

19. AFFAIRES : la présidence de Mitterrand est assurée.
20. AGRICULTURE : les paysans et les socialistes.

RADIO-TÉLÉVISION (15)
INFORMATIONS
« SERVICES » (18) :
« Jeux » ; « Journal officiel » ; « Loto » ; « Météorologie » ; « Mots croisés ».

Annuaire classé (16-17) :
Carnet (17) ; Programmes des spectacles (14) ; Marchés financiers (21).

Rémy
25^e ANNIVERSAIRE

LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ
du 1^{er} juillet au 31 août

BIBLIOTHÈQUES, Manoir, Châtea
Louis XIV, XVI, XVII, Desroches, L. Philippe
LE MEUBLE REGIONAL RUSTIQUE
Noyer de France, Chêne, Merisier
SALONS CUR et STYLE
SALLES à MANGER et CHAMBRES
tous styles, toutes essences de bois.
Tout est réalisé d'après des documents
anciens en toutes dimensions
dans les laques et patines anciennes
et toujours.

de commodes
et de secrétaires...
OUVERT EN AOÛT
80-82, Fg St Antoine - 343.65.58

LES INCENDIES DANS LE MIDI DE LA FRANCE

Près de 20 000 hectares détruits en Corse en cinq jours

Violente reprise des incendies, dimanche 4 août, en Haute-Corse, où l'on estime à plusieurs milliers d'hectares l'étendue du sinistre. Au total, depuis le 31 juillet, près de 20 000 hectares ont été détruits. Poursuivis par un vent violent, les principaux foyers se sont développés aux portes des villes, notamment à L'Île-Rousse et à Bastia, dont certains quartiers ont dû être évacués. Plusieurs habitations ont été ravagées ainsi que des caravanes. La situation s'est améliorée, lundi, avec l'arrêt du vent, mais les hommes — près de cinq cents au total, pompiers et militaires — sont épuisés après cinq jours d'interventions.

La gravité de la situation a provoqué la réaction de plusieurs personnalités politiques. Ainsi, M. Edmond Simeoni, ancien leader de l'Union du peuple corse, a déclaré qu'il appartenait « à la communauté insulaire, en dehors de la police et de la justice, de trouver les voies et moyens nécessaires pour mettre un terme à ces exactions ». Quant à M. Xavier Colonna, maire (MRG) de Calvi, il a indiqué sur Radio-Monte-Carlo : « Nous sommes réellement en face d'un terrorisme par le feu. Il ne s'agit plus de mises à feu banales, c'est une véritable organisation qui, en choisissant ses endroits et en multipliant les mises à feu, au moment où les forces de sécurité sont dispersées, met le feu aux bords et des propositions ont été faites de former des milices pour garder la nuit les plaines et la route d'Ajaccio, qui sont des points sensibles ».

D'autre part, sur le continent, 40 hectares ont été détruits près des Adrets-de-l'Estérel, dans le Var tandis que, dans les Alpes-Maritimes, près de Coteaux, le feu a ravagé une dizaine d'hectares de pins et de broussailles.

La rage du forestier

Mandelieu. — Le feu revient, c'est sûr. Peut-être couvrait-il déjà au fond d'un ravin. L'Estérel est juste à point. Sec et touffu, juste ce qu'il faut. Le fruit est mûr. Une allumette et tout repartira comme au dernier incendie, en 1964. L'Estérel est juste à point et M. Bernard Biatta a l'Estérel au cœur. Agent forestier de l'Office national des forêts (ONF) par nécessité mais, avant tout, amoureux, de toute évidence, de ses crêtes et de ses massifs. « Mon père m'y emmenait sur ses épaules quand j'avais deux ans », dit-il. Bernard Biatta scrute ravine et versants, d'où peut s'élever, d'un instant à l'autre, la fumée fatale.

La maison forestière des Trois Termes, au cœur du massif, où il vit avec sa famille, est le dernier rempart de Mandelieu contre l'incendie. Si le feu venait à prendre dans son secteur, le mistral le pousserait quasi inéluctablement vers les marines, les lotissements et les campings au premier rang desquels le camping de l'Argenterie, propriété de... Cécile Biatta, sœur de Bernard. Mme Louise Moreau, maire de Mandelieu, ne s'y est pas trompée. « Un jour, je me trouvais sur le terrain avec elle, alors que l'incendie faisait rage. Et je me plaignais de ne pas avoir de radio. Le lendemain, je vais la voir en mer et, avant même que j'aie poussé la porte, elle m'annonçait qu'elle m'offrirait une radio sur les ondes de la commune ».

Chevalier de l'Estérel, protecteur du chêne-liège et du marassin, Bernard Biatta est un

De notre envoyé spécial amoureux jaloux. Une si dévorante passion suscite tant d'incompréhensions obscures, tant de moqueries bloquées. En premier lieu, de ses supérieurs hiérarchiques. « Vous voyez ce panneau d'interdiction de camping, là ? J'ai été obligé de le payer moi-même. Pour me faire respecter un peu, j'ai posé sur ma voiture personnelle un gyrophare et une sirène à deux tons offerts par des copains. Que n'ai-je entendu de la part de mes chefs ! Sacrilège suprême, certains de ces chefs ont osé traiter Bernard de... cow-boy ».

Rivalités

Mais comment ne pas pardonner à ce cow-boy ? Il l'aime tant, son Estérel ! Il ne faudrait pas le pousser beaucoup pour qu'il en interdisse carrément l'accès aux cohortes citadines qui le défigurent et, l'été, le menacent de mort à chaque instant. « Les gens ne sont plus familiers avec le feu. Voilà pourquoi ils en allument n'importe où, n'importe comment. La nature leur est devenue étrangère, on ne leur offre qu'une nature goudronnée, comme ces palmiers à Nice ou à Cannes. Quand ils arrivent dans l'Estérel, ils deviennent fous. L'horreur du crime ne justifie-t-elle pas toutes les colères ? Une forêt, surtout celle-ci, c'est un système tellement parfait qu'il est criminel de le laisser détruire ».

Cette rage de forestier, il n'hésite pas, au risque de l'injus-

Les résultats du baccalauréat

Moins de candidats et plus d'élus

Le ministère de l'éducation nationale vient de rendre publics les résultats du baccalauréat 1985. Une bonne année, si l'on examine les taux d'admission qui augmentent dans les principales séries du baccalauréat d'enseignement général, ainsi que dans celles du baccalauréat de technicien. Au total, le pourcentage de candidats reçus passe de 63 % en 1984 à 67 %. Les bacheliers de 1985 sont donc légèrement plus nombreux que leurs prédécesseurs des années antérieures, et pourtant il y a eu cette année dix-huit mille vingt candidats de moins qu'en 1984.

Deux éléments expliquent l'importance de la hausse du taux des réussites :

- Le retour aux dispositions antérieures à 1983 concernant le caractère obligatoire des décisions du conseil de classe et en pour conséquence le redoublement d'élèves de première, dont le niveau a été jugé insuffisant par l'ensemble des professeurs.
- La nouvelle réglementation du baccalauréat de technicien, avec l'extension à la série G de la compensation des notes obtenues aux épreuves générales et aux épreuves professionnelles. Le taux de réussite dans cette série est passé de 54,3 % en 1984 à 62,7 % en 1985.

En ce qui concerne le baccalauréat d'enseignement général, le taux de succès est cette année de 67,9 % (64,6 % en 1984), un chiffre assez proche de celui de 1982 (67,40 %). Comme précédemment, les élèves de C se hissent au sommet du tableau des résultats avec 75 % de réussites. Ils ne sont dépassés que par la petite série F11-F11', composée d'élèves suivant des cours de musique ou de danse, qui obtient un score très élevé : 97,5 %. Il est vrai que dans cette série les élèves sont peu nombreux (353) et très motivés.

Toutes séries confondues, 379 328 candidats se sont présentés ; 253 528 ont été reçus, soit 67 %.

● **Baccalauréats d'enseignement général :**

- Série A (philosophie - lettres). — 46 415 admis sur 67 274 présentés, soit 69 % (65,2 % en 1984) ;
- Série B (économie). — 40 357 admis sur 65 078 présentés, soit 62 % (58,2 % en 1984) ;
- Série C (mathématiques et sciences physiques). — 33 600 admis sur 44 822 présentés, soit 75 % (73,5 % en 1984) ;
- Série D (mathématiques et sciences de la nature). — 43 440 admis sur 63 931 présentés, soit 67,9 % (63,4 % en 1984) ;
- Série E (sciences agronomiques et techniques). — 1 183 admis sur 1 787 présentés, soit 62,7 % (64,8 % en 1984) ;
- Série F (mathématiques et techniques). — 5 488 admis sur 8 132 présentés, soit 67,5 % (68,5 % en 1984).

TOTAL : 170 483 admis sur 251 124 présentés, soit 67,9 % (64,6 % en 1984).

● **Baccalauréats de techniciens :**

- Série F (secteur industriel F1 à F7 et F9, F10). — 24 636 admis sur 37 243 présentés, soit 66,1 % (67,1 % en 1984) ;
- Série F8 (sciences médicales). — 8 201 admis sur 11 378 présentés, soit 72,1 % (68,2 % en 1984) ;
- Séries F11 et F11' (musique et danse). — 344 admis sur 353 présentés, soit 97,5 % (92,8 % en 1984) ;
- Séries G1, G2 et G3 (secteur économique et social). — 48 292 admis sur 77 017 présentés, soit 62,7 % (54,3 % en 1984) ;
- Série H (informatique). — 1 374 admis sur 1 942 présentés, soit 70,7 % (72,2 % en 1984) ;
- Série F12 (arts plastiques). — 198 admis sur 271 présentés, soit 73,1 %.

TOTAL : 83 045 admis sur 128 204 présentés, soit 64,8 % (59,7 % en 1984).

CLASSE PRÉPARATOIRE
MEDICINE ou PHARMACIE
le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR
A temps complet, d'octobre à juin
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.09.19
— enseignement supérieur privé

VOULEZ-VOUS PROGRESSER DANS LA VIE ?

Vous vous sous-estimez. Vous croyez faire de votre mieux alors que vous n'utilisez qu'une fraction de vos vraies possibilités. Non ce n'est pas une boutade, ces faits sont bien connus de tous les savants.

En voici la preuve : votre cerveau a plus de 15 milliards de neurones dont 10 % seulement, d'après les scientifiques, sont connectés entre eux et servent quotidiennement. Pour vous donner une idée de cette puissance énorme, il faudrait faire appel aux mémoires électroniques de 1000 grands ordinateurs pour enregistrer toutes les informations que votre cerveau peut contenir !

Alors pourquoi vous, vous sentez-vous si limité dans vos possibilités ? Pourquoi votre mémoire est-elle défaillante ? Pourquoi la simple vie quotidienne vous pose-t-elle parfois des problèmes insolubles ? Pourquoi votre vie professionnelle n'est-elle pas plus épanouissante ?

A ces questions, comme à beaucoup d'autres, il n'y a qu'une seule réponse : vous ne savez vous servir que de 10 % des possibilités de votre cerveau. Vous ne réussissez pas mieux dans la vie parce que vous ne savez pas encore comment mettre en service les 90 % restant inemployés.

Ce n'est pourtant pas votre faute. L'évolution humaine, les progrès de la vie moderne font que votre survie est assurée en n'utilisant qu'une fraction de nos ressources naturelles, que ce soient celles de notre cerveau ou celles de notre corps.

Comme nous sommes tous potentiellement capables d'extraordinaires exploits physiques : courir, sauter, nager — après un entraînement adéquat — nous sommes tous aussi potentiellement capables d'extraordinaires réussites intellectuelles.

Vous aussi vous pouvez : acquérir la pleine maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux qui vous entourent... Vous gagnerez ainsi automatiquement la précieuse confiance en vous qui en découle, mais cela n'est possible qu'à certaines conditions.

Comme pour acquérir la maîtrise de votre corps, pour développer votre mémoire, vos capacités intellectuelles, votre personnalité, il faut vous entraîner. Il faut apprendre à mettre en fonction vos dons naturels, jusqu'alors négligés, ignorés. Le matériau de base est en vous. Il ne vous manque jusqu'à présent que le mode d'emploi.

Une étonnante simplicité

Aujourd'hui ce mode d'emploi existe. Sa simplicité vous étonnera. Une documentation complète vous sera envoyée gratuitement et sans aucune obligation comme à toute personne suffisamment intéressée pour en faire la demande.

Si vous souhaitez employer plus de 10 % de vos capacités, si vous voulez vivre pleinement, mais pas seulement survivre, si vous voulez obtenir plus de vous-même et plus de la vie, remplissez sans tarder le bon gratuit ci-dessous.

Méthode W.R. Borg — Chez Aubanel dpt 673 — 6, place Saint-Pierre 84028 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à :

Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt. 673 — 6, place St-Pierre — 84028 Avignon Cedex — France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé, "Les Lois Éternelles du Succès".

Nom _____ Prénom _____

Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Age _____ Profession _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite

A Marseille

LES QUINZE MILLE FICHES VOLÉES A L'APP RETROUVÉES

Les quinze mille fiches du bureau de l'AFP à Marseille, qui avaient été dérobées pendant la nuit du dimanche 28 au lundi 29 juillet, ont été retrouvées jeudi dans une rue de Marseille. Cette information n'a été révélée que samedi matin 3 août par la police pour les besoins de l'enquête.

Ces archives, qui représentent des années de travail et comportent notamment des chronologies, biographies et synthèses sur toutes les affaires de banditisme et sur la vie politique de la région depuis une quarantaine d'années, avaient été placées dans un carton marqué « AFP » et déposées, sans explication, dans la nuit de mercredi à jeudi, devant la librairie où un employé de l'agence passe chaque matin prendre les journaux.

Le voleur devait bien connaître les habitudes du bureau de Marseille, puisque c'est seulement depuis dimanche dernier que cette librairie a pris le relais, comme dépositaire des journaux destinés à l'AFP, d'un kiosque proche de l'agence fermé au mois d'août.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TENNIS FORUM ACTION

Pres d'Orléans, Ivry
Aubervilliers, la Défense
Fontenay-aux-Bois, Meudon

STAGES INTENSIFS
2 à 30 par jour durant 1 semaine
734-36-36

Groupement de six associations d'avocats

L'ACTION NATIONALE DU BARREAU DÉPLORE LA SURPOPULATION PÉNALE

L'Action nationale du barreau (1), dans un communiqué publié lundi 5 août, constate la surpopulation pénale et la déplore. L'Action nationale du barreau ajoute : « Des mesures de détention préventive ne sauraient faire oublier les problèmes de fond qui subsistent et qui peuvent resurgir à tout instant ».

De plus, l'ANB souhaite rappeler que « la détention préventive doit rester, comme le prévoient les textes, l'exception ; que des expériences concrètes permettent d'affirmer qu'un contrôle judiciaire, organisé et structuré, est de nature à éviter des détentions inutiles ; que les peines de substitution, trop rarement utilisées, constituent des mesures souvent mieux adaptées à la personnalité du prévenu et à la réparation du préjudice des victimes ; que ces mesures seraient illusoire, si n'est pas mis en place un accompagnement financier conséquent, alors même que la récente modernisation de la police appelle des réponses en matière de justice ; que la prévention demeure la meilleure des solutions pour éviter la délinquance et l'emprisonnement ».

En conclusion, l'ANB « appelle particulièrement les avocats, les magistrats et les collectivités locales à unir leurs efforts en ce sens ».

(1) Barreau de Paris, Confédération des bâtonniers, Confédération syndicale des avocats, Fédération nationale des unions des Jeunes Avocats et Syndicat des avocats de France.

Le numéro du « Monde » daté 5 août 1985 a été tiré à 401 503 exemplaires

NOUVELLES BRÈVES

● **Klaus Barbie : appel du MRAP.** — Le MRAP (Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour l'unité entre les peuples) a décidé à son tour de faire appel contre l'ordonnance du juge d'instruction lyonnais M. Christian Ries, qui écarte les crimes de guerre des poursuites contre Klaus Barbie (le Monde du 3 août). La chambre d'accusation de Lyon devra se prononcer le 9 août sur cet appel, ainsi que sur ceux des six associations parisiennes, avant de statuer, le même jour, sur le renvoi de Barbie devant la cour d'assises du Rhône.

● **Marte noire au Danemark.** — Depuis vendredi 2 août, une importante nappe de pétrole menace les côtes et les plages danoises situées au bord du détroit du Cattegat, à la pointe du Jutland. Elle provient du pétrolier allemand Jan, qui, à la suite d'une fausse manœuvre, a débordé sa coque sur une longueur de 20 mètres. — (Corresp.)

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

LUNDI 5 AOÛT
« le Monde » reçoit
MAURICE J. KNEIBHLER

directeur général
de la division commerciale
de General Motors-France
avec
CLAUDE LAMOTTE

MARDI 6 AOÛT
CHRISTIAN GAY-BELLILE
organisateur de Fêtes et foras
avec
COLETTE GODARD

مكتبة الأصل